

HÉROUX DEVTEK 

MISER

SUR NOTRE EXPERTISE

RAPPORT ANNUEL 2016



FAITS SAILLANTS FINANCIERS

EXERCICES TERMINÉS LES 31 MARS

(en millions de dollars, sauf les données par action et les ratios)

	2016	2015	2014	2013	2012
RÉSULTATS D'EXPLOITATION ⁽¹⁾					
Ventes	406,8	364,9	272,0	257,0	253,5
Résultat opérationnel	37,8	6,6	15,6	20,4	23,8
Résultat opérationnel ajusté ⁽²⁾	39,3	29,4	22,5	20,4	23,8
BAIIA ajusté ⁽²⁾	64,1	47,8	35,8	33,0	37,4
Résultat net	26,6	3,2	9,2	13,4	15,9
Résultat net ajusté ⁽²⁾	27,7	19,4	15,3	13,4	15,9
Flux de trésorerie d'exploitation	55,4	29,3	20,9	29,0	31,7
SITUATION FINANCIÈRE					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	19,3	35,1	47,3	101,3	62,0
Fonds de roulement	150,5	109,7	160,8	191,2	179,5
Total de l'actif	609,4	575,5	514,0	389,1	499,1
Dette à long terme ⁽³⁾	147,2	114,2	150,5	64,3	120,9
Capitaux propres	331,1	293,5	240,1	222,7	244,0
DONNÉES PAR ACTION ⁽¹⁾					
Bénéfice par action - de base et dilué	0,74	0,09	0,29	0,43	0,52
Bénéfice par action ajusté ⁽²⁾	0,77	0,55	0,48	0,43	0,52
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué, en milliers)	36 119	35 016	31 662	31 114	30 682
RATIOS FINANCIERS ⁽¹⁾					
Marge du BAIIA ajusté ⁽²⁾	15,7 %	13,1 %	13,2 %	12,8 %	14,8 %
Ratio du fonds de roulement	2,34	1,75	2,59	3,59	2,76
Dette (trésorerie) nette / capitaux propres ⁽⁴⁾	0,39	0,27	0,43	(0,17)	0,24

(1) Des activités poursuivies pour les exercices 2013 et 2012.

(2) Mesures financières non conformes aux IFRS. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » de la section Résultats d'exploitation du rapport de gestion pour les définitions et les rapprochements aux normes IFRS les plus comparables.

(3) Incluant la tranche à court terme, mais excluant le montant net des frais de financement différés.

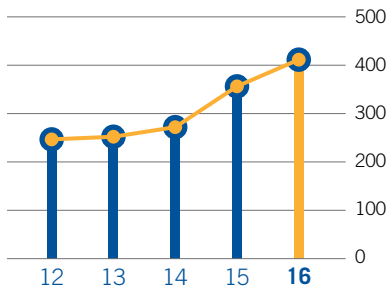
(4) Défini comme la dette à long terme, incluant la tranche à court terme, mais excluant le montant net des frais de financement différés, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, sur les capitaux propres.



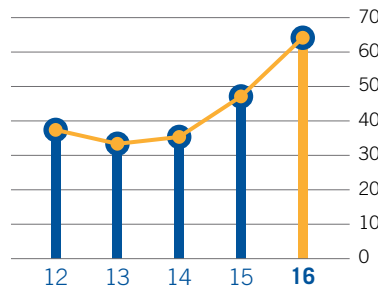
BAE Hawk

EN MILLIONS DE DOLLARS ⁽¹⁾

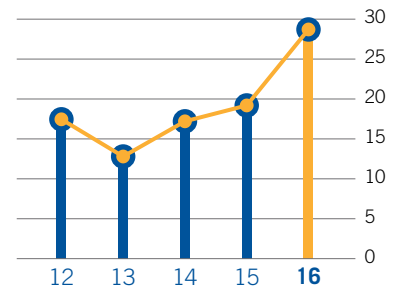
VENTES



BAlIA AJUSTÉ ⁽²⁾



RÉSULTAT NET AJUSTÉ ⁽²⁾

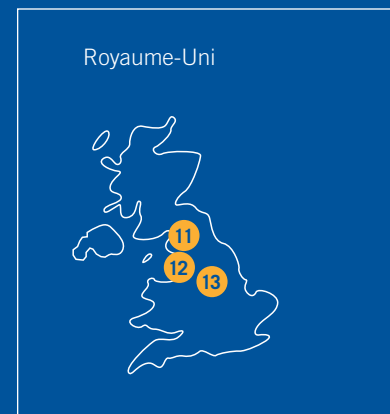
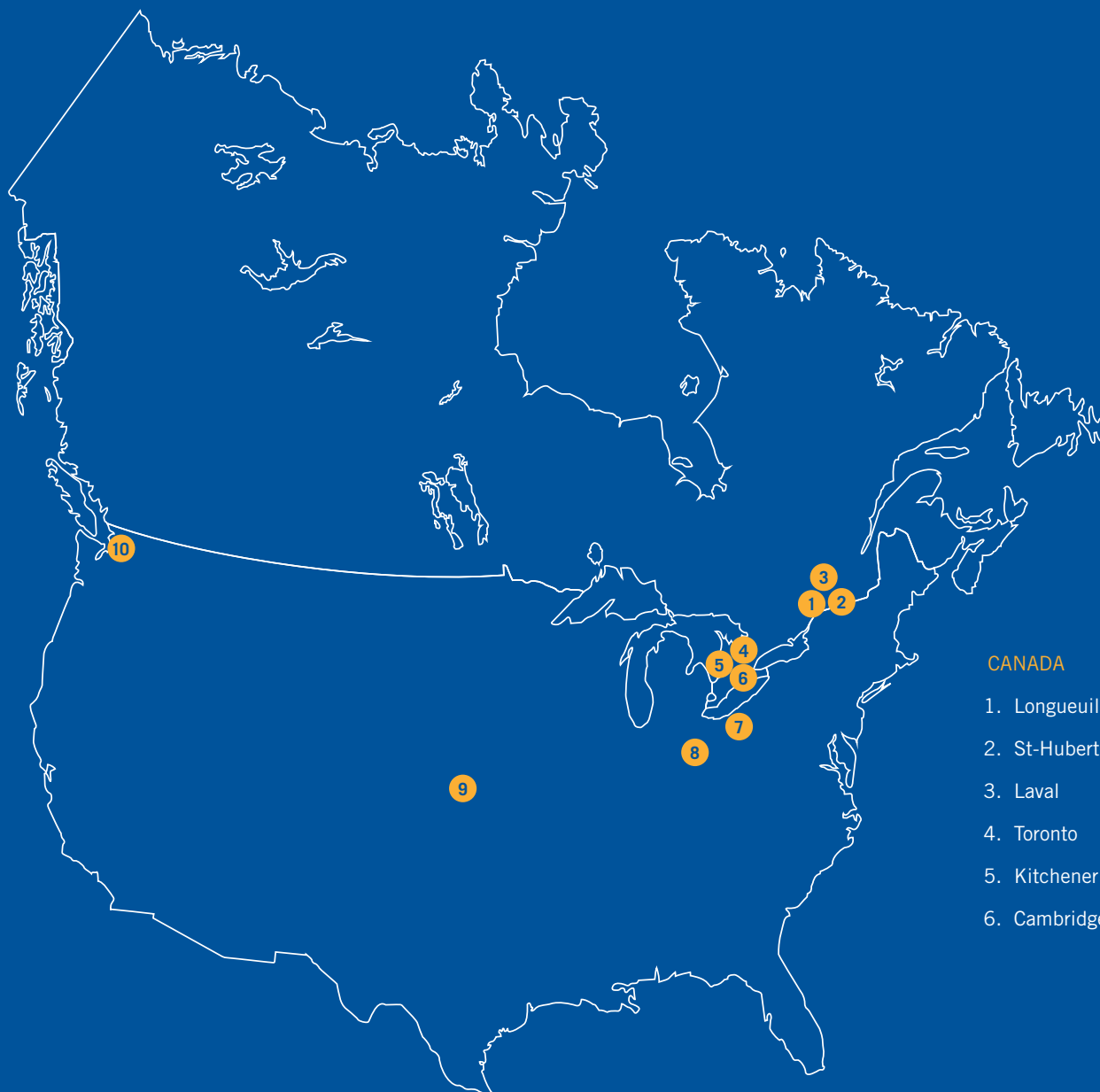


(1) Des activités poursuivies pour les exercices 2013 et 2012.

(2) Mesures financières non conformes aux IFRS. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » de la section Résultats d'exploitation du rapport de gestion pour les définitions et les rapprochements aux normes IFRS les plus comparables.



MISER SUR NOTRE RÉSEAU



CANADA

- 1. Longueuil
- 2. St-Hubert
- 3. Laval
- 4. Toronto
- 5. Kitchener
- 6. Cambridge

ÉTATS-UNIS

- 7. Strongsville
- 8. Springfield
- 9. Wichita
- 10. Everett

ROYAUME-UNI

- 11. Bolton
- 12. Runcorn
- 13. Nottingham

49 %
DÉFENSE



51 %
COMMERCIAL

LES VENTES D'HÉROUX-DEVTEK SONT BIEN ÉQUILIBRÉES ENTRE LES SECTEURS COMMERCIAL ET DE LA DÉFENSE DE L'INDUSTRIE AÉROSPATIALE.

FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE 2016

SOLIDES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

- Ventes de 406,8 M\$, en hausse de 11,5 % par rapport à l'exercice précédent.
- Résultat opérationnel de 37,8 M\$, ou 9,3 % des ventes, comparativement à 6,6 M\$, ou 1,8 % des ventes un an plus tôt.
- BAIIA ajusté ⁽¹⁾ de 64,1 M\$, ou 15,7 % des ventes, comparativement à 47,8 M\$, ou 13,1 % des ventes l'année dernière.
- Résultat net de 26,6 M\$, ou 0,74 \$ par action sur une base diluée, par rapport à 3,2 M\$, ou 0,09 \$ par action sur une base diluée lors de l'exercice précédent.
- Résultat net ajusté ⁽¹⁾ de 27,7 M\$, ou 0,77 \$ par action, comparativement à 19,4 M\$, ou 0,55 \$ par action lors de l'exercice précédent.

LE PLAN D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS AFIN DE RÉALISER UN CONTRAT À LONG TERME PORTANT SUR L'APPROVISIONNEMENT DE THE BOEING COMPANY (« BOEING ») AVEC DES SYSTÈMES COMPLETS DE TRAINS D'ATTERRISSAGE DESTINÉS AUX APPAREILS BOEING 777 ET 777X A ÉTÉ ESSENTIELLEMENT COMPLÉTÉ

- L'usine de 108 000 pieds carrés à Cambridge, en Ontario a entrepris ses activités et fabrique principalement des composants complexes de trains d'atterrissage de grande taille.
- Début des activités de finition et de sous-assemblage à l'usine de Strongsville, en Ohio, à la suite de son agrandissement.
- La nouvelle machinerie et les équipements sont fonctionnels aux usines de Springfield, en Ohio, et de Laval, au Québec, lesquelles fabriquent principalement des composants critiques et complexes de plus petite taille.
- Achèvement d'une nouvelle installation d'assemblage final de 21,000 pieds carrés à Everett, dans l'état de Washington.

NOUVEAUX CONTRATS ET RENOUELEMENT D'ENTENTES

- Contrat octroyé par la société Leonardo-Finmeccanica portant sur la fourniture de systèmes complets de trains d'atterrissage pour l'aéronef à rotors basculants AW609 et valide pour la durée de vie utile de l'appareil.
- Nouveau contrat à long terme octroyé par Boeing portant sur la fourniture d'ensembles d'actionneurs destinés aux appareils Boeing 777 et 777X à compter de janvier 2017.
- Élargissement de la portée d'une entente stratégique mondiale de services d'entretien pour les exploitants de toutes les versions des familles d'avions Saab 340 et Saab 2000.
- Renouvellement jusqu'en septembre 2021 d'un important contrat de la part de l'Armée de l'air américaine portant sur la réparation et l'entretien des trains d'atterrissage des appareils C-130, E-3 et KC-135R.
- Prolongement pour une période de cinq ans, jusqu'à la fin de l'année civile 2023, d'une entente de fournisseur privilégié avec un important fabricant de systèmes de l'industrie aérospatiale pour la fabrication d'importants composants complexes de trains d'atterrissage destinés à trois programmes d'avions commerciaux.
- Protocole d'accord avec la société Hanwha Corporation de la Corée du Sud afin de concevoir et développer conjointement le système de trains d'atterrissage du chasseur KF-X.

(1) Mesures financières non conformes aux IFRS. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » de la section Résultats d'exploitation du rapport de gestion pour les définitions et les rapprochements aux normes IFRS les plus comparables.





Gilles Labbé, FCPA, FCA
Président et chef de la direction

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

AU COURS DU DERNIER EXERCICE, HÉROUX-DEVTEK A EXÉCUTÉ SA STRATÉGIE D'AFFAIRES DE MANIÈRE MÉTHODIQUE ET ACCRU SA NOTORIÉTÉ EN TANT QU'ORGANISATION DE CLASSE MONDIALE DANS SON MARCHÉ PRINCIPAL DES TRAINS D'ATTERRISSAGE. NOUS AVONS OBTENU DE SOLIDES RÉSULTATS FINANCIERS TOUT EN RÉALISANT DES PROGRÈS IMPORTANTS À L'ÉGARD DE NOS PLATEFORMES DE CROISSANCE.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, Héroux-Devtek a renforcé davantage son statut comme l'un des chefs de file mondiaux dans la conception et la fabrication de trains d'atterrissage.

Nous avons pratiquement achevé notre plan d'investissement en immobilisations en vue de la réalisation du contrat portant sur les appareils Boeing 777 et 777X et, le premier juin 2016, complété l'assemblage final du lot de pré-production. Héroux-Devtek a aussi décroché de nouveaux contrats de conception qui ont élargi sa présence sur le marché, en plus d'avoir renouvelé d'importantes ententes à long terme et amélioré davantage sa capacité à assurer le soutien de produits existants sur le marché secondaire.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION SOLIDES ET SITUATION FINANCIÈRE SAINTE

Héroux-Devtek a clos l'exercice 2016 avec des ventes de 406,8 millions de dollars, ce qui représente une progression de 11,5 % par rapport à l'exercice précédent. Cette amélioration traduit essentiellement une forte croissance sur le marché de l'aérospatiale commerciale et une hausse du taux de change utilisé pour convertir les ventes libellées en dollars US.

Cet accroissement du volume d'activité, jumelé à une composition des ventes plus avantageuse, a entraîné une amélioration importante de la rentabilité. Le résultat opérationnel s'est élevé à 37,8 millions de dollars, soit 9,3 % des ventes, et la marge du BAIIA ajusté⁽¹⁾ a atteint 15,7 %, en hausse par rapport à 13,1 % un an plus tôt. Le résultat net s'est établi à 26,6 millions de dollars, soit 0,74 \$ par action.



Réal Raymond
Président du Conseil

(1) Mesures financières non conformes aux IFRS. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » de la section Résultats d'exploitation du rapport de gestion pour les définitions et les rapprochements aux normes IFRS les plus comparables.

La situation financière de Héroux-Devtek était saine à la clôture de l'exercice 2016. La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élevaient à 19,3 millions de dollars et nous avons près de 130 millions de dollars disponibles sur notre facilité de crédit autorisée de 200 millions de dollars. Cette solidité financière a été préservée tout en effectuant des investissements monétaires en immobilisations de 37,6 millions de dollars, en lien principalement avec le contrat des appareils Boeing 777 et 777X.

Au 31 mars 2016, notre carnet de commandes fermes, qui ne regroupe que les mandats pour lesquels nous avons reçu des bons de commande, se chiffrait à 460 millions de dollars et demeurait bien diversifié.

MISE À PROFIT DE NOTRE EXPERTISE

Au cours de l'exercice 2016, l'équipe d'ingénierie de classe mondiale de Héroux-Devtek a été sélectionnée pour concevoir deux nouveaux systèmes de trains d'atterrissage. Tout d'abord, la société italienne Leonardo-Finmeccanica nous a octroyé un mandat portant sur la conception, la mise au point, la fabrication, l'assemblage, la réalisation des essais et la livraison des systèmes complets de trains d'atterrissage de l'aéronef à rotors basculants AW609 valide pour la durée de vie utile des appareils. Nous avons aussi élargi notre portée géographique jusqu'en Asie en signant un protocole d'accord avec la société Hanwha Corporation de la République de Corée pour concevoir et développer conjointement le système de trains d'atterrissage du nouveau chasseur KF-X.

Nous avons également signé un contrat à long terme portant sur la fabrication d'ensembles d'actionneurs destinés aux appareils Boeing 777 et 777X. Ce contrat élargit la portée d'une entente existante pour inclure le 777X. De plus, nous fournissons à Boeing du soutien d'ingénierie à valeur ajoutée pour la mise au point et la qualification de l'actionneur de rentrée du train d'atterrissage principal du 777X.

Enfin, nous avons prolongé plusieurs ententes importantes qui témoignent de notre réputation pour la grande qualité de nos produits, notre respect des échéanciers de livraison et notre service à la clientèle sans égal. Ces ententes comprennent notamment notre relation d'affaires de longue date avec l'Armée de l'air américaine portant sur la fourniture de services de réparation et d'entretien pour plusieurs avions de défense, une entente de fournisseur privilégié avec l'un des principaux fabricants de systèmes de l'industrie aérospatiale pour la fabrication d'importants composants complexes destinés à trois programmes d'envergure de gros porteurs commerciaux, ainsi que l'élargissement d'une entente de services mondiaux d'entretien pour les exploitants de toutes les versions des avions Saab 340 et Saab 2000.

ÉVOLUTION FAVORABLE DU MARCHÉ

Selon les prévisions de l'industrie, le transport aérien de passagers devrait enregistrer une croissance supérieure à la moyenne historique durant l'année civile 2016. Cette progression devrait donner une nouvelle impulsion à l'industrie de l'aérospatiale commerciale. Les perspectives à long terme demeurent également favorables, alors que le trafic de passagers devrait continuer de s'accroître à un rythme moyen annuel de près de 5,0 % au cours des vingt prochaines années.

Les fabricants d'avions commerciaux gros porteurs ont livré un nombre record de nouveaux appareils au cours de l'année civile 2015 et, grâce à un afflux constant de nouvelles commandes, dont une majorité pour des versions plus économes en carburant d'appareils existants, les carnets de

commandes dans l'industrie demeurent bien remplis. Les cadences de production font l'objet d'ajustements en prévision de l'introduction prochaine de ces nouvelles versions d'appareils.

Le marché des jets d'affaires est demeuré stable durant l'année civile 2015 grâce à l'entrée en service de nouveaux avions, y compris des modèles pour lesquels nous avons conçu le train d'atterrissage, ce qui a compensé l'impact de l'affaiblissement de la croissance économique dans certains marchés émergents. D'autre part, la progression du nombre de déplacements d'avions et la proportion stable d'avions usagés à vendre par rapport à l'ensemble de la flotte semblent indiquer que le marché pourrait continuer à s'améliorer. L'accélération en cours et future de la production de modèles d'avions équipés de trains d'atterrissage pour lesquels nous détenons la propriété intellectuelle engendrera une croissance soutenue pour Héroux-Devtek dans ce secteur.

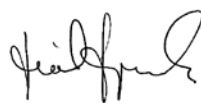
Le marché de l'aérospatiale liée à la défense devrait connaître une reprise modeste, en raison notamment d'une augmentation du financement à court terme aux États-Unis, notre plus important marché dans le secteur de défense. Par ailleurs, nos activités au Royaume-Uni nous procurent une diversification de même que des opportunités d'accroître notre participation aux programmes internationaux de défense existants et nouveaux.

PERSPECTIVES


Héroux-Devtek est bien positionnée pour continuer d'élargir sa portée sur le marché mondial des trains d'atterrissage grâce à ses capacités pleinement intégrées de classe mondiale et ses compétences reconnues dans la réalisation de mandats de grande envergure. Nos équipes de gestion, d'ingénierie et d'exploitation concentrent leurs efforts sur l'exécution de notre plan stratégique dans le but de créer de la valeur durable pour les actionnaires.

Nous continuons à progresser de manière soutenue vers notre objectif de réaliser des ventes annuelles de 500 millions de dollars pour l'exercice 2019. Bien que cet objectif se fonde sur les contrats existants, nous demeurons à l'affût de nouvelles occasions d'affaires et de possibilités d'acquisitions stratégiques susceptibles de compléter nos activités actuelles. En ce qui a trait à l'exercice qui prendra fin le 31 mars 2017, nous prévoyons réaliser des ventes d'environ 420 millions de dollars.

Nous profitons de cette occasion pour remercier l'ensemble des employés de Héroux-Devtek pour une autre année de dévouement et de réalisations. En fin de compte, ce sont les compétences de notre personnel qui nous permettent de nous démarquer. Nous exprimons aussi notre reconnaissance aux membres du conseil d'administration pour nous avoir guidés tout au long de l'exercice et soulignons la contribution importante de M. Jean-Louis Fontaine, qui prendra sa retraite après avoir été administrateur de Héroux-Devtek pendant plus de 25 ans. Nos remerciements vont également à nos partenaires commerciaux, clients et fournisseurs pour leur soutien et, enfin, à nos actionnaires pour la confiance qu'ils nous témoignent.



Réal Raymond
Président du Conseil



Gilles Labbé, FCPA, FCA
Président et chef de la direction

REVUE DE L'EXPLOITATION



AU COURS DE L'EXERCICE 2016, HÉROUX-DEVTEK A RÉALISÉ DES PROGRÈS IMPORTANTS À L'ÉGARD DE SES PRINCIPALES PLATEFORMES DE CROISSANCE. CES PLATEFORMES, QUI METTENT À CONTRIBUTION NOS MULTIPLES EXPERTISES, ATTESTENT DE NOS CAPACITÉS DE CLASSE MONDIALE SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL DES TRAINS D'ATTERRISSAGE.

PRÊTS POUR LA RÉALISATION DU CONTRAT DES BOEING 777 ET 777X

Au moment où nous entreprenons un nouvel exercice financier, Héroux-Devtek est fin prête pour réaliser le plus gros contrat de trains d'atterrissage de son histoire visant à fournir à la société Boeing des systèmes complets de trains d'atterrissage destinés aux appareils Boeing 777 et 777X.

À la clôture de l'exercice 2016, nous avons pratiquement achevé notre plan d'investissement en immobilisations d'envergure. Au cours de l'exercice, nous avons installé de la nouvelle machinerie et de l'équipement de pointe aux usines de Cambridge, en Ontario, de Laval, au Québec et de Springfield, en Ohio. Ces initiatives amélioreront la productivité de nos activités de fabrication de composants de trains d'atterrissage de taille et de complexité diverses. Nous avons aussi terminé l'agrandissement de l'usine de Strongsville, en Ohio, ce qui procure au site de la capacité supplémentaire pour la finition de composants et un centre de sous-assemblage très moderne. Enfin, nous avons inauguré une installation qui se consacrera à l'assemblage final des trains d'atterrissage à Everett, dans l'état de Washington, à proximité de l'usine d'assemblage d'avions de Boeing.

À l'installation d'Everett, nous avons complété l'assemblage final du lot de pré-production le premier juin 2016. La réalisation de cette étape importante a été un grand moment de fierté pour l'ensemble de l'organisation. À l'approche des premières livraisons prévues pour le début de l'année civile 2017, nous sommes impatients de démontrer nos capacités de classe mondiale. Qui plus est, nous croyons que l'élargissement de notre réseau nous permettra de mettre à profit notre expertise et de saisir d'autres occasions d'approvisionner les plus grands fabricants d'équipement d'origine (OEM) du monde en systèmes complexes de trains d'atterrissage.



Martin Brassard
Vice-président et chef
de l'exploitation



CROISSANCE DES VENTES DE PRODUITS POUR LESQUELS NOUS DÉTENONS LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ SECONDAIRE

Héroux-Devtek est fière de son équipe d'ingénierie chevronnée. Répartie sur deux continents, elle nous permet de proposer aux OEM une offre de produits et services pleinement intégrée. Au cours de l'exercice 2016, nous avons décroché deux nouveaux mandats de conception et de mise au point de trains d'atterrissage rendus possibles grâce au jumelage des compétences de nos ressources de St-Hubert, au Québec et de Runcorn, au Royaume-Uni.

Nous avons également continué à gérer la progression des systèmes de trains d'atterrissage dont nous assurons la conception tout au long des différentes étapes, de leur mise au point jusqu'à l'augmentation de la cadence de production. Au cours de l'exercice, nous avons salué avec fierté la sortie d'usine du premier jet d'affaires Falcon 5X de Dassault et le premier vol de l'hélicoptère de transport lourd CH-53K King Stallion de Sikorsky, deux appareils équipés de systèmes de trains d'atterrissage conçus par Héroux-Devtek.

Les produits pour lesquels nous détenons la propriété intellectuelle ont représenté environ 34 % des ventes durant l'exercice 2016, surpassant ainsi l'objectif de 30 % que nous nous étions fixé initialement pour l'exercice 2020. Cette proportion englobe aussi des ventes réalisées sur le marché secondaire en lien avec des programmes pour lesquels nous avons effectué du travail de conception et de mise au point. À cet égard, Héroux-Devtek a franchi un pas important en élargissant la portée d'une entente de services de soutien aux exploitants des avions Saab 340 et Saab 2000, qui est venue s'ajouter à d'autres alliances semblables couvrant les États-Unis et le marché australasien.

Le renforcement de nos capacités en matière de soutien technique pour les avions commerciaux, jumelé aux relations de longue date que nous entretenons avec des clients civils et gouvernementaux dans le domaine de la fabrication de pièces de rechange ainsi qu'à nos services de réparation et d'entretien pour les avions de défense, positionne avantageusement Héroux-Devtek pour répondre aux exigences du soutien en service des exploitants d'appareils.

EXPLOITER LE PLEIN POTENTIEL DE NOTRE PLATEFORME EUROPÉENNE

Au Royaume-Uni, le regroupement en cours des services d'entretien, de réparation et de révision avec les activités de finition sous un même toit à Runcorn permettra d'optimiser la productivité et d'améliorer notre compétitivité. Nous prévoyons réaliser des synergies grâce à cette initiative au cours de l'exercice 2017 et en obtenir les pleines retombées l'année suivante.

Nous profitons de plus en plus des retombées de l'excellente réputation et de l'expertise de notre plateforme européenne, comme en témoignent les ententes de conception et de soutien technique signées durant l'exercice 2016. Notre offre intégrée de produits et services qui s'étend sur plus d'un continent permettra à Héroux-Devtek de saisir d'autres occasions d'affaires dans le futur et de développer encore davantage ses relations avec les grands OEM.

Martin Brassard
Vice-président et chef de l'exploitation



**MISE À
CONTRIBUTION
DE NOTRE
EXPERTISE POUR
LES BOEING 777
ET 777X**



AU COURS DE L'EXERCICE 2016, HÉROUX-DEVTEK A PRATIQUEMENT ACHÉVÉ SON PLAN D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS D'ENVERGURE EN VUE DE LA FOURNITURE DE SYSTÈMES COMPLETS DE TRAINS D'ATTERRISSAGE DESTINÉS AUX APPAREILS BOEING 777 ET 777X.

Le plan incluait l'expansion du réseau d'installations de Héroux-Devtek ainsi que des investissements en machinerie et en équipement de pointe hautement automatisés pour la fabrication de composants et l'assemblage de systèmes. Ce plan met également à contribution les forces de nos centres d'excellence, tout en accroissant notre capacité à fournir de manière rentable des produits de qualité supérieure.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2017, Héroux-Devtek a complété l'assemblage final du lot de pré-production du train d'atterrissage du Boeing 777. La réalisation de cette étape importante représente un grand pas pour Héroux-Devtek. L'ensemble de l'organisation est enthousiaste à la perspective d'augmenter la cadence de production et de satisfaire aux exigences en matière de production relatives aux livraisons, devant débiter au début de l'année civile 2017, et qui pourraient se poursuivre jusqu'en 2028 en vertu d'une option prévue au contrat.

De plus, l'élargissement de notre réseau procure aussi à Héroux-Devtek une assise solide pour saisir d'autres occasions de démontrer ses capacités de classe mondiale en matière de fabrication de systèmes complets de trains d'atterrissage de grande taille pour les plus importants OEM.



KF-X



CH-53K



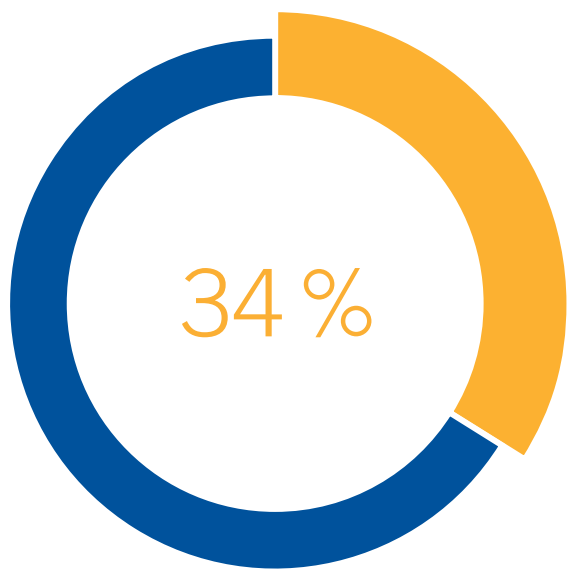
Gripen E



AW609 TiltRotor

PROGRAMMES DE CONCEPTION

AU COURS DE L'EXERCICE 2016, LES PRODUITS POUR LESQUELS NOUS DÉTENONS LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ONT REPRÉSENTÉ ENVIRON 34 % DES VENTES TOTALES DE HÉROUX-DEVTEK.



CETTE PROGRESSION EST NOTAMMENT ATTRIBUABLE À L'AUGMENTATION SOUTENUE DE LA CADENCE DE PRODUCTION DU PROGRAMME DE JETS D'AFFAIRES LEGACY 450/500 D'EMBRAER ET DES PROGRÈS RÉALISÉS DANS LE CADRE DE LA PHASE DE DÉVELOPPEMENT DE PLUSIEURS AUTRES APPAREILS ÉQUIPÉS DE NOS PROPRES SYSTÈMES DE TRAINS D'ATTERRISSAGE, Y COMPRIS :

- Le premier vol de l'hélicoptère de transport lourd CH-53K King Stallion de Sikorsky (États-Unis)
- La sortie d'usine du premier exemplaire du jet d'affaires Falcon 5X de Dassault (France)
- La sortie d'usine du premier Gripen E de Saab (Suède)

Nous avons élargi davantage notre portée sur le marché mondial des trains d'atterrissage par le biais d'ententes de conception des systèmes de trains d'atterrissage destinés à l'aéronef à rotors basculants AW609 (Italie) et au nouveau chasseur KF-X (Corée du Sud).

La grande qualité des systèmes conçus par Héroux-Devtek a obtenu, en mai 2016, une reconnaissance importante alors que l'usine de Laval, qui fabrique des systèmes de verrous de portes pour le programme du F-35 Lightning II, a été reconnue par la société Lockheed Martin Aeronautics comme l'un de ses fournisseurs les plus performants. Les systèmes ont été conçus et qualifiés par l'équipe d'ingénierie de Héroux-Devtek en vertu d'un contrat signé en 2004 et sont fabriqués depuis par l'usine de Laval pour toutes les versions du F-35. Héroux-Devtek a également prolongé son entente actuelle avec Lockheed Martin pour la production des systèmes de verrous de portes du F-35 à l'usine de Laval. Ce contrat porte sur les livraisons qui seront effectuées au cours des années civiles 2017 et 2018.



EH101



C-130



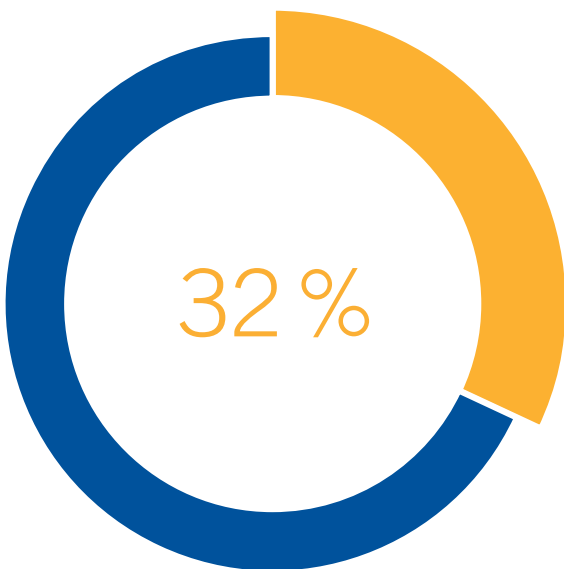
Saab 340



C-27J

MARCHÉ SECONDAIRE ET SOUTIEN TECHNIQUE

LA FOURNITURE DE PRODUITS ET SERVICES SUR LE MARCHÉ SECONDAIRE A REPRÉSENTÉ 32 % DU CHIFFRE D'AFFAIRES AU COURS DE L'EXERCICE 2016.



LE SOUTIEN TECHNIQUE EST UNE COMPOSANTE ESSENTIELLE DE L'OFFRE DE PRODUITS ET SERVICES PLEINEMENT INTÉGRÉE DE HÉROUX-DEVTEK, QUI S'ÉTEND DE LA CONCEPTION INITIALE JUSQU'AU SOUTIEN DES AÉRONEFS EN SERVICE.

Une équipe de spécialistes fournit une gamme complète de services à l'ensemble des exploitants d'appareils équipés des produits existants de Héroux-Devtek, notamment du soutien et des publications techniques, des pièces de rechange ainsi que des services de réparation et d'entretien.

En raison de notre gamme croissante de produits, les revenus générés sur le marché secondaire ont représenté environ 32 % de notre volume d'affaires global au cours de l'exercice 2016, en raison principalement d'un accroissement des ventes commerciales sur le marché secondaire lié à la fourniture de services de soutien pour les appareils Saab 340 et d'une hausse des ventes de services de réparation et d'entretien réalisées auprès de l'Armée de l'air américaine.

INFORMATION CORPORATIVE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Réal Raymond

Président du conseil
Montréal (Québec)

Gilles Labbé

Président et chef
de la direction
Montréal (Québec)

Jean-Louis Fontaine

Vice-président du conseil
et administrateur
Bombardier Inc.
Montréal (Québec)

Louis Morin

Président, Busrel
Montréal (Québec)

Brian A. Robbins

Président et chef
de la direction
Exco Technologies Limited
Toronto (Ontario)

Paule Doré

Administratrice de sociétés
Montréal (Québec)

James J. Morris

Administrateur de sociétés
Seattle (Washington)

Andrew John Stevens

Administrateur de sociétés
Cheltenham, U.K.

Nathalie Bourque

Administratrice de sociétés
Montréal (Québec)

DIRECTION

Gilles Labbé

Président et chef
de la direction

Réal Bélanger

Vice-président exécutif,
développement des affaires et
projets spéciaux

Martin Brassard

Vice-président and chef
de l'exploitation

Stéphane Arsenault

Chef de la direction financière

Michel Robillard

Vice-président, contrôleur corporatif

Stéphane Rainville

Vice-président,
ressources humaines

Rémy Langelier

Directeur, développement des affaires

Fanny D'Ambroise

Directrice, vérification interne
et conformité

Patrick Gagnon

Directeur, information financière

Jean-Philippe Sanche

Directeur, affaires légales

ACTIVITÉS DE TRAINS D'ATERRISSAGE

Longueuil

755, rue Thurber
Longueuil (Québec)
Canada J4H 3N2
450 679-5454

Laval

3675, boul. Industriel
Laval (Québec)
Canada H7L 4S3
450 629-3454

Kitchener

1665 Highland Rd. W.
Kitchener (Ontario)
Canada N2N 3K5
519 576-8910

Cambridge

47 Heroux Devtek Drive
Cambridge (Ontario)
Canada N3E 0A7
519 576-8910

Saint-Hubert

4925, Chemin de la Savane
Saint-Hubert (Québec)
Canada J3Y 9G1
450 646-9432

Everett

6301, 36th Avenue West,
Building A. Unit #140.
Everett (Washington)
U.S.A. 98203
440 783-5255

Strongsville

15900 Foltz
Industrial Parkway
Strongsville (Ohio)
U.S.A. 44149
440 783-5255

Springfield

663 Montgomery Ave.
Springfield (Ohio)
U.S.A. 45506
937 325-1586

Wichita

1445 Sierra Drive,
Wichita (Kansas)
U.S.A. 67209
316 943-5752

Nottingham

Urban Rd
Kirkby in Ashfield, Nottingham
Nottinghamshire
NG17 8AP
Royaume-Uni
+44(0) 1623 754355

Runcorn

8 Pembroke Court,
Manor Park,
Runcorn, Cheshire
WA7 1TG
Royaume-Uni
+44(0) 1928 530530

AUTRES ACTIVITÉS

BOÎTIERS ÉLECTRONIQUES

Toronto

1480 Birchmount Rd.
Toronto (Ontario)
Canada M1P 2E3
416 757-2366

FILTRES

Bolton

Unit 1003
Great Bank Road
Westhoughton, Lancashire
BL5 3XU
Royaume-Uni
+44(0) 1928 530530



RAPPORT DE GESTION

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2016



RAPPORT DE GESTION

Pour l'exercice clos le 31 mars 2016

TABLE DES MATIÈRES

APERÇU GÉNÉRAL	5
<i>Déclarations prospectives</i>	5
<i>Faits saillants de l'exercice</i>	6
<i>Survol de l'entreprise</i>	7
<i>Perspectives économiques</i>	8
<i>Indicateurs de rendement clés</i>	9
<i>Prévisions</i>	10
<i>Gestion du risque</i>	11
<i>Opérations sur devises</i>	16
RÉSULTATS D'EXPLOITATION	18
<i>Mesures financières non conformes aux IFRS</i>	22
<i>Contrat portant sur les appareils Boeing 777 et 777X</i>	23
FLUX DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT	24
<i>Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	24
<i>Prêts des autorités gouvernementales</i>	25
<i>Évolution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</i>	25
<i>Flux de trésorerie disponibles</i>	28
<i>Besoins en liquidités</i>	28
SITUATION FINANCIÈRE	29
<i>Structure du capital</i>	29
<i>Capital émis</i>	29
<i>Bilans consolidés</i>	30
<i>Régimes de retraite</i>	31
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	32
<i>Instruments financiers dérivés</i>	32
<i>Principales estimations et hypothèses comptables</i>	33
<i>Contrôles et procédures internes</i>	34
<i>Modifications futures des méthodes comptables</i>	34
<i>Données financières choisies</i>	36
<i>Renseignements supplémentaires et information continue</i>	37

APERÇU GÉNÉRAL

Le rapport de gestion vise à fournir au lecteur un aperçu de l'évolution de la situation financière de Héroux-Devtek inc. et de ses filiales (« Héroux-Devtek », la « Société » ou la « Direction ») entre le 31 mars 2015 et le 31 mars 2016. Elle permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2016 à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Ce rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2016, qui sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), et doit être lue en parallèle avec ceux-ci. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans ce rapport sont exprimés en milliers de dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle et de présentation de la Société pour les périodes auxquelles il est fait référence dans la présente. Les données financières pour les trimestres clos les 31 mars 2016 et 2015 n'ont pas été auditées.

Mesures financières conformes et non conformes aux IFRS

Ce rapport de gestion contient des mesures financières conformes et non conformes aux IFRS. Les mesures financières non conformes aux IFRS sont définies et font l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables à la rubrique intitulée « *Mesures financières non conformes aux IFRS* » de la section « *Résultats d'exploitation* ».

Importance relative de l'information

La direction détermine qu'une information est importante si elle croit que la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de vendre ou de conserver des titres de la Société pourrait vraisemblablement être influencée ou modifiée advenant l'omission ou l'inexactitude de cette information, et divulgue l'information importante en conséquence.

Déclarations prospectives

La présente analyse contient des déclarations prospectives concernant principalement, mais sans s'y limiter, le rendement financier futur de Héroux-Devtek, ses attentes, ses objectifs ou des événements susceptibles de survenir. Ces déclarations se retrouvent principalement, mais non exclusivement, aux rubriques intitulées « Prévisions » et « Perspectives économiques » et peuvent en général être identifiées par l'utilisation de mots comme « viser », « anticiper », « hypothèse », « croire », « continuer », « s'attendre », « envisager », « avoir l'intention de », « planifier », « prévoir », « devrait » ou encore par l'utilisation du futur ou du conditionnel. En raison de leur nature prévisionnelle, ces déclarations sont soumises à des facteurs de risque, des incertitudes et d'autres facteurs importants susceptibles de faire en sorte que les événements ou le rendement réel de la Société diffèrent grandement de ceux indiqués ou sous-entendus par ces déclarations prospectives.

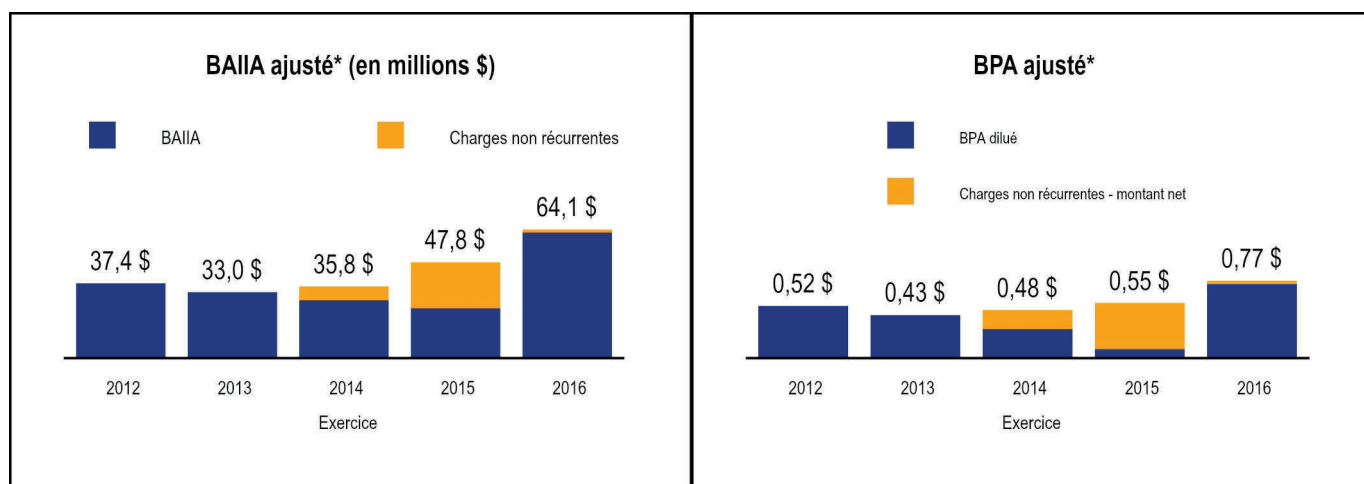
Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'impact des conditions économiques mondiales; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements; l'intensification de la concurrence; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés; la disponibilité et les fluctuations des prix des matières premières; le rendement financier et opérationnel des fournisseurs et des clients; les variations des taux de change ou d'intérêt; et les incidences des politiques comptables établies par les autorités de normalisation internationales. Pour de plus amples détails, veuillez consulter la rubrique intitulée « Gestion du risque » de la présente analyse. Il faut noter que la présente liste de facteurs susceptibles d'influer sur la croissance, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive, et que le lecteur ne devrait pas accorder une confiance indue aux déclarations de nature prospective.

Héroux-Devtek fait ces déclarations prospectives dans le but de fournir de l'information aux parties intéressées que la direction croit susceptible d'être utile afin d'évaluer la performance passée et actuelle de la Société ou pour prendre des décisions d'investissement. La présente mise en garde a pour but de souligner le caractère prospectif de cette information et de rappeler aux parties intéressées que, bien qu'elle puisse être utile, cette information repose sur des hypothèses et des attentes de sources internes et externes et que, par conséquent, elle comporte un risque d'inexactitude important en raison, notamment, des facteurs de risque énumérés plus haut.

Bien que la Société estime que les attentes reflétées par les déclarations prospectives soient raisonnables, et bien que ces attentes soient fondées sur les renseignements dont elle disposait au moment où elle a formulé lesdites déclarations, rien ne peut garantir que ces attentes se concrétiseront. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, sont expressément qualifiées dans leur intégralité par cette déclaration de mise en garde. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE

Exercice	2016	2015
Ventes	406 812 \$	364 916 \$
Résultat opérationnel	37 783	6 561
Résultat opérationnel ajusté*	39 263	29 421
BAIIA ajusté*	64 070	47 781
Résultat net	26 641	3 224
Résultat net ajusté*	27 650	19 412
<i>En dollars par action</i>		
BPA - de base et dilué	0,74 \$	0,09 \$
BPA ajusté*	0,77	0,55
<i>En milliers d'actions</i>		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation	36 119	35 016
<i>En millions de dollars</i>		
Carnet de commandes fermes	460 \$	459 \$



* Mesure financière non conforme aux IFRS. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » de la section traitant des résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Événements importants

- Les ventes de la Société ont enregistré une croissance de 11,5 % et le BAIIA ajusté a progressé de 34,1 % par rapport à l'exercice 2015, en raison principalement de fluctuations favorables du taux de change du dollar américain et d'une forte croissance des ventes sur le marché de l'aérospatiale commerciale. Veuillez consulter la section traitant des résultats d'exploitation pour de plus amples renseignements.
- Au cours de l'exercice, la Société a conclu plusieurs ententes importantes, notamment les suivantes :
 - * En février, la Société a signé un protocole d'accord avec la société Hanwha Corporation (« Hanwha ») de la République de Corée portant sur la phase de développement de l'ingénierie et de la fabrication du chasseur KF-X. En vertu du protocole d'accord, Héroux-Devtek entreprendra la phase de conception et de développement dans le but de mettre au point conjointement avec Hanwha le système de trains d'atterrissage.
 - * En décembre, Héroux-Devtek a annoncé la prolongation d'une entente de fournisseur privilégié avec l'un des principaux fabricants de systèmes de l'industrie aérospatiale ainsi que le renouvellement d'une entente avec l'Armée de l'air américaine portant sur la fourniture de services de réparation et d'entretien de trains d'atterrissage.
 - * En novembre, la Société a élargi la portée de l'entente stratégique mondiale de services d'entretien conclue entre Saab AB, Soutien & Services, Avions régionaux et les opérations de Héroux-Devtek au Royaume-Uni.
 - * En septembre, la Société a annoncé que la société The Boeing Company (« Boeing ») lui avait octroyé un contrat à long terme portant sur la fabrication d'ensembles d'actionneurs de rentrée des trains d'atterrissage destinés aux programmes des appareils 777 et 777X, ainsi que sur la fourniture de pièces de rechange. Elle a aussi annoncé la signature d'un contrat à long terme avec Finmeccanica-AgustaWestland portant sur la fourniture des systèmes complets de trains d'atterrissage destinés à l'aéronef à rotors basculants AW609.

- La Société a réalisé d'importants progrès au chapitre des investissements et des préparatifs en vue de la production et de la livraison des systèmes complets de trains d'atterrissage dans le cadre du contrat des appareils Boeing 777 et 777X. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Contrat portant sur les appareils Boeing 777 et 777X » de la section traitant des résultats d'exploitation pour de plus amples détails.

SURVOL DE L'ENTREPRISE

Profil

Héroux-Devtek inc. (TSX : HRX) est une entreprise internationale qui se spécialise dans la conception, la mise au point, la fabrication ainsi que la réparation et l'entretien de systèmes et de composants de trains d'atterrissage et d'actionnement destinés au marché de l'aérospatiale. La Société a également bâti une équipe d'ingénierie de conception chevronnée et reconnue. Héroux-Devtek est la troisième plus importante entreprise de trains d'atterrissage à l'échelle mondiale au chapitre des ventes et dessert les secteurs commercial et de la défense.

Dans le secteur commercial, la Société est active dans les marchés des gros porteurs commerciaux et des jets d'affaires, des avions régionaux et des hélicoptères. Du côté de la défense, la Société fournit des pièces et des services destinés à d'importants programmes d'avions militaires aux États-Unis et en Europe. Par conséquent, une part importante des ventes de la Société est réalisée auprès d'un nombre limité de clients situés au Canada, aux États-Unis et en Europe.

La Société a son siège social à Longueuil, au Québec, et exploite des installations dans le Grand Montréal (Longueuil, Laval et St-Hubert); à Kitchener, Cambridge et Toronto, en Ontario; à Springfield et Cleveland, dans l'Ohio; à Wichita, au Kansas; à Everett, dans l'état de Washington; et à Bolton, Runcorn et Nottingham au Royaume-Uni. Toutes les installations se consacrent à la conception et la fabrication de systèmes et de composants de trains d'atterrissage, à l'exception de l'usine de Toronto, qui fabrique des boîtiers pour systèmes électroniques, des échangeurs de chaleur, et des cabinets pour des systèmes de radars aéroportés, des systèmes électro-optiques et des commandes de contrôle d'avions, et de l'usine de Bolton qui fabrique des filtres à fluides destinés aux moteurs d'aéronefs.

Héroux-Devtek vend ses produits à des fabricants d'équipement d'origine (« OEM ») comme Boeing, Lockheed Martin et Finmeccanica Helicopters (AgustaWestland, antérieurement), tout comme à des fournisseurs de premier niveau comme UTC Aerospace Systems et Messier-Bugatti-Dowty, ainsi qu'à des utilisateurs finaux sur le marché secondaire où son principal client est l'Armée de l'air américaine. Au cours de l'exercice 2016, les ventes réalisées auprès de ces six clients ont représenté environ 55 % du total des ventes consolidées. Plus précisément, deux des clients de la Société représentent 14 % et 13 % de ses ventes consolidées.

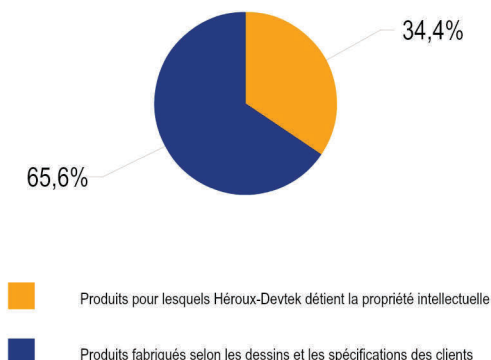
Historique

C'est en 1942 que la Société a été fondée sous la dénomination de Héroux Machine Parts Limited, laquelle est devenue par la suite Héroux inc. La Société a fait son entrée en bourse en 1986. En 2000, elle a procédé à l'acquisition de Devtek Corporation et a changé de nom en faveur de Héroux-Devtek Inc.

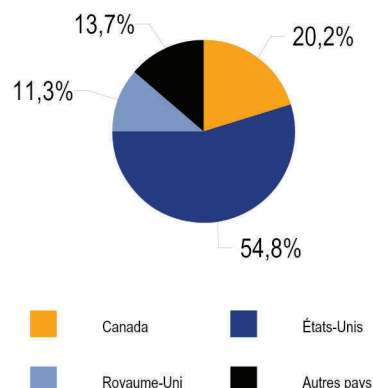
Le 28 avril 2010, la Société a complété l'acquisition d'Eagle Tool & Machine Co. et de sa filiale All Tool Inc., deux sociétés privées américaines basées à Springfield et à Cleveland, dans l'Ohio, qui fabriquent des produits de trains d'atterrissage destinés principalement à l'industrie de la défense aérospatiale.

Le 3 février 2014, la Société a acquis la totalité du capital-actions de APPH Limited, basée au Royaume-Uni, et de APPH Wichita, Inc., basée aux États-Unis (collectivement « Royaume-Uni et Wichita »). Les activités d'exploitation du Royaume-Uni et Wichita sont des fournisseurs intégrés de trains d'atterrissage ainsi que de systèmes et assemblages hydrauliques destinés aux OEM et au marché des pièces de rechange. Leurs principales activités sont basées à Runcorn, Nottingham et Bolton, au Royaume-Uni, et à Wichita, au Kansas.

Répartition des ventes selon la propriété intellectuelle des produits pour l'exercice 2016



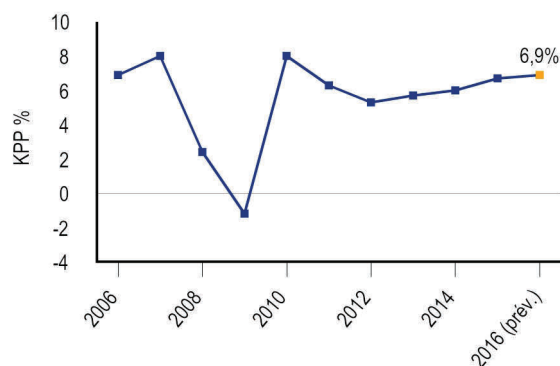
Répartition géographique des ventes pour l'exercice 2016 selon l'emplacement du client



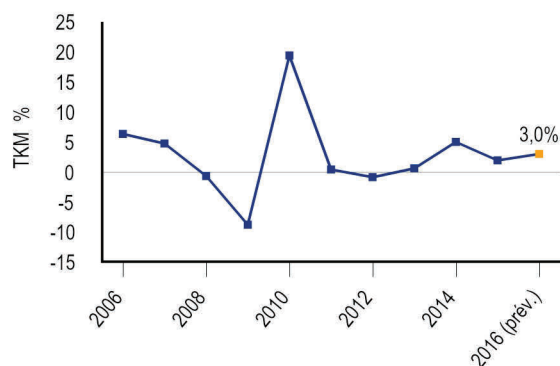
PRESPECTIVES ÉCONOMIQUES⁽¹⁾

Les conditions demeurent dans l'ensemble favorables dans le marché de l'aérospatiale commerciale. Selon les plus récentes prévisions de l'International Air Transport Association (« IATA ») le marché des passagers, mesuré en kilomètres-passagers payants (« KPP »), devrait connaître une croissance robuste de 6,9 % au cours de l'année civile 2016, après avoir enregistré une progression de 6,7 % au cours de l'année civile 2015, tandis que le volume de fret aérien, mesuré en tonnes-kilomètres de marchandises (« TKM »), devrait croître de 3,0 % au cours de l'année civile 2016, ce qui représenterait une accélération par rapport au taux de croissance de 1,9 % enregistré au cours de l'année civile 2015⁽²⁾.

Croissance du trafic de passagers (%)



Croissance du trafic de fret (%)



Dans le créneau des avions commerciaux gros porteurs, Boeing et Airbus procèdent à des ajustements des cadences de production de plusieurs programmes d'envergure jusqu'à la fin de l'année civile 2019 en prévision du lancement de versions plus économes en carburant d'appareils existants. Les carnets de commandes des deux avionneurs demeurent bien remplis et représentent respectivement environ huit et dix années de production aux cadences actuelles⁽³⁾.

⁽¹⁾ Veuillez consulter la rubrique intitulée Déclarations prospectives de la section « Aperçu général » pour de plus amples informations au sujet des déclarations prospectives et des risques qui y sont associés.

⁽²⁾ Source : IATA, Performance économique du transport aérien, décembre 2015.

⁽³⁾ Sources : Communiqués de presse d'Airbus publiés les 24 février 2016, 30 octobre 2015, 27 février 2015 et 4 novembre 2014. Communiqués de presse de Boeing publiés les 21 janvier 2016 et 2 octobre 2014.

Dans le secteur des jets d'affaires, les livraisons de l'industrie sont demeurées stables durant l'année civile 2015 et ont légèrement fléchi au premier trimestre de 2016. D'autre part, des signes positifs, notamment la progression du nombre de déplacements d'avions d'affaires aux États-Unis et la proportion stable de la flotte des avions d'affaires à vendre sur douze mois, semblent indiquer que les conditions de marché s'améliorent. L'accélération en cours et future de la production de modèles de jets d'affaires pour lesquels Héroux-Devtek a conçu le train d'atterrissage devrait donner lieu à une croissance soutenue des activités de la Société dans ce marché ⁽¹⁾.

Dans le marché de l'aérospatiale lié à la défense, la loi budgétaire bipartite adoptée en 2015 (*Bipartisan Budget Act of 2015*) procure du financement supplémentaire jusqu'à la fin de l'exercice financier 2017 du gouvernement américain, mais l'incertitude persiste au-delà de cette période étant donné la nécessité de s'attaquer au déficit. Les activités de la Société au Royaume-Uni accroissent la diversification géographique de son portefeuille dans le secteur de la défense, réduisant ainsi son exposition relative au marché américain. En outre, l'équilibre que la Société maintient dans son portefeuille lié au secteur de la défense entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire, de concert avec les programmes d'envergure auxquels elle participe, apporte également une certaine stabilité.

⁽¹⁾ Sources : General Aviation Manufacturers Association, Federal Aviation Administration, JetNet, Teal Group.

INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

Héroux-Devtek évalue le rendement global de la Société à l'aide des éléments suivants :

- la rentabilité
- les liquidités
- la croissance et la position concurrentielle
- la situation financière

À cette fin, la Société a développé des indicateurs de rendement clés («IRC»). Le tableau qui suit présente ces indicateurs ainsi que les éléments qu'ils permettent d'évaluer :

ÉLÉMENT DE RENDEMENT	IRC	MESURES
Rentabilité	Marge brute	Rendement des activités de fabrication
	Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	Rendement opérationnel
	Résultat net ajusté ⁽¹⁾	Rentabilité globale
	BPA ajusté ⁽¹⁾	Rentabilité globale et rendement pour les actionnaires
Liquidités	BAIIA ajusté ⁽¹⁾	Génération de liquidités globale
	Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	Génération de liquidités d'exploitation
	Flux de trésorerie disponibles ⁽¹⁾	Génération de liquidités nettes
Croissance et position concurrentielle	Ventes	Croissance
	Carnet de commandes fermes	Commandes fermes en cours
Situation financière	Fonds de roulement	Liquidités disponibles
	Ratio de la dette nette/BAIIA	Endettement
	Ratio de la dette nette/capitaux propres	Structure de capital globale

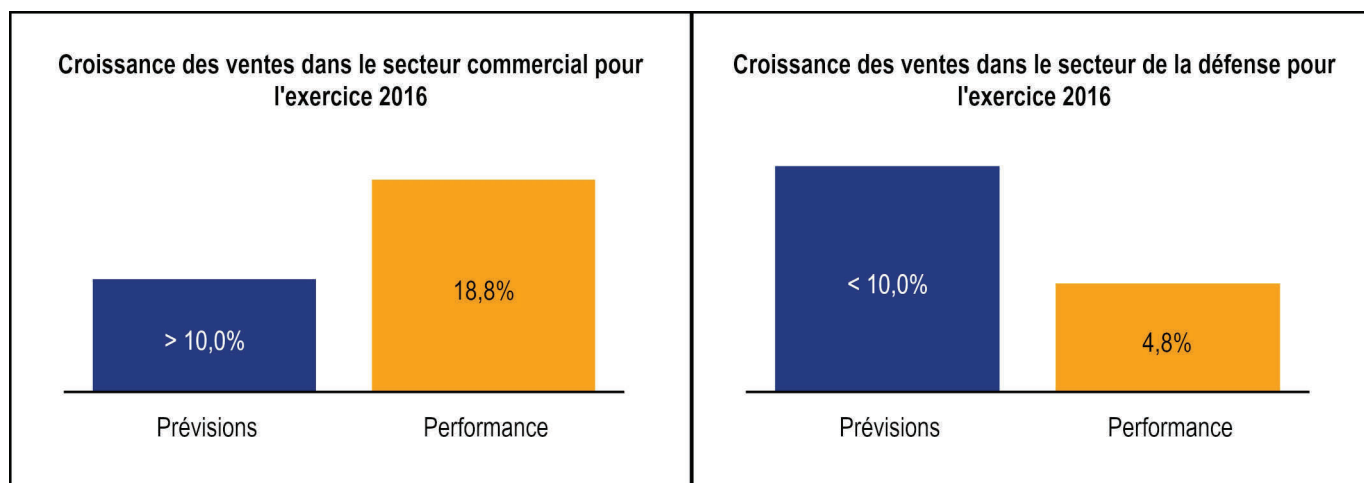
⁽¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » de la section traitant des résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

En plus des mesures susmentionnées, la Société utilise à l'interne d'autres mesures comme le rendement sur l'actif net utilisé (« RANU ») et l'utilisation de la capacité de production afin d'évaluer le rendement du capital investi, de même que les livraisons en temps opportun et les coûts liés à la non-qualité afin de mesurer la satisfaction de la clientèle.

Le régime de rémunération incitative offert par Héroux-Devtek à ses dirigeants repose en partie sur l'atteinte d'objectifs globaux ou divisionnels établis en regard de certaines des mesures énumérées plus haut, notamment le résultat opérationnel, le RANU, le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté et le résultat par action ajusté. La rémunération incitative repose aussi sur l'atteinte d'objectifs individuels et, en ce qui concerne la rémunération fondée sur des d'actions, sur le rendement du cours de l'action.

PRÉVISIONS

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2016 PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS



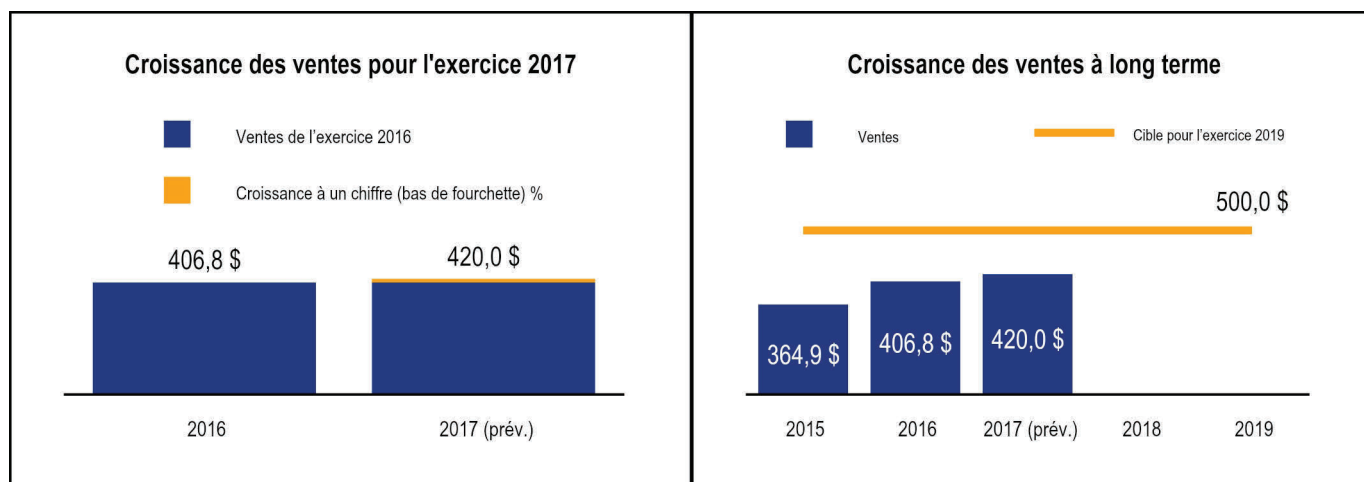
Les ventes globales ont augmenté de 11,5 %, comparativement à des prévisions de 10 %, en raison notamment des fluctuations favorables des devises.

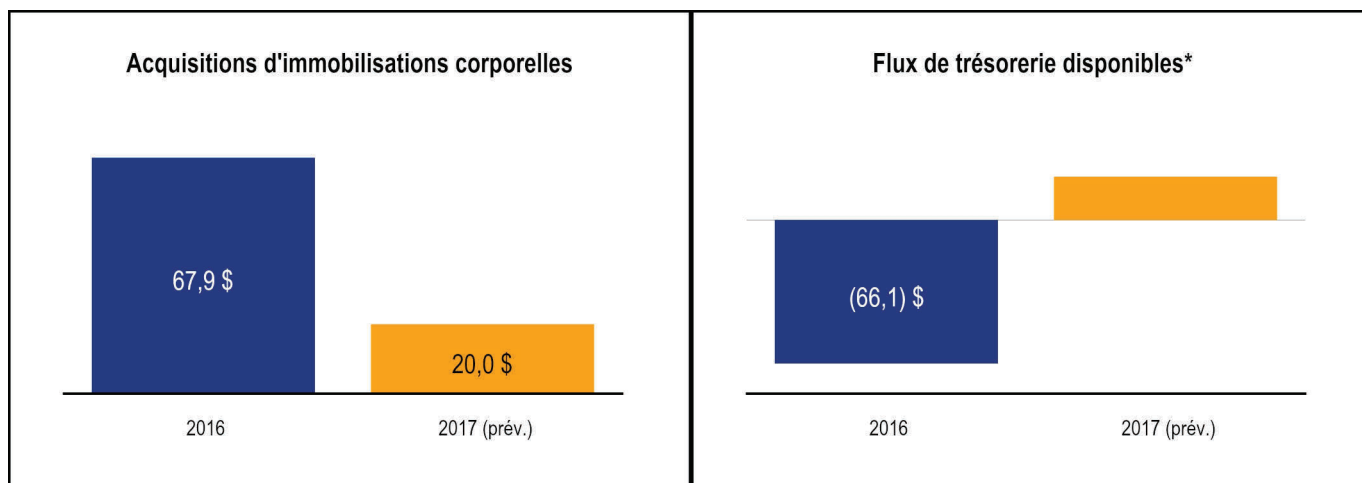
La croissance de 18,8 % des ventes dans le secteur commercial a surpassé les prévisions en raison de l'impact positif plus considérable que prévu des taux de change sur la valeur des ventes. Si l'on exclut l'incidence des taux de change, les ventes ont progressé de 6,9 % dans le secteur commercial.

La croissance à un chiffre de 4,8 % des ventes dans le secteur de la défense est conforme aux prévisions, bien que si l'on exclut l'impact positif des taux de change, les ventes dans le secteur de la défense ont reculé de 5,7 %. Ce résultat est inférieur aux attentes de la direction et est attribuable à une baisse de la demande pour les pièces de rechange et le report de certaines livraisons destinées au gouvernement américain, ainsi qu'à des ventes de services d'ingénierie inférieures aux attentes.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont élevées à 67,9 millions de dollars, ce qui cadre avec les prévisions de 75,0 millions de dollars. Elles ont été légèrement inférieures en raison du report de certaines dépenses en immobilisations, qui devraient être complétées au cours de l'exercice 2017.

PRÉVISIONS POUR L'EXERCICE 2017





2017 (prév.) : prévisions pour 2017

* *Mesure financière non conforme aux IFRS. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » de la section traitant des résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.*

Pour l'exercice 2017, les ventes devraient enregistrer un taux de croissance à un chiffre, dans le bas de la fourchette, ce qui permettra à la Société de poursuivre sa progression en vue d'atteindre son objectif à long terme de réaliser des ventes de 500 millions de dollars au cours de l'exercice 2019.

Après une baisse importante des dépenses en immobilisations au cours de l'exercice 2017, les flux de trésorerie disponibles devraient redevenir positifs.

Les graphiques qui précèdent et les affirmations qui y sont contenues constituent des déclarations prospectives. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Déclarations prospectives » se trouvant au début de la présente analyse pour prendre connaissance des mises en garde à cet égard.

La direction a élaboré les prévisions qui précèdent en utilisant les meilleures informations disponibles au moment de la préparation de la présente analyse, et s'est basée sur des hypothèses et des sources d'information qui comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- Le carnet de commandes fermes, les contrats de vente à long terme et les commandes prévues;
- Les carnets de commandes existants et les cadences de production des OEM, ainsi que leurs attentes concernant la production et les livraisons;
- Les restrictions budgétaires, le climat, les tendances et les attentes à l'égard des dépenses gouvernementales en matière de défense;
- La conjoncture économique;
- La stabilité des taux de change, en particulier par rapport au dollar américain; et,
- La capacité de la Société à mettre en œuvre les initiatives nécessaires à la réalisation d'importants contrats.

Veuillez consulter la rubrique intitulée « Gestion du risque » afin d'obtenir de plus amples renseignements concernant certains facteurs susceptibles de faire en sorte que les résultats futurs diffèrent de ceux énoncés dans les présentes prévisions.

GESTION DU RISQUE

Héroux-Devtek évolue dans des secteurs industriels qui l'exposent à divers facteurs de risque et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur ses affaires, sa situation financière et ses résultats. La Société est également soumise à des risques économiques ou naturels plus généraux pouvant entraîner des répercussions à grande échelle sur l'ensemble de son industrie.

La philosophie générale de Héroux-Devtek consiste à éviter les risques inutiles et à limiter, dans la mesure du possible, tout risque associé aux activités commerciales. La prise de risques non associés aux activités commerciales habituelles est considérée comme inappropriée.

Il incombe ultimement au conseil d'administration, de concert avec le comité des ressources humaines et de régie d'entreprise ainsi que le comité d'audit, d'identifier les risques importants pour l'entreprise et de s'assurer que la direction s'acquitte adéquatement de ses tâches en matière de gestion du risque. Son rôle à cet égard est un de prise de décisions de haut niveau, de surveillance et d'analyse. Afin d'y parvenir, le conseil d'administration délègue la plupart des responsabilités en matière de prévention, de détection et d'atténuation des risques aux dirigeants.

Il incombe aux dirigeants de la Société de s'assurer que les systèmes et procédures sont en place afin d'identifier et d'évaluer les risques auxquels la Société est exposée et de les gérer dans des limites tolérables. Afin d'y parvenir, la direction a fixé les objectifs suivants :

- identifier et évaluer les risques auxquels s'exposent la Société et, dans la mesure du possible, réduire l'exposition à un niveau tolérable;
- avoir recours aux méthodes les plus efficaces et efficientes afin d'éliminer, de réduire ou de transférer l'exposition aux risques; et,
- prendre en compte les risques associés aux décisions opérationnelles et à la structure des transactions de manière à éviter les risques lorsque cela est possible.

Les méthodes les plus importantes auxquelles a recours la direction pour gérer les risques ont des impacts sur l'ensemble de l'entreprise. Ces efforts à l'échelle de l'entreprise comprennent, sans s'y limiter :

- la mise en place d'une culture d'entreprise qui encourage la gestion responsable et l'intégrité par l'adhésion à des politiques d'embauche strictes et l'envoi de messages clairs de la part des dirigeants;
- l'application d'un code d'éthique et d'une politique de dénonciation visant à assurer la qualité de la régie d'entreprise et l'intégrité du fonctionnement de la Société;
- la mise en place et l'alignement continu de normes et de systèmes de qualité dans l'ensemble de l'entreprise, notamment au niveau de la chaîne d'approvisionnement, de l'assurance-qualité et de l'amélioration continue; et,
- la mise en place dans l'ensemble de l'entreprise de mesures rigoureuses de contrôle interne dans le but de gérer les risques associés à la communication de l'information financière, la fraude, la trésorerie et les activités opérationnelles.

Les tableaux qui suivent présentent une liste de risques clés identifiés par la direction ainsi que les approches connexes de gestion de ces risques. Cette liste n'est pas exhaustive et ne doit pas être considérée comme limitative. D'autres facteurs de risques n'ayant possiblement pas encore été identifiés par la direction pourraient avoir une incidence négative sur les activités, la situation financière ou les résultats de la Société.

Risques stratégiques

Les risques stratégiques ont des impacts à l'échelle de la Société et sont généralement liés à l'orientation générale de la Société.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Réalisation des programmes des Boeing 777 et 777X	Les programmes des Boeing 777 et 777X font partie intégrante de la croissance à long terme de Héroux-Devtek et ont nécessité, jusqu'à maintenant, des investissements de plus de 105 millions de dollars. La réussite de la réalisation de ce contrat est essentielle pour que la Société parvienne, entre autres objectifs, à : - Récupérer le capital investi - Atteindre ses prévisions de croissance des ventes et de la rentabilité - Démontrer la capacité de la Société à livrer concurrence comme fabricant de trains d'atterrissage de premier niveau pour les avions gros porteurs commerciaux de plus grande taille	Les programmes des Boeing 777 et 777X font l'objet d'une surveillance constante de la haute direction et représentent un effort de toute l'entreprise. De plus : - La Société a investi dans des installations de pointe afin d'assurer une réalisation adéquate; - La réalisation est soumise à des processus rigoureux de qualification internes et externes; - Héroux-Devtek travaille étroitement avec Boeing pour s'assurer de répondre aux exigences de l'avionneur ou même de les surpasser.
Dépendance envers des clients importants	Les six plus importants clients de Héroux-Devtek représentent environ 55 % des ventes. La perte de l'un de ces clients aurait des répercussions importantes sur les résultats financiers actuels et anticipés.	Ce risque est en partie atténué du fait de la conclusion de contrats de vente à long terme avec les clients ainsi que de la recherche active d'une grande diversité de nouveaux clients dans le but de diversifier le portefeuille de ventes. De plus, une diversification encore plus poussée est obtenue en diversifiant les ventes par sous-secteur et produit ou service auprès d'un même client.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Acquisitions	<p>Dans le cadre de sa stratégie de croissance, la Société procède, sur une base ponctuelle, à des acquisitions d'entreprises. Ces acquisitions augmentent la taille et l'envergure de la Société, et peuvent l'exposer à de nouveaux risques d'ordre géographique, politique, opérationnel et financier.</p> <p>Les acquisitions peuvent aussi être très contraignantes pour les dirigeants et exiger beaucoup d'attention, ou engendrer des difficultés subséquentes liées à l'intégration des nouvelles activités. L'intégration des nouvelles activités pose des risques difficiles à anticiper et susceptibles d'avoir des répercussions négatives sur la croissance et la rentabilité de la Société, et pourrait inclure l'incapacité à réussir l'intégration des activités acquises.</p>	<p>La direction de Héroux-Devtek sélectionne avec soin ses cibles d'acquisition selon des critères rigoureux et ne va de l'avant que lorsqu'elle juge que l'adéquation est satisfaisante.</p> <p>De plus, les conventions d'acquisition font l'objet de négociations minutieuses avec l'objectif d'atténuer les principaux risques liés aux acquisitions par le biais de conditions mutuellement acceptables, de garanties et d'ententes de prix conditionnelles.</p> <p>La Société gère aussi les risques associés aux acquisitions en procédant à des vérifications diligentes, en mettant à profit l'expérience acquise par son équipe ou en ayant recours à de l'aide extérieure, selon les besoins.</p>

Risques financiers

Les risques financiers sont liés à la situation financière, aux résultats et aux liquidités de la Société, ou sont associés aux conditions de marché qui touchent directement la Société.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Fluctuations des devises	<p>Veuillez consulter la rubrique intitulée «<i>Opérations sur devises</i>» de la section «<i>Aperçu général</i>» pour obtenir plus de détails concernant les risques liés aux fluctuations des taux de change auxquels s'expose Héroux-Devtek et les pratiques de gestion du risque qui s'y rattachent.</p>	
Situation de trésorerie, accès à des sources de financement et clauses restrictives connexes	<p>La Société doit avoir un accès continu aux marchés des capitaux afin de financer ses activités. La nature à long terme et la structure de coût initiale de certains programmes peuvent nécessiter des montants importants en capital de démarrage. L'incapacité d'avoir accès à ce capital pourrait faire obstacle à la capacité de la Société à soumissionner sur d'importants contrats, ou encore avoir des répercussions négatives sur les activités courantes.</p> <p>Héroux-Devtek a accès à ce financement par l'entremise de son syndicat bancaire, de même que par le biais de prêts des autorités gouvernementales et de contrats de location-acquisition. Ces ententes assujettissent la Société à des clauses financières restrictives comme il est expliqué à la section «<i>Flux de trésorerie et sources de financement</i>». Elles restreignent, de plus, la capacité de la Société à vendre la totalité ou la quasi-totalité de ses éléments d'actif, de contracter des titres de dette assortis d'une garantie ou certains autres titres de dette, de s'engager dans des transactions de fusion ou de consolidation ou de s'engager dans des transactions avec des sociétés apparentées.</p> <p>Ces restrictions et clauses restrictives pourraient entraver l'accès aux capitaux ou encore empêcher la Société de s'engager dans d'autres activités commerciales potentiellement avantageuses pour elle.</p>	<p>Afin de maintenir des liquidités adéquates, Héroux-Devtek fait de sa gestion de la trésorerie une priorité quotidienne. Les soldes de trésorerie, les comptes clients, les projections de liquidités et les taux de change et d'intérêt sur le marché font l'objet d'un suivi constant.</p> <p>Dans le but d'assurer sa stabilité et sa viabilité financière à long terme, la Société cherche aussi à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - S'assurer du déroulement approprié des approbations de soumissions afin de permettre des prévisions fiables des revenus et des coûts et une évaluation adéquate des risques; - Structurer les contrats de manière à obtenir des avances des clients et à utiliser la facturation progressive; - Développer des ententes à long terme avec ses fournisseurs et lancer des appels d'offres pour les coûts importants; - Faire des projections de liquidités à long terme dans le cadre du budget annuel et du processus de planification stratégique; - Maintenir de bonnes relations avec l'ensemble des principaux créanciers. <p>La direction effectue aussi un suivi constant des clauses restrictives de manière à s'assurer qu'elles sont respectées et répertorie les tendances susceptibles de signaler des risques potentiels dans le futur.</p>

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Fluctuations des taux d'intérêt	<p>La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt en raison du taux variable de sa facilité de crédit ainsi que de l'impact sur le coût des besoins futurs en capitaux.</p> <p>Les fluctuations des taux d'intérêt peuvent aussi avoir des répercussions négatives sur la rentabilité en raison de leur impact sur les taux utilisés par Héroux-Devtek pour actualiser ses provisions et les obligations au titre des régimes de retraite, entre autres soldes. Une baisse des taux d'intérêt entraînerait un accroissement des obligations actuelles et les ajustements qui en résulteraient auraient des répercussions sur les résultats financiers.</p>	<p>Les politiques de Héroux-Devtek en matière de gestion du risque abordent spécifiquement la gestion du risque lié aux taux d'intérêt en permettant le recours à des instruments dérivés comme les swaps de taux d'intérêt. L'objectif de cette politique est d'obtenir un ratio de la dette à taux fixe se situant dans une fourchette de 40 % à 70 % de la dette à long terme globale.</p> <p>Les détails concernant les instruments dérivés en cours sont présentés à la rubrique intitulée « <i>Instruments financiers dérivés</i> » de la section « <i>Renseignements supplémentaires</i> ».</p> <p>Les risques associés aux régimes de retraite sont, de plus, gérés à l'aide de politiques en matière d'investissements mises en place par la Société et le comité de retraite.</p>

Risques opérationnels

Les risques opérationnels sont de nature plus spécifiques que les risques stratégiques et sont plus directement liés aux activités opérationnelles de Héroux-Devtek, ou en découlent.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Litiges	<p>Héroux-Devtek est exposée aux risques de litiges dans le cours normal de ses activités de la part, notamment, de clients, de fournisseurs, de concurrents, d'actionnaires ou d'agences gouvernementales. L'ampleur financière et la durée de ces litiges peuvent varier et demeurer inconnues pendant de longues périodes de temps.</p> <p>Peu importe le résultat, un litige peut entraîner des coûts importants pour la Société, en plus d'importantes pertes potentielles, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives sur les résultats financiers. En outre, un litige pourrait détourner l'attention et les ressources de la direction des activités quotidiennes et des objectifs stratégiques.</p>	<p>La Société emploie des professionnels du domaine juridique qui conseillent la haute direction en matière de conformité continue aux lois et règlements ainsi que de gestion du risque connexe.</p> <p>La Société souscrit aussi à différentes formes d'assurance qui pourraient, en cas de certains types de responsabilité, compenser en tout ou en partie, les pertes potentielles.</p>
Conventions collectives	<p>La Société est partie à certaines conventions collectives qui encadrent les relations de travail avec certains employés. L'échec du renouvellement de ces ententes à des conditions mutuellement acceptables pourrait entraîner des arrêts de travail ou d'autres perturbations du travail susceptibles d'avoir une incidence défavorable sur les résultats financiers, l'exécution opérationnelle et la satisfaction de la clientèle.</p>	<p>Afin de minimiser ce risque, Héroux-Devtek s'efforce de maintenir des relations professionnelles et de coopération avec la direction syndicale et planifie la négociation des renouvellements suffisamment longtemps d'avance afin de parvenir à des résultats positifs.</p>
Disponibilité de main-d'œuvre qualifiée	<p>Le marché de la main-d'œuvre qualifiée dans l'industrie aérospatiale est très compétitif et devrait le demeurer dans le futur. La réalisation des programmes importants et la satisfaction de la clientèle sont fortement tributaires de l'apport des meilleurs talents. Le succès de la Société repose sur cette main-d'œuvre, plus particulièrement les ingénieurs, les machinistes et les programmeurs, à tous les niveaux opérationnels.</p>	<p>Héroux-Devtek cible les meilleurs candidats pour les postes clés et évalue attentivement les personnes embauchées pour s'assurer de leur compatibilité et de leurs perspectives de développement à long terme. Pour retenir ses employés, la Société a adopté des pratiques exemplaires en matière de ressources humaines, en plus d'offrir une rémunération concurrentielle et, dans le cas des dirigeants clés, une rémunération incitative incluant notamment des régimes de primes, d'options sur actions, d'unités d'actions liées au rendement ainsi que d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat.</p>

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Technologies de l'information	<p>Les systèmes de technologie de l'information sont essentiels à la plupart des activités de Héroux-Devtek. Ces systèmes peuvent être vulnérables à des cyberattaques ou à l'espionnage, aux virus et à toute autre forme de défaillance matérielle ou logicielle, intentionnelle, ou non.</p> <p>La non-disponibilité de ces systèmes aurait des répercussions négatives directes sur les activités d'exploitation de la Société. L'accès non-autorisé à des données confidentielles de Héroux-Devtek, ou à des données de tiers en sa possession, aurait aussi une incidence négative sur la réputation de la Société et, conséquemment, ses activités commerciales et résultats.</p>	<p>Afin de réduire les risques liés aux technologies, Héroux-Devtek a implanté diverses mesures, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des politiques strictes encadrant l'utilisation du matériel de technologies de l'information; - La redondance des serveurs; - Le cryptage des données, les logiciels antivirus, les filtres de courriel, les pare-feu et d'autres mesures de sécurité matérielles et logicielles; - La réalisation fréquente de tests d'intrusion et d'autres vérifications de la sécurité.
Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie	<p>La complexité et le degré de sophistication des produits de la Société présentent le risque que des défauts pourraient être constatés après la livraison des produits aux clients. Ces défauts pourraient entraîner des réclamations au titre de la garantie ou des pertes pour les clients pour lesquelles Héroux-Devtek pourrait être tenue responsable. De plus, du fait que ces produits sont principalement utilisés dans le transport aérien, l'ampleur de ces réclamations et pertes pourrait être d'autant plus grande. La responsabilité pour ces pertes, ou l'incapacité de corriger ces erreurs, pourraient avoir une incidence négative importante sur les activités commerciales et les résultats de la Société.</p>	<p>La rigueur dont faire preuve Héroux-Devtek en matière de respect des normes et systèmes de qualité à toutes les étapes de la conception, de la production, des réparations et de l'entretien atténue en partie le risque de défaillances attribuables aux produits susceptibles d'entraîner des réclamations au titre de la garantie ou des litiges.</p> <p>En outre, la Société souscrit de l'assurance responsabilité de produits et de l'assurance particulière au secteur de l'aérospatiale susceptibles d'atténuer d'éventuelles pertes.</p>
Rendement des fournisseurs	<p>La croissance, l'intégration et l'automatisation continue des activités de la Société font en sorte qu'elle est de plus en plus tributaire et exposée au rendement de sa chaîne d'approvisionnement. Des baisses de qualité, de fiabilité et de disponibilité de la chaîne d'approvisionnement pourraient engendrer des répercussions négatives sur les activités commerciales et les résultats de la Société.</p>	<p>Héroux-Devtek gère les risques liés aux fournisseurs en réalisant des audits fréquents auprès de ses fournisseurs et en maintenant des normes élevées, notamment en exigeant les accréditations AS9100 et Nadcap.</p> <p>La Société surveille le rendement des fournisseurs et atténue en partie les pertes potentielles en s'assurant que les problèmes de qualité, le cas échéant, sont détectés au moyen de la gestion de la qualité à l'interne.</p>

Risques environnementaux

Les risques environnementaux sont généralement hors du contrôle de la direction et résultent principalement de facteurs externes.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Concurrence et innovation	<p>Héroux-Devtek évolue dans une industrie qui connaît une consolidation continue, ce qui a réduit le nombre total de concurrents de plus grande envergure, tout en stimulant sans cesse l'innovation en matière de technologies et de produits.</p> <p>Les compétiteurs de plus grande envergure peuvent disposer d'atouts les rendant plus concurrentiels pour les contrats importants, tout comme les compétiteurs qui proposent au marché des innovations technologiques. Dans les deux cas, la Société pourrait perdre des clients ou des occasions, ce qui nuirait à sa croissance et sa rentabilité futures.</p>	<p>Héroux-Devtek gère le risque lié à la concurrence en accordant une grande importance à la satisfaction de la clientèle, au respect des échéanciers de livraison, à sa compétitivité lors des soumissions et au maintien d'un niveau élevé de qualité.</p> <p>La Société gère également le risque associé à l'innovation en suivant de près les développements technologiques et en réalisant de la recherche et développement à l'interne afin de demeurer à l'avant-garde de la technologie dans l'industrie.</p>

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Disponibilité et prix des matières premières	Les principales matières premières achetées par la Société sont l'acier, l'aluminium et le titane. L'offre et les prix de ces matériaux peuvent fluctuer en raison de facteurs hors du contrôle de la Société. La difficulté à obtenir des matières en quantité suffisante et en temps opportun, au même titre que l'augmentation de leurs prix, pourrait avoir une incidence négative importante sur les activités et les résultats financiers de Héroux-Devtek.	La Société atténue ces risques en incluant diverses clauses dans certains contrats de vente à long terme, lesquelles dispositions prévoient le partage, avec ses clients, des risques liés à la disponibilité et au prix des matières premières. Héroux-Devtek négocie aussi des ententes d'approvisionnement à long terme avec ses fournisseurs de matières premières et surveille sa chaîne d'approvisionnement pour s'assurer que les livraisons se fassent en temps opportun.
Conjoncture économique	Bien que les secteurs de l'aérospatiale et de la défense se soient avérés relativement résilients sur le long terme face aux perturbations économiques, ils ne sont pas immunisés contre les ralentissements à court terme lorsque les conditions de marché se répercutent sur leurs clients. Ces conditions de marché peuvent être causées par un certain nombre de facteurs, y compris, mais sans s'y limiter, l'instabilité politique, les activités terroristes ou les catastrophes naturelles. Ces conditions défavorables peuvent avoir des répercussions négatives sur Héroux-Devtek notamment en réduisant ses ventes, ce qui pourrait entraîner pour la Société des coûts importants associés à des mises à pied temporaires et des licenciements.	Bien que la direction n'ait aucun contrôle direct sur les conditions économiques, Héroux-Devtek gère ce risque de manière indirecte en maintenant un portefeuille de clients et de programmes bien diversifié tant d'un point de vue géographique que de celui des segments de marché. Cette diversification pourrait réduire l'impact global d'un éventuel ralentissement dans l'un ou l'autre de ces segments sur l'ensemble de la Société. Ce risque est réduit encore davantage du fait des efforts soutenus déployés par Héroux-Devtek pour gérer les coûts, le capital et la rentabilité de manière à maintenir une situation financière saine lui permettant d'être plus résiliente en cas de ralentissements inattendus.
Dépenses en matière de défense	Les dépenses en matière de défense sont approuvées par les gouvernements sur une base annuelle et sont tributaires du climat politique et de l'évolution des priorités. Des mesures d'austérité ou une réduction des dépenses en matière de défense de la part d'un gouvernement, en particulier celui des États-Unis, pourraient entraîner une baisse importante de la demande pour les produits de la Société liés au secteur de la défense.	Le portefeuille diversifié de la Société qui comprend un nombre croissant de produits destinés au secteur commercial, des programmes de défense à l'extérieur des États-Unis et un bon équilibre entre les activités de fabrication et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire, permet de réduire l'impact éventuel d'une réduction des dépenses en matière de défense de certains gouvernements.
Questions d'ordre environnemental	Les activités de la Société sont assujetties aux lois et règlements en matière d'environnement relatifs aux risques pour la santé humaine et l'environnement. Ces lois et règlements, ainsi que les possibles charges connexes, sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable important sur les activités et la situation financière de la Société.	Héroux-Devtek gère ce risque en mettant en place des systèmes et politiques de gestion permettant de gérer et surveiller l'impact environnemental que pourraient avoir ses activités, s'il y a lieu. Dans l'éventualité d'une perte plus importante attribuable à des questions d'ordre environnemental, la Société souscrit également à des polices d'assurance susceptibles d'atténuer en partie ces pertes.

OPÉRATIONS SUR DEVICES

Du fait que la Société exploite des activités dans de nombreux pays et qu'elle fait affaire avec des clients répartis à travers le monde, la situation financière et les résultats d'exploitation de Héroux-Devtek sont en partie influencés par l'évolution des taux de change. Plus spécifiquement, la Société exerce des activités au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, et engage, par conséquent, des coûts libellés dans les devises respectives de ces trois pays, soit le dollar canadien (« \$ CA »), le dollar américain (« \$ US ») et la livre sterling (« GBP »). Outre les coûts libellés dans leur devise locale, une part importante des coûts des matériaux des activités canadiennes et britanniques est libellée en dollars US, tout comme une large part de leurs ventes.

La Société doit convertir en dollars canadiens les revenus, les charges, ainsi que les éléments d'actif et de passif libellés en devises, aux fins de présentation de l'information financière. Des gains et pertes surviennent du fait des fluctuations de ces devises par rapport au dollar canadien entre deux dates de clôture du bilan, ou entre la date d'une transaction et la date de clôture du bilan.

Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions, en excluant l'incidence des contrats de change à terme, tandis que l'état des résultats des établissements à l'étranger est converti au taux de change moyen de la période. Les postes du bilan sont convertis selon le taux de change au comptant affiché à la date de clôture du bilan.

Les taux de change utilisés pour convertir les éléments d'actif et de passif en dollars canadiens s'établissaient comme suit aux dates indiquées :

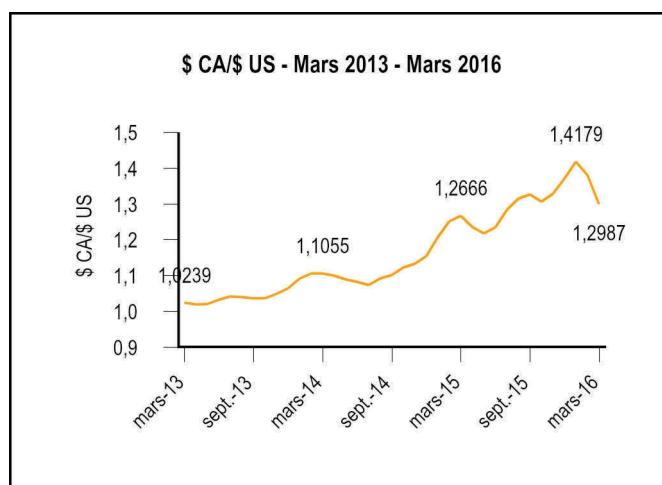
	31 mars 2016	31 mars 2015
\$ US (Équivalent canadien de 1 dollar US)	1,2987	1,2666
GBP (Équivalent canadien de 1 livre sterling)	1,8654	1,8792

Les taux de change utilisés pour convertir les revenus et les charges en dollars canadiens se sont établis comme suit :

	Trimestres clos le 31 mars		Exercice clos les 31 mars	
	2016	2015	2016	2015
\$ US (Équivalent canadien de 1 dollar US)	1,3748	1,2411	1,3122	1,1392
GBP (Équivalent canadien de 1 livre sterling)	1,9674	1,8792	1,9763	1,8322

L'exercice 2016 a été marqué par d'importantes fluctuations du taux de change qui a le plus d'incidence sur Héroux-Devtek, soit le taux \$ US/\$ CA. Plus de 75 % des ventes de la Société durant l'exercice 2016 étaient libellées en dollars US, tout comme plus de la moitié du coût des ventes connexes. L'écart entre ces deux pourcentages fait en sorte que certaines entités de la Société, dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le \$ US, affichent fréquemment des entrées nettes de \$ US. Ces entrées de fonds créent un risque financier pour la Société du fait que des baisses de la valeur du \$ US par rapport au \$ CA au fil du temps pourraient entraîner une diminution de la rentabilité en dollars canadiens requise pour atteindre les prévisions ou pour prendre en charge des coûts locaux au moment de la vente de dollars US. Pour ce qui est du risque lié au taux GBP/\$ CA, Héroux-Devtek n'est exposée que minimalement du fait que les entrées de fonds en GBP sont en grande partie naturellement couvertes par les sorties de fonds en GBP.

Afin de gérer ce risque, la Société a mis en place une politique de couverture des devises en vertu de laquelle Héroux-Devtek conclut des contrats de change à terme pour la vente de dollars US de montants équivalents aux entrées de fonds nettes anticipées. Cette politique exige que la Société couvre de 50 % à 100 % de l'exposition nette connue, essentiellement pour les deux exercices qui suivent.



Le tableau qui suit présente le montant nominal et le taux de change des contrats de change à terme en cours :

Au	31 mars 2016	31 mars 2015	31 mars 2014
Montant nominal en cours (en milliers \$ US)	165 200	118 950	127 400
Taux de change moyen	1,2900	1,1297	1,0628

Conformément à la comptabilité de couverture en vertu des IFRS, les gains et pertes sur ces contrats de change à terme, à l'exception de ceux associés à des instruments financiers dérivés incorporés, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global jusqu'à leur règlement, après quoi ils sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés tout comme les gains et pertes correspondants lors de la conversion des instruments financiers connexes.

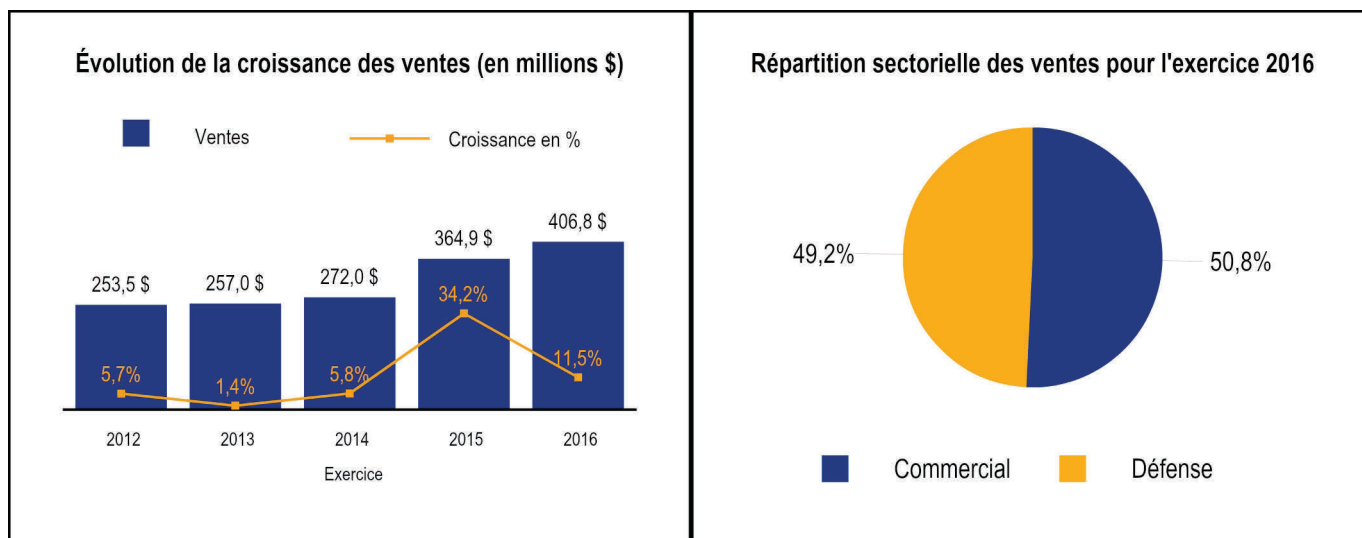
Les opérations sur devises ont eu un impact positif net de 1,5 % sur la marge brute de Héroux-Devtek, en raison essentiellement des taux de change plus élevés des contrats de change à terme que la Société a livré au cours de l'exercice 2016 par rapport à l'exercice 2015. Au 31 mars 2016, une appréciation de 1 % du dollar canadien en regard du dollar américain aurait entraîné une diminution de 215 \$ du résultat net de la Société.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les 31 mars			Exercices clos les 31 mars		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
Ventes	117 496 \$	106 054 \$	11 442 \$	406 812 \$	364 916 \$	41 896 \$
Marge brute	22 192	17 290	4 902	74 325	59 176	15 149
Frais de vente et d'administration	8 858	6 560	2 298	35 062	29 755	5 307
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	13 334	10 730	2 604	39 263	29 421	9 842
Charges non récurrentes	—	13 220	(13 220)	1 480	22 860	(21 380)
Résultat opérationnel	13 334	(2 490)	15 824	37 783	6 561	31 222
Frais financiers	1 742	1 513	229	5 638	5 860	(222)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	2 501	(2 363)	4 864	5 504	(2 523)	8 027
Résultat net	9 091 \$	(1 640) \$	10 731 \$	26 641 \$	3 224 \$	23 417 \$
Résultat net ajusté ⁽¹⁾	9 091 \$	7 456 \$	1 635 \$	27 650 \$	19 412 \$	8 238 \$
<i>En pourcentage des ventes</i>						
Marge brute	18,9%	16,3 %	260 pdb	18,3%	16,2%	210 pdb
Frais de vente et d'administration	7,5%	6,2 %	130 pdb	8,6%	8,2%	40 pdb
Résultat opérationnel	11,3%	(2,3)%	1360 pdb	9,3%	1,8%	750 pdb
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	11,3%	10,1 %	120 pdb	9,7%	8,1%	160 pdb
<i>En dollars par action</i>						
BPA - de base et dilué	0,25 \$	(0,05) \$	0,30 \$	0,74 \$	0,09 \$	0,65 \$
BPA ajusté ⁽¹⁾	0,25 \$	0,21 \$	0,04 \$	0,77 \$	0,55 \$	0,22 \$

⁽¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Ventes



Les ventes peuvent être ventilées par secteur comme suit :

Trimestres clos les 31 mars					
	2016	2015	Incidence des taux de change	Variation nette	
Commercial	54 288 \$	53 090 \$	4 395 \$	(3 197) \$	(6,0)%
Défense ⁽¹⁾	63 208	52 964	5 394	4 850	9,2 %
Total	117 496 \$	106 054 \$	9 789 \$	1 653 \$	1,6 %

Exercices clos les 31 mars					
	2016	2015	Incidence des taux de change	Variation nette	
Commercial	206 533 \$	173 868 \$	20 714 \$	11 951 \$	6,9 %
Défense ⁽¹⁾	200 279	191 048	20 086	(10 855)	(5,7)%
Total	406 812 \$	364 916 \$	40 800 \$	1 096 \$	0,3 %

⁽¹⁾ Comprend les produits liés à la défense vendus à des clients civils et à des gouvernements.

Commercial

L'augmentation nette de 12,0 millions de dollars des ventes commerciales par rapport à l'exercice précédent est principalement attribuable à :

- Une augmentation du contenu et un accroissement des cadences de production de certains programmes de gros porteurs commerciaux, notamment celui du Boeing 787;
- Une augmentation des ventes sur le marché secondaire découlant d'une nouvelle alliance stratégique portant sur la fourniture de services de soutien au programme du Saab 340; et
- Une hausse des revenus générés par la vente de systèmes de trains d'atterrissage conçus par Héroux-Devtek pour des jets d'affaires résultant d'une accélération de la cadence de production du programme des appareils Legacy 450/500 d'Embraer.

Ces facteurs positifs ont été en partie contrebalancés par :

- Une diminution de la demande des clients relativement au programme du jet d'affaires Global; et,
- Une baisse des cadences de production de l'Airbus A330/340 et de programmes de jets régionaux.

La baisse nette de 3,2 millions de dollars des ventes commerciales pour le trimestre, par rapport au trimestre correspondant du précédent exercice, est principalement attribuable à :

- Une diminution de la demande des clients pour les jets d'affaires, principalement pour les programmes du Global et du Falcon 5X; et,
- Une baisse des cadences de production de l'Airbus A330/340 et de programmes de jets régionaux.

Ces facteurs négatifs ont été en partie contrebalancés par une augmentation des ventes sur le marché secondaire résultant d'une nouvelle alliance stratégique portant sur la fourniture de services de soutien au programme du Saab 340 jumelée à une augmentation du contenu et un accroissement des cadences de production du programme du Boeing 787.

Défense

La baisse nette de 10,9 millions de dollars des ventes liées au secteur de la défense par rapport au précédent exercice est principalement attribuable à :

- Une baisse de la demande pour des pièces de rechange de la part du gouvernement américain et le report de certaines livraisons; et,
- Une baisse des ventes de services de réparation et d'entretien réalisées auprès de la Marine américaine dans le cadre du programme du P-3 découlant d'une diminution des besoins ainsi que dans le cadre d'autres programmes au Royaume-Uni en raison d'une diminution du débit de production.

Ces facteurs négatifs ont été en partie contrebalancés par une augmentation des ventes de services de réparation et d'entretien réalisées auprès de l'Armée de l'air américaine.

L'augmentation nette de 4,9 millions de dollars des ventes liées au secteur de la défense pour le trimestre, par rapport au trimestre correspondant du précédent exercice, est principalement attribuable à :

- Un accroissement des ventes de produits à des clients civils, résultant en partie de la reprise et du rattrapage de certains programmes; et,
- Une augmentation des ventes de services de réparation et d'entretien réalisées auprès de l'Armée de l'air américaine.

Ces facteurs positifs ont été en partie contrebalancés par :

- Une baisse de la demande pour des pièces de rechange de la part du gouvernement américain; et,
- Une baisse des ventes de services d'ingénierie à la suite de l'achèvement d'une phase d'un programme.

Marge brute

L'augmentation de la marge brute pour l'exercice, qui est passée de 16,2 % lors du précédent exercice à 18,3 % cette année, est principalement attribuable à :

- L'évolution favorable du taux de change du dollar US qui a représenté 1,5 % des ventes;
- Une composition des ventes plus avantageuse résultant d'une hausse des ventes commerciales sur le marché secondaire; et,
- Une diminution de la sous-imputation de coûts.

Ces éléments positifs ont été en partie contrebalancés par une hausse des coûts liés à certains programmes.

L'augmentation de la marge brute pour le trimestre, qui est passée de 16,3 % l'an dernier à 18,9 % cette année, est principalement attribuable à l'évolution favorable du taux de change du dollar US qui a représenté 0,4 % des ventes, ainsi qu'aux mêmes autres facteurs susmentionnés.

Frais de vente et d'administration

Si l'on exclut les gains découlant de la conversion d'éléments monétaires nets, les frais de vente et d'administration ont représenté 7,3 % et 8,5 % des ventes, respectivement, pour le trimestre et l'exercice, comparativement à 6,9 % et 8,7 % pour les périodes correspondantes du précédent exercice.

Bien que les frais de vente et d'administration soient demeurés relativement stables en pourcentage des ventes par rapport à ceux de l'exercice, la légère hausse constatée pour le trimestre, par rapport à la même période du précédent exercice, est principalement attribuable au calendrier de certains honoraires professionnels engagés durant l'exercice ainsi qu'à une augmentation de la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions encourue au cours du trimestre par rapport à la même période du précédent exercice.

Charges non récurrentes

Les charges non récurrentes comprennent les éléments suivants :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2016	2015	2016	2015
Règlement d'un litige	— \$	11 610 \$	1 480 \$	11 610 \$
Dépréciation d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	—	—	—	7 924
Frais de restructuration	—	1 610	—	3 326
	— \$	13 220 \$	1 480 \$	22 860 \$

Règlement d'un litige

Le 5 février 2014, Goodrich Corporation, membre du groupe UTC Aerospace Systems (« UTAS »), a déposé une demande d'arbitrage à l'encontre de la Société auprès de la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale quant à une allégation de violation d'un engagement de non-concurrence prévu dans une entente intervenue entre Goodrich Corporation et Devtek Aerospace Inc., une filiale en propriété exclusive de la Société, relativement à la fabrication de pistons.

Le 29 mai 2015, la Société a conclu un règlement final avec UTAS relativement à ce litige qui faisait suite à l'exécution d'un protocole de règlement le 27 mai 2015 et l'a comptabilisé durant l'exercice 2015. Le règlement final comprenait une entente relative à la prolongation de deux contrats existants conclus avec UTAS portant sur la fourniture de diverses pièces d'aéronefs.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, la Société a engagé des frais juridiques de 1,5 million de dollars, ou 1,0 million de dollars après impôts.

Dépréciation d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée

Le 15 janvier 2015, Bombardier a annoncé sa décision de faire une pause dans son programme de jets d'affaires Learjet 85. L'entreprise a par la suite annoncé, le 28 octobre 2015, l'annulation du programme. Héroux-Devtek était le concepteur et fournisseur du système complet de trains d'atterrissage de cet appareil et a comptabilisé une perte de valeur de 7,9 millions de dollars à l'égard des coûts de développement capitalisés associés à ce programme au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015.

Frais de restructuration

Le 16 janvier 2014, en raison de la baisse substantielle de la demande sur le marché secondaire des produits liés à la défense de la part du gouvernement américain, la Société a annoncé un plan visant l'optimisation et la consolidation de sa capacité de production, tout en améliorant davantage la productivité dans l'ensemble de l'entreprise. Ces initiatives s'inscrivaient dans la stratégie opérationnelle de la Société axée sur des centres d'excellence spécialisés. De plus, à la suite de l'acquisition d'APPH en février 2014, la Société a engagé des frais de restructuration liés à l'intégration des activités d'APPH, de son personnel et de son infrastructure technologique avec ses propres activités antérieures à l'acquisition. Ces initiatives étaient en grande partie achevées au 31 mars 2015.

Par conséquent, au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, la Société a comptabilisé des frais de restructuration de 3,3 millions de dollars, soit des prestations de cessation d'emploi de 2,1 millions de dollars et d'autres coûts connexes de 1,2 million de dollars liés à l'optimisation et la consolidation de la capacité de production.

Résultat opérationnel

Les augmentations du résultat opérationnel, qui est passé de (2,3) % à 11,3 % des ventes (augmentation de 10,1 % à 11,3 % si l'on exclut les charges non récurrentes) pour le trimestre et de 1,8 % à 9,3 % des ventes (augmentation de 8,1 % à 9,7 % si l'on exclut les charges non récurrentes) pour l'exercice, comparativement aux mêmes périodes du précédent exercice, sont principalement attribuables aux facteurs susmentionnés.

Frais financiers

La baisse de 0,2 million de dollars des frais financiers de l'exercice, par rapport à ceux du précédent exercice, s'explique essentiellement par des ajustements de taux d'actualisation moins défavorables que l'an dernier à une provision au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, en partie contrebalancée par une baisse des produits d'intérêt générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Les frais financiers du trimestre ont augmenté de 0,2 million de dollars par rapport à la période correspondante du précédent exercice, en raison principalement d'une hausse des frais d'intérêt liés à la facilité de crédit attribuable à des emprunts plus élevés ainsi qu'à une augmentation des obligations au titre de contrats de location-financement.

Se reporter à la section traitant des activités de financement de la rubrique intitulée « *Évolution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie* » que l'on retrouve sous « *Flux de trésorerie et sources de financement* » pour obtenir de plus amples renseignements.

Charge d'impôt sur le résultat

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2016	2015	2016	2015
Résultat avant charge d'impôt sur le résultat	11 592 \$	(4 003) \$	32 145 \$	701 \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	2 501	(2 363)	5 504	(2 523)
Taux d'imposition effectif	21,6%	ins	17,1%	ins
Taux d'imposition canadien combiné prévu par la loi	26,7%	26,7 %	26,7%	26,7%

ins : information non significative

Le taux d'imposition effectif sur le résultat de la Société pour l'exercice reflète essentiellement l'incidence favorable des taux d'imposition moins élevés auxquels les résultats de filiales étrangères de la Société sont assujettis (3,8 millions de dollars), en partie contrebalancée par des différences permanentes (0,8 million de dollars) et des ajustements d'égalisation (0,1 million de dollars). Le taux d'imposition effectif de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2015 reflétait principalement l'incidence favorable des taux d'imposition moins élevés auxquels les résultats de filiales étrangères de la Société sont assujettis (3,0 millions de dollars), en partie contrebalancée par des différences permanentes (0,5 million de dollars).

Le taux d'imposition effectif sur le résultat de ce trimestre reflète essentiellement l'incidence favorable des taux d'imposition moins élevés auxquels les résultats de filiales étrangères de la Société sont assujettis (1,0 million de dollars), en partie contrebalancée par un rajustement d'égalisation (0,3 million de dollars) et des différences permanentes (0,3 million de dollars). Le taux d'imposition effectif sur le résultat de la Société pour le trimestre clos le 31 mars 2015 reflétait principalement l'incidence favorable des taux d'imposition moins élevés auxquels les résultats de filiales étrangères de la Société sont assujettis (1,3 million de dollars), en partie contrebalancée par des différences permanentes (0,1 million de dollars).

Résultat net

Le résultat net du trimestre a augmenté et est passé de (1,6) million de dollars lors du précédent exercice à 9,1 millions de dollars cette année (ou de 7,5 millions de dollars à 9,1 millions de dollars si l'on exclut les charges non récurrentes après impôts). Pour l'ensemble de l'exercice, le résultat net a progressé et est passé de 3,2 millions de dollars l'an dernier à 26,6 millions de dollars cette année (ou de 19,4 millions de dollars à 27,7 millions de dollars, si l'on exclut les charges non récurrentes, après impôts) en raison principalement des facteurs susmentionnés.

Le bénéfice par action a augmenté durant l'exercice et est passé de 0,09 \$ l'an dernier à 0,74 \$ par action cette année (ou de 0,55 \$ l'an dernier à 0,77 \$ par action cette année si l'on exclut les charges non récurrentes après impôts), calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation plus élevé (36 119 291 contre 35 016 396) en raison de l'émission d'actions ordinaires dans le cadre de l'appel public à l'épargne et de placements privés simultanés au cours du premier trimestre de 2015. Se reporter à la section traitant des activités de financement de la rubrique intitulée « *Évolution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie* », que l'on retrouve sous « *Flux de trésorerie et sources de financement* » pour obtenir de plus amples renseignements sur l'émission d'actions.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

Cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation est fondée sur des résultats calculés conformément aux IFRS ainsi que sur les mesures financières non conformes aux IFRS suivantes :

Résultat opérationnel ajusté :	Résultat opérationnel excluant les charges non récurrentes.
BAIIA :	Bénéfice avant frais financiers, charge d'impôt sur le résultat et amortissements.
BAIIA ajusté :	BAIIA tel que défini ci-dessus en excluant les charges non récurrentes.
Résultat net ajusté :	Résultat net excluant les charges non récurrentes après impôts.
Bénéfice par action ajusté :	Bénéfice dilué par action calculé à partir du résultat net ajusté.
Flux de trésorerie disponibles :	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, diminués des acquisitions d'immobilisations et de l'augmentation nette des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée.

Ces mesures financières non conformes aux IFRS n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc possible qu'elles ne soient pas comparables à des mesures similaires publiées par d'autres émetteurs. La direction de la Société estime toutefois qu'elles procurent aux investisseurs des renseignements utiles pour les aider à évaluer la rentabilité et les liquidités de la Société, ainsi que sa capacité de générer des fonds pour financer ses activités et ses dépenses en immobilisations.

Les tableaux qui suivent présentent les rapprochements de ces mesures financières avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables, à l'exception des flux de trésorerie disponibles. Pour le rapprochement des flux de trésorerie disponibles avec les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, veuillez consulter la rubrique intitulée « *Flux de trésorerie et sources de financement* ».

Le résultat opérationnel ajusté de la Société est calculé comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2016	2015	2016	2015
Résultat opérationnel	13 334 \$	(2 490) \$	37 783 \$	6 561 \$
Charges non récurrentes	—	13 220	1 480	22 860
Résultat opérationnel ajusté	13 334 \$	10 730 \$	39 263 \$	29 421 \$

Le BAIIA et le BAIIA ajusté de la Société sont calculés comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2016	2015	2016	2015
Résultat net	9 091 \$	(1 640) \$	26 641 \$	3 224 \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	2 501	(2 363)	5 504	(2 523)
Frais financiers	1 742	1 513	5 638	5 860
Charge d'amortissement	7 379	5 169	24 807	18 360
BAIIA	20 713 \$	2 679 \$	62 590 \$	24 921 \$
Charges non récurrentes	—	13 220	1 480	22 860
BAIIA ajusté	20 713 \$	15 899 \$	64 070 \$	47 781 \$

Le résultat net ajusté et le bénéfice par action ajusté de la Société sont calculés comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2016	2015	2016	2015
Résultat net	9 091 \$	(1 640) \$	26 641 \$	3 224 \$
Charges non récurrentes, après impôts	—	9 096	1 009	16 188
Résultat net ajusté	9 091 \$	7 456 \$	27 650 \$	19 412 \$
<i>En dollars par action</i>				
Bénéfice par action - de base et dilué	0,25 \$	(0,05) \$	0,74 \$	0,09 \$
Charges non récurrentes, après impôts	—	0,26	0,03	0,46
Bénéfice par action ajusté	0,25 \$	0,21 \$	0,77 \$	0,55 \$

CONTRAT PORTANT SUR LES APPAREILS BOEING 777 ET 777X

En décembre 2013, HDI Landing Gear USA Inc., une filiale en propriété exclusive de Héroux-Devtek, a signé un contrat à long terme avec la société Boeing pour la fourniture de systèmes complets de trains d'atterrissage destinés aux programmes des appareils Boeing 777 et 777X. Ce contrat est le plus important jamais accordé aux activités de trains d'atterrissage de la Société.

En vertu du contrat à long terme, HDI Landing Gear USA Inc. fournira des systèmes complets de trains d'atterrissage, y compris les trains d'atterrissage principaux et avant, ainsi que la contrefiche longitudinale du train avant. Le contrat englobe aussi la fabrication de pièces de rechange qui seront vendues par Boeing sur le marché secondaire. Aux termes du contrat pluriannuel, les livraisons commenceront au début de l'année civile 2017 avec une option de prolongation du contrat jusqu'en 2028.

Afin de mener à bien cet important contrat à long terme, la Société a procédé à des investissements en immobilisations d'un montant de 104,6 millions de dollars, principalement au cours de ses exercices 2015 et 2016, soit environ 95 % des dépenses totales en immobilisations prévues pour ce contrat. Ces investissements englobent principalement :

- La construction d'une nouvelle usine ultramoderne de 108 000 pieds carrés à Cambridge, en Ontario, qui dispose d'équipement à la fine pointe de la technologie pour la fabrication de composants complexes de trains d'atterrissage de grande taille. Cette usine a démarré ses activités au cours de l'exercice 2016.
- Des investissements en machinerie et équipement aux usines de Springfield, en Ohio, et de Laval, au Québec, qui se consacreront principalement à la fabrication de composants critiques et complexes de plus petite taille. Cette machinerie et ces équipements sont maintenant opérationnels.
- L'agrandissement de l'usine de Cleveland, dans l'Ohio, qui a pratiquement doublé la superficie de l'usine à environ 100 000 pieds carrés, procure au site la capacité supplémentaire pour la finition de composants et un centre de sous-assemblage très moderne. Le travail de sous-assemblage a commencé à cette installation.
- La location d'une nouvelle installation d'une superficie de 21 000 pieds carrés à Everett, dans l'état de Washington et la mise en place de l'outillage et de l'équipement qui permettront de réaliser l'assemblage final et les essais des systèmes de trains d'atterrissage devant être livrés au site de Boeing situé à proximité. Le travail d'assemblage final a commencé à cette installation.

Au cours de l'exercice 2016, la Société a réalisé d'importants progrès au chapitre du processus de qualification et d'approbation par le client du nouvel équipement de traitement des surfaces de son centre de finition de sous-ensembles de Strongsville, en Ohio, une étape que la direction prévoit finaliser au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2017. La direction est confiante que l'assemblage final du lot de pré-production sera complété comme prévu au cours du premier trimestre de l'exercice 2017, et que les exigences en matière de production relatives aux livraisons devant débiter au début de l'année civile 2017 seront respectées.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

FACILITÉ DE CRÉDIT ET TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

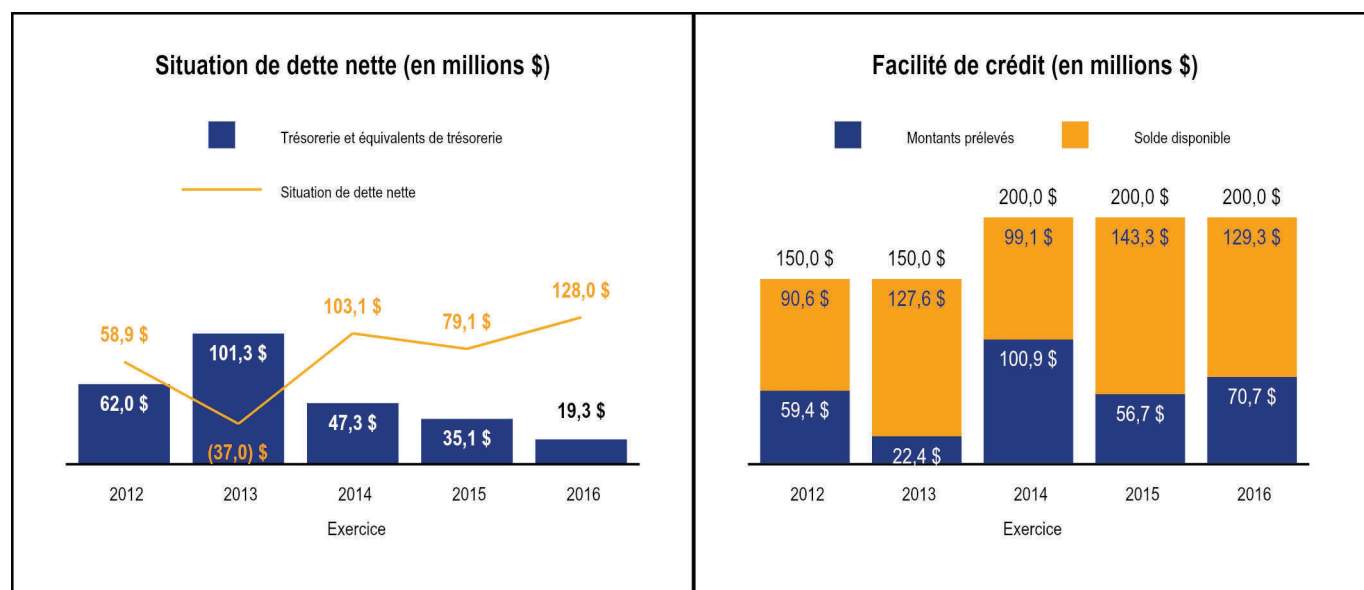
La Société dispose d'une facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie (la « facilité de crédit ») consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadienne et leur sociétés affiliées ou succursales américaines, ainsi que par la succursale canadienne d'une banque américaine. Cette facilité de crédit permet à la Société et ses filiales d'emprunter un montant pouvant atteindre 200 millions de dollars, en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars US, en livres sterling ou en euros et viendra à échéance en mars 2019. Elle comprend également une clause accordéon qui permet d'augmenter la facilité de crédit d'un montant additionnel de 75 millions de dollars, pendant toute la durée de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs.

Au 31 mars 2016, la Société avait prélevé un montant de 70,7 millions de dollars sur sa facilité de crédit, qui est inclus dans la dette à long terme, comparativement à un montant de 56,7 millions de dollars au 31 mars 2015. Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dont dispose la Société, de sa facilité de crédit disponible ainsi que du niveau prévu de ses dépenses en immobilisations et de ses résultats, la direction de la Société ne prévoit pas être confrontée à un risque important de liquidité dans un avenir prévisible.

La situation de dette nette de la Société est calculée comme suit, aux dates indiquées :

	31 mars 2016	31 mars 2015
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme ⁽¹⁾	147 240 \$	114 202 \$
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	19 268	35 098
Situation de dette nette	127 972 \$	79 104 \$

⁽¹⁾ Excluant le montant net des frais de financement différés de 1,0 million de dollars au 31 mars 2016 et de 1,3 million de dollars au 31 mars 2015.



La dette à long terme est assujettie au respect de certaines clauses restrictives, générales et financières, en ce qui concerne notamment l'endettement, les flux de trésorerie et les capitaux propres de la Société et de certaines filiales. La Société a respecté toutes ces clauses restrictives au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016 et elle prévoit qu'il en sera de même tout au long du présent exercice. Dans l'ensemble, la Société présente une situation financière saine et est en bonne posture pour faire face à ses besoins financiers.

PRÊTS DES AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES

Héroux-Devtek détient un portefeuille de prêts remboursables consentis par divers organismes gouvernementaux pour l'acquisition d'équipement ou d'outillage particuliers, pour la modernisation ou l'agrandissement des installations de la Société ou pour les coûts de développement capitalisés ou passés en charges pour des programmes aérospatiaux. Ces prêts ont été consentis en vertu de certains programmes des gouvernements fédéral et provincial visant à promouvoir le développement de cette industrie.

Ces prêts comportent différentes conditions de remboursement, notamment en fonction de la croissance des ventes de la Société, de la vente de produits pour certains types d'avions déterminés à l'intérieur de délais précis, de calendriers de remboursement fixes ou de l'échéance. Les hypothèses sous-jacentes aux remboursements de prêts sont examinées au moins une fois par année.

Les conditions des ententes sont telles que dans certains cas, la Société paie en fait moins d'intérêts sur ces prêts que ce qu'elle verserait au taux du marché. Par conséquent, en vertu des IFRS, la valeur actualisée des avantages calculés de ces prêts est portée en réduction de certains actifs ou charges au fil du temps comme aide gouvernementale.

Au 31 mars 2016, la valeur actualisée comptabilisée par la Société en regard de ces conventions de prêts en cours s'établissait à 53,8 millions de dollars (51,2 millions de dollars au 31 mars 2015) et les taux d'intérêt effectifs sur ces prêts variaient de 3,4 % à 7,2 %. Le calendrier de remboursement de ces prêts s'échelonne jusqu'à l'exercice 2033 au plus tard.

ÉVOLUTION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2016	2015	2016	2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début des périodes	21 373 \$	40 613 \$	35 098 \$	47 347 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	854	16 545	6 812	46 220
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(3 120)	(24 520)	(52 449)	(64 958)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	807	895	29 300	3 507
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(646)	1 565	507	2 982
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin des périodes	19 268 \$	35 098 \$	19 268 \$	35 098 \$

Activités d'exploitation

La Société a généré des flux de trésorerie de ses activités et a utilisé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie pour ses activités d'exploitation comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2016	2015	2016	2015
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	18 347 \$	1 900 \$	55 414 \$	29 347 \$
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies ⁽¹⁾	(17 493)	14 645	(48 602)	17 955
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation découlant des activités poursuivies	854	16 545	6 812	47 302
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation découlant des activités abandonnées	—	—	—	(1 082)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	854 \$	16 545 \$	6 812 \$	46 220 \$

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice 2013, la Société s'est départie de la quasi-totalité de ses activités relatives aux gammes de produits Aérostructure et Industriels.

Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2016, les augmentations respectives de 16,4 millions de dollars et 26,1 millions de dollars des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, par rapport aux périodes correspondantes du précédent exercice, s'expliquent essentiellement par une hausse du BAIIA ajusté, en partie contrebalancée par une augmentation de la charge d'impôt sur le résultat.

La variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies peut être résumée comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2016	2015	2016	2015
Comptes clients	(14 636) \$	(16 376) \$	(3 730) \$	(9 103) \$
Stocks	6 628	3 972	(15 767)	3 723
Comptes fournisseurs et charges à payer, comptes fournisseurs - autres, et autres passifs (ci-après appelés « comptes fournisseurs »)	(976)	17 162	(9 675)	5 500
Provisions	815	11 506	(5 276)	10 565
Avances de clients	289	961	(14 471)	8 917
Impôts à payer et à recevoir	(212)	(1 543)	1 282	(3 226)
Incidence des variations des taux de change	(5 972)	1 726	(94)	2 046
Autres	(3 429)	(2 763)	(871)	(467)
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies	(17 493) \$	14 645 \$	(48 602) \$	17 955 \$

Pour l'exercice clos le 31 mars 2016, la variation nette négative des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies est principalement attribuable à :

- Une augmentation des stocks largement liée aux programmes des Boeing 777 et 787;
- Une réduction nette des avances de clients faisant suite à la constatation de revenus;
- Une diminution des comptes fournisseurs résultant en partie du calendrier des encaissements; et,
- Une baisse des provisions, découlant essentiellement d'un paiement relatif au règlement d'un litige.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2016, la variation nette négative des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies est principalement attribuable à :

- Une augmentation des comptes clients résultant d'un accroissement du niveau d'activité au quatrième trimestre de l'exercice par rapport au troisième trimestre; et,
- L'incidence négative des fluctuations des taux de change utilisés aux fins de conversion des éléments du fonds de roulement d'établissements à l'étranger.

Ces éléments positifs ont été en partie contrebalancés par une réduction des stocks.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, la variation nette positive des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies était principalement attribuable à :

- Une augmentation des provisions en lien avec des litiges;
- Une augmentation des avances de clients essentiellement liée à des paiements reçus d'un client relativement à un contrat à long terme; et,
- Une augmentation des comptes fournisseurs imputable à un accroissement du niveau d'activité par rapport au précédent exercice.

Ces facteurs positifs ont été en partie contrebalancés par une augmentation des comptes clients résultant d'un accroissement du niveau d'activité par rapport au précédent exercice.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2015, la variation nette positive des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies était principalement attribuable à :

- Une augmentation des comptes fournisseurs résultant d'un accroissement du niveau d'activité par rapport au précédent exercice; et,
- Une augmentation des provisions en lien avec des litiges.

Ces facteurs positifs ont été en partie contrebalancés par une augmentation des comptes clients découlant d'un accroissement du niveau d'activité au quatrième trimestre de l'exercice par rapport au troisième trimestre.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2016	2015	2016	2015
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(2 088) \$	(28 504) \$	(37 604) \$	(52 292) \$
Dépôts - machinerie et équipement	—	4 989	(10 119)	(10 438)
Augmentation d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	(1 032)	(990)	(5 018)	(2 643)
Produit tiré de la cession d'immobilisations corporelles	—	(15)	292	415
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(3 120) \$	(24 520) \$	(52 449) \$	(64 958) \$

Les acquisitions d'immobilisations corporelles présentées ci-dessus peuvent être rapprochées comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2016	2015	2016	2015
Acquisitions d'immobilisations corporelles, montant brut	6 628 \$	32 863 \$	75 716 \$	61 182 \$
Aide gouvernementale	(3 739)	(489)	(7 818)	(1 494)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	2 889 \$	32 374 \$	67 898 \$	59 688 \$
Variation des acquisitions non encore payées incluses dans les comptes fournisseurs	(801)	(2 060)	2 942	(4 402)
Dépôts reclassés aux immobilisations corporelles après réalisation ⁽¹⁾	—	(1 810)	(33 236)	(2 994)
Acquisitions selon les états des flux de trésorerie	2 088 \$	28 504 \$	37 604 \$	52 292 \$

⁽¹⁾ Comprend la machinerie financée au moyen de contrats de location-financement pour lesquels des dépôts avaient été effectués.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont élevées à 2,9 millions de dollars pour le trimestre (32,4 millions de dollars lors du précédent exercice) et à 67,9 millions de dollars pour l'exercice (59,7 millions de dollars lors du précédent exercice) et étaient essentiellement liés au contrat des appareils Boeing 777 et 777X. Au 31 mars 2016, la Société avait investi 104,6 millions de dollars relativement à ce contrat, soit environ 95 % des dépenses totales en immobilisations prévues pour ce contrat.

Activités de financement

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2016	2015	2016	2015
Augmentation de la dette à long terme	1 650 \$	1 793 \$	35 679 \$	22 873 \$
Remboursement de la dette à long terme	(995)	(1 010)	(6 932)	(67 772)
Émission d'actions ordinaires	152	112	553	48 406
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	807 \$	895 \$	29 300 \$	3 507 \$

L'augmentation de la dette à long terme durant l'exercice est essentiellement attribuable à de nouveaux contrats de location-financement d'un montant total de 19,5 millions de dollars et à un prélèvement sur la facilité de crédit d'un montant de 13,0 millions de dollars (10 millions de dollars US) visant à financer des acquisitions d'immobilisations corporelles en lien avec le contrat portant sur les appareils Boeing 777 et 777X.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, la Société a émis 4 255 871 actions ordinaires à un prix de 11,75 \$ par action pour un produit brut de 50,0 millions de dollars dans le cadre d'un appel public à l'épargne et de placements privés simultanés. Le produit net de 47,9 millions de dollars reçu par la Société, ainsi qu'un montant de 16,2 millions de dollars prélevé sur la facilité de crédit de la Société, ont servi à rembourser 59,3 millions de dollars US (63,6 millions de dollars) de dette au titre de sa facilité de crédit. Ces opérations expliquent en grande partie les variations des flux de trésorerie liés au remboursement de la dette à long terme et à l'émission d'actions ordinaires.

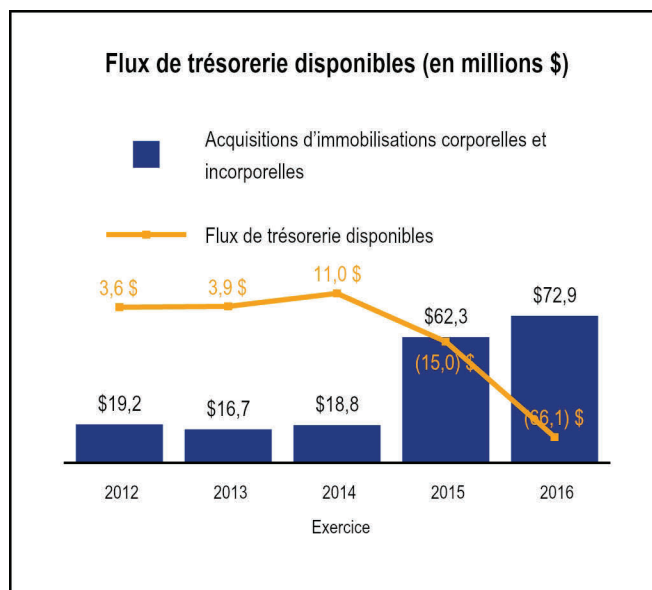
FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES ⁽¹⁾

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2016	2015	2016	2015
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation découlant des activités poursuivies	854 \$	16 545 \$	6 812 \$	47 302 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(2 889)	(32 374)	(67 898)	(59 688)
Augmentation d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	(1 032)	(990)	(5 018)	(2 643)
Flux de trésorerie disponibles ⁽¹⁾	(3 067) \$	(16 819) \$	(66 104) \$	(15 029) \$

⁽¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » de la section traitant des résultats d'exploitation pour la définition de cet indicateur.

Au cours de l'exercice, les flux de trésorerie disponibles de Héroux-Devtek ont diminué par rapport au précédent exercice en raison principalement d'une baisse des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, résultant des facteurs décrits à la rubrique intitulée « Activités d'exploitation » présentée plus haut dans la section « Évolution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie », de même qu'en raison d'une augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles en lien principalement avec le contrat des Boeing 777 et 777X.

Les investissements considérables effectués relativement à ces programmes ont entraîné une baisse importante des flux de trésorerie disponibles au cours des deux derniers exercices par rapport à celui qui les précédait; cependant, cette tendance devrait s'inverser avec le retour à un niveau plus normal des dépenses en immobilisations, et la direction s'attend à dégager des flux de trésorerie disponibles positifs pour l'exercice 2017.



BESOINS EN LIQUIDITÉS

Le tableau qui suit présente un résumé des obligations contractuelles de la Société au 31 mars 2016, y compris les versements payables au cours des cinq prochains exercices et les suivants :

Obligations contractuelles	Versements payables par période				
	Total	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Prêts des autorités gouvernementales	67 709 \$	3 223 \$	11 617 \$	15 635 \$	37 234 \$
Contrats de location-financement	24 899	3 887	8 078	7 778	5 156
Facilité de crédit ⁽¹⁾	74 757	1 357	73 400	—	—
	167 365	8 467	93 095	23 413	42 390
Engagements d'acquisition d'immobilisations corporelles	5 902	5 902	—	—	—
Contrats de location simple - Bâtiments et installations	14 236	1 556	2 721	2 004	7 955
Total des obligations contractuelles ⁽²⁾	187 503 \$	15 925 \$	95 816 \$	25 417 \$	50 345 \$

⁽¹⁾ La facilité de crédit vient à échéance le 16 mars 2019.

⁽²⁾ Excluant les obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies présentées à la rubrique intitulée « Régimes de retraite ».

SITUATION FINANCIÈRE

STRUCTURE DU CAPITAL

Les objectifs généraux de la direction de la Société, quant à sa gestion du capital, s'inscrivent dans la préservation de la capacité de la Société de poursuivre son exploitation et de fournir des avantages aux autres parties prenantes, et de procurer un rendement du capital investi adéquat à ses actionnaires en déterminant le prix de ses produits et services compte tenu du niveau de risque d'exploitation de la Société.

Ainsi, la Société détermine le montant du capital nécessaire compte tenu du niveau de risque. Cette structure de capital est ajustée en temps opportun en fonction des changements du contexte économique et des risques des actifs sous-jacents.

Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la Société peut, par exemple :

- émettre de nouvelles actions ordinaires;
- racheter des actions ordinaires;
- vendre certains actifs pour réduire l'endettement;
- rembourser du capital aux actionnaires.

Le ratio de la dette nette/capitaux propres, soit la dette nette divisée par les capitaux propres, joue un rôle déterminant dans la gestion et le suivi du capital de la Société.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, la Société a suivi la même stratégie de gestion du capital qu'à l'exercice précédent, c'est-à-dire celle de maintenir, en général, un ratio de la dette nette/capitaux propres suffisant, de manière à s'assurer d'avoir accès à un financement à coût raisonnable ou acceptable.

Le ratio de la dette nette/capitaux propres de la Société s'établissait comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2016	31 mars 2015
Tranche à court terme de la dette à long terme	6 334 \$	5 972 \$
Dette à long terme	139 950	106 955
Frais de financement différés, montant net	956	1 275
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	19 268	35 098
Dette nette	127 972 \$	79 104 \$
Capitaux propres	331 114	293 455
Ratio de la dette nette/capitaux propres	0,39:1	0,27:1

L'augmentation de la dette nette durant l'exercice est essentiellement attribuable au financement des investissements nécessaires à la réalisation du contrat portant sur les appareils Boeing 777 et 777X.

CAPITAL ÉMIS

Le capital-actions a évolué comme suit :

	Trimestre clos le 31 mars 2016		Exercice clos le 31 mars 2016	
	Nombre d'actions	Capital émis	Nombre d'actions	Capital émis
Solde d'ouverture	35 991 048	75 420 \$	35 949 445	75 304 \$
Actions émises au comptant à l'exercice d'options sur actions	3 400	44	5 800	71
Actions émises au comptant dans le cadre du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat	12 487	145	51 690	541
Solde de clôture	36 006 935	75 609 \$	36 006 935	75 916 \$

Au 24 mai 2016, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'élevait à 36 014 498.

Les options sur actions ont évolué comme suit :

	Trimestre clos le 31 mars 2016		Exercice clos le 31 mars 2016	
	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde d'ouverture	882 945	9,99 \$	747 346	9,84 \$
Attribuées	—	—	145 500	10,71
Exercées	(3 400)	2,31	(5 800)	2,19
Annulées / déchues	—	—	(7 501)	11,71
Solde de clôture	879 545	10,02 \$	879 545	10,02 \$

Au 31 mars 2016, 1 633 981 actions ordinaires étaient réservées pour émission éventuelle aux termes du régime d'options sur actions, comparativement à 1 639 781 au 31 mars 2015 et 151 003 actions ordinaires étaient réservées pour émission éventuelle aux termes du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat, comparativement à 202 693 au 31 mars 2015.

Au 24 mai 2016, le nombre d'options en circulation s'élevait à 879 545.

Pour de plus amples renseignements concernant le capital-actions émis et en circulation de la Société et les régimes de rémunération connexes, veuillez vous reporter à la note 21, *Capital émis*, afférente aux états financiers consolidés.

BILANS CONSOLIDÉS

Fonds de roulement

Le fonds de roulement de la Société s'établissait comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2016	31 mars 2015	Variation	
Actif à court terme	263 137 \$	255 943 \$	7 194 \$	2,8 %
Passif à court terme	112 658	146 227	(33 569)	(23,0)%
Fonds de roulement net	150 479 \$	109 716 \$	40 763 \$	37,2 %
Ratio du fonds de roulement	2,34	1,75		

L'augmentation de 7,2 millions de dollars de l'actif à court terme est principalement attribuable à :

- Une augmentation des stocks (15,8 millions de dollars) résultant essentiellement de l'accroissement de stocks liés au programme du Boeing 777;
- Une augmentation des instruments financiers dérivés (4,7 millions de dollars); et,
- Une augmentation des comptes clients (3,7 millions de dollars) découlant essentiellement d'un accroissement du niveau d'activité cette année comparativement au précédent exercice.

Ces facteurs positifs ont été en partie contrebalancés par une baisse de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (15,8 millions de dollars) comme il est expliqué en détail à la section traitant des flux de trésorerie et sources de financement.

La diminution de 33,6 millions de dollars du passif à court terme est principalement attribuable à :

- Une baisse nette des avances de clients (14,5 millions de dollars) à la suite de la constatation de revenus;
- Une baisse des provisions (5,2 millions de dollars), en raison principalement d'un paiement relatif au règlement d'un litige;
- Une baisse des comptes fournisseurs et charges à payer (4,9 millions de dollars) résultant essentiellement du calendrier de réception; et,
- Une baisse des comptes fournisseurs - autres et autres passifs (3,5 millions de dollars), découlant principalement d'une diminution des acquisitions de machinerie et d'équipement non encore payées.

Actif à long terme, passif à long terme et capitaux propres

Les actifs et les passifs à long terme de la Société s'établissent comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2016	31 mars 2015	Variation	
Actif à long terme	346 266 \$	319 510 \$	26 756 \$	8,4%
Passif à long terme	165 631	135 771	29 860	22,0%
Capitaux propres	331 114	293 455	37 659	12,8%

La hausse de 26,8 millions de dollars de l'actif à long terme est principalement attribuable à des augmentations des immobilisations corporelles (50,8 millions de dollars), en partie contrebalancées par une réduction du montant des dépôts versés pour de la machinerie et de l'équipement (23,1 millions de dollars), des éléments découlant en grande partie des investissements effectués dans des immobilisations corporelles liés au contrat des Boeing 777 et 777X.

La hausse de 29,9 millions de dollars du passif à long terme s'explique principalement par une augmentation de 33,0 millions de dollars de la dette à long terme. Cette augmentation est attribuable au prélèvement d'un montant supplémentaire sur la facilité de crédit (13,0 millions de dollars ou 10,0 millions de dollars US) et à un accroissement du montant net des obligations au titre de contrats de location-financement (16,4 millions de dollars), tous les deux en lien essentiellement avec le contrat des Boeing 777 et 777X.

L'augmentation des capitaux propres est principalement attribuable au résultat global de 36,2 millions de dollars, constitué principalement du résultat net de 26,6 millions de dollars et de l'incidence des fluctuations des taux de change de 9,7 millions de dollars incluse dans les autres éléments du résultat global. Se reporter aux états du résultat global des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2016.

RÉGIMES DE RETRAITE

La Société a des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui fournissent des prestations de retraite à ses employés. Dans le cas des régimes de retraite à prestations définies, les prestations de retraite sont fondées soit sur les années de service et un montant fixe, soit sur les années de services et le salaire moyen final, ou bien sur les modalités d'ententes individuelles.

Les obligations nettes au titre des prestations définies ont évolué comme suit au cours de l'exercice :

	2016	2015
Obligations nettes au titre des prestations définies, début de l'exercice	(9 275) \$	(6 697) \$
Pertes actuarielles nettes	(281)	(3 368)
Cotisations de l'employeur	2 672	2 415
Coût des services rendus	(1 377)	(1 094)
Intérêts sur les obligations nettes au titre des prestations définies	(297)	(239)
Autres	(112)	(292)
Obligations nettes au titre des prestations définies, clôture de l'exercice	(8 670)	(9 275)

La situation de capitalisation des régimes de retraite de la Société s'établissait comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2016	31 mars 2015
Valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies des régimes capitalisés	57 530 \$	57 380 \$
Juste valeur des actifs des régimes	51 385	51 200
Coefficient de capitalisation	89,3%	89,2%

La Société a versé des cotisations de 2,7 millions de dollars et 2,4 millions de dollars, respectivement, à ses régimes à prestations définies et à cotisations définies au cours de l'exercice 2016, et prévoit verser des cotisations respectives de 2,0 millions de dollars et 2,5 millions de dollars à ces mêmes régimes au cours de l'exercice 2017.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Héroux-Devtek a recours à des instruments financiers dérivés comme outils de gestion du risque afin d'atténuer certains risques de change, les risques liés aux taux d'intérêt ou d'autres risques de prix auxquels elle est exposée. La direction utilise ces instruments dérivés conformément aux lignes directrices prévues par la politique de gestion du risque de la Société. Veuillez consulter la rubrique intitulée « *Gestion du risque* » de la section « *Aperçu général* » pour obtenir plus de détails concernant les pratiques de Héroux-Devtek en matière de gestion du risque.

Au 31 mars 2016, ces instruments financiers dérivés s'établissaient comme suit :

Contrats de change à terme

Veuillez consulter la rubrique intitulée « *Opérations sur devises* » de la section « *Aperçu général* » pour obtenir des renseignements concernant l'exposition de la Société aux risques de change, de même que les instruments financiers dérivés utilisés pour en atténuer l'impact.

Ententes de swap de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt principalement à cause de son taux d'intérêt variable sur sa facilité de crédit à long terme (veuillez consulter la note 19 afférente aux états financiers consolidés). De plus, les fluctuations du taux d'intérêt pourraient également avoir une incidence sur les produits d'intérêts de la Société qui sont générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

La politique portant sur les taux d'intérêt de la Société exige de conserver une combinaison appropriée de dettes portant intérêt à des taux fixes et variables afin de réduire l'incidence nette des variations des taux d'intérêt. Par conséquent, la direction peut utiliser des dérivés afin de conserver un ratio de la dette portant intérêt à des taux fixes se situant entre 40 % et 70 % de la dette à long terme, compte non tenu des prêts des autorités gouvernementales.

Les swaps de taux d'intérêt suivants ont été utilisés à cette fin au cours des exercices 2016 et 2015 :

Montant nominal	Taux fixe	Mise en vigueur	Échéance
5 000 \$ US	1,65%	Mars 2014	Décembre 2018
10 000 \$ US	2,38%	Décembre 2015	Décembre 2018
10 000 \$ US	2,04%	Mars 2011	Décembre 2015

Les swaps de taux d'intérêt mentionnés ci-dessus excluent la marge bancaire additionnelle applicable (se reporter à la note 19 afférente aux états financiers consolidés). Les flux de trésorerie liés aux swaps de taux d'intérêt devraient survenir pendant les mêmes périodes au cours desquelles ils devraient influencer sur le résultat net.

Entente de swap sur actions

Le 22 juin 2015, la Société a conclu une entente de swap sur actions avec une institution financière afin de gérer le risque lié aux flux de trésorerie et de réduire l'effet sur ses résultats des fluctuations du cours de ses actions visées par les régimes de rémunération fondée sur les unités d'actions différées (« UAD ») et les unités d'actions liées au rendement (« UAR »).

Aux termes de cette entente, après règlement, la Société obtient un paiement pour toute plus-value du cours des actions, tandis qu'elle effectue un paiement à l'institution financière pour toute moins-value du cours des actions. L'incidence net de l'entente de swap sur actions neutralise en partie les fluctuations du cours des actions de la Société qui influent sur la valeur des UAD et UAR incluses dans les frais de vente et d'administration de la Société.

Au 31 mars 2016, l'entente de swap sur actions visait 150 000 actions ordinaires de la Société à un prix de 11,45 \$. Cette entente est un instrument dérivé qui ne fait pas partie d'une relation de couverture désignée et viendra à échéance en juin 2017.

PRINCIPALES ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES

La préparation des états financiers consolidés de la Société exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation des passifs éventuels à la date de clôture. L'incertitude à l'égard de ces hypothèses et estimations pourrait se traduire par la nécessité d'apporter des ajustements importants aux résultats financiers de la Société ou à la valeur comptable des actifs ou des passifs.

Les principales estimations et hypothèses sont les suivantes :

Perte de valeur des actifs non financiers

Il y a perte de valeur lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie («UGT») excède sa valeur recouvrable, soit le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente est fondé sur les données disponibles tirées d'accords de vente irrévocables d'actifs similaires signés à l'occasion d'une transaction dans des conditions de concurrence normale et sur les prix de marché observables moins les coûts marginaux imputables à la cession de l'actif. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur un modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie sont dérivés du budget et du plan stratégique de cinq ans de la Société et ne comprennent pas les activités de restructuration envers lesquelles la Société n'est pas encore engagée ni les importants investissements à venir qui pourraient améliorer le rendement de l'UGT qui fait l'objet du test. La valeur recouvrable est très sensible au taux d'actualisation utilisé dans le modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie, aux flux de trésorerie futurs attendus et au taux de croissance perpétuel utilisé aux fins de l'extrapolation. Les principales hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable des UGT, dont une analyse de sensibilité, sont expliquées plus en détail aux notes 8 et 15 afférentes aux états financiers consolidés.

Actifs d'impôt différé

Il existe des incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes ainsi qu'au montant et à l'échéancier du résultat fiscal futur. La Société constitue des provisions, fondées sur des estimations raisonnables, pour tenir compte des conséquences possibles des vérifications effectuées par les autorités fiscales. Le montant de ces provisions est fonction de différents facteurs, comme les antécédents découlant de vérifications fiscales et les divergences d'interprétation de la réglementation fiscale par l'entité imposable et l'administration fiscale.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les pertes fiscales non utilisées et les différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable que la Société disposera de résultats imposables auxquels ces pertes et différences temporaires déductibles pourront être imputées. La direction doit porter un jugement afin de déterminer les actifs d'impôt différé qui peuvent être comptabilisés, en fonction du moment probable où la Société disposera de résultats imposables futurs et du montant de ceux-ci ainsi que des stratégies de planification fiscale futures.

Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé à l'aide d'évaluations actuarielles. Il est nécessaire de formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, les hausses salariales futures et les taux de mortalité afin de procéder à l'évaluation actuarielle. La direction utilise les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de première qualité pour déterminer les taux d'actualisation appropriés. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à une incertitude importante. Les principales hypothèses utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations définies et la charge de retraite, y compris une analyse de sensibilité, sont présentées à la note 24 afférente aux états financiers consolidés.

Coûts de développement capitalisés

Les coûts de développement sont capitalisés conformément à la méthode comptable présentée à la note 3 afférente aux états financiers consolidés. Dans le cadre de la détermination des montants à capitaliser, la direction pose des hypothèses relatives aux flux de trésorerie attendus des actifs, aux taux d'actualisation à utiliser, à la durée attendue des avantages et aux quantités prévues aux contrats. Aux fins du test de dépréciation, la Société exerce son jugement pour recenser les entrées et sorties de trésorerie. La valeur recouvrable est fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de la vente, habituellement établie à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés. Les autres hypothèses utilisées pour établir la valeur recouvrable comprennent le taux d'actualisation applicable et les flux de trésorerie futurs attendus qui comprennent les coûts d'achèvement des activités de développement.

Provisions

La Société a comptabilisé des provisions afin de couvrir des coûts qui pourraient survenir au cours de périodes futures. Afin de déterminer le montant des provisions, des hypothèses et des estimations sont posées relativement aux taux d'actualisation et au coût attendu de règlement de ces passifs.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, font état des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que de la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur a été communiquée et a été divulguée adéquatement dans les documents intermédiaires et annuels d'information continue.

Au 31 mars 2016, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société, au sens défini dans le Règlement 52-109, a également été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures sont efficaces. Cette évaluation a tenu compte de la politique de communication de l'information de la Société et du fonctionnement de son comité de communication de l'information.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Au 31 mars 2016, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière, au sens défini dans le Règlement 52-109, a été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus de manière efficace pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers consolidés ont été dressés conformément aux IFRS.

Toutefois, un système de contrôle, peu importe la qualité de sa conception ou de sa mise en application, ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs qu'il vise sont atteints.

Changements apportés aux contrôles internes à l'égard de l'information financière

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016 ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir d'incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

MODIFICATIONS FUTURES DES MÉTHODES COMPTABLES

Les normes publiées, mais non encore en vigueur, susceptibles de s'appliquer à la Société sont les suivantes:

IFRS 9 - Instruments financiers

En juillet 2014, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a finalisé la révision en trois volets de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, en vue de remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*.

Le premier volet, classement et évaluation, établit une approche logique pour le classement des actifs financiers qui reflète les caractéristiques des flux de trésorerie et le modèle économique de l'actif détenu. Cette approche unique, fondée sur des principes, remplace les dispositions existantes axées sur des règles qui sont en général considérées comme trop complexes et difficiles à appliquer.

Le deuxième volet, dépréciation, présente un nouveau modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues selon lequel les pertes de crédit attendues devront être comptabilisées en temps opportun.

Le troisième volet, comptabilité de couverture, représente une refonte importante de la comptabilité de couverture qui aligne le traitement comptable avec les activités de gestion des risques, permettant aux entités de mieux rendre compte de ces activités dans leurs états financiers.

La Société doit appliquer cette norme de façon rétrospective pour son exercice commençant le 1^{er} avril 2018 et procède actuellement à l'évaluation de l'incidence de ces modifications.

IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2015, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Le principe de base de la nouvelle norme est qu'une société doit comptabiliser ses produits des activités ordinaires afin de refléter le transfert des biens ou des services aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que la société s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. La nouvelle norme se traduira également par une amélioration des informations à fournir sur les produits des activités ordinaires, elle fournira des lignes directrices à l'égard de transactions qui n'étaient pas antérieurement visées d'emblée (notamment, les produits des activités ordinaires tirés de la prestation de services et les modifications de contrats) et améliorera les dispositions d'application pour les contrats à éléments multiples.

La Société doit appliquer cette norme de façon rétrospective pour son exercice commençant le 1^{er} avril 2018 et procède actuellement à l'évaluation de l'incidence de ces modifications.

IFRS 16 - Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*. La nouvelle norme représente une révision importante de la façon dont une société comptabilise les contrats de location, elle établit les principes que doivent appliquer les deux parties à un contrat, soit le client (le preneur) et le fournisseur (le bailleur), afin de fournir l'information pertinente à propos des contrats de location de manière à représenter fidèlement ces transactions. Pour atteindre cet objectif, un preneur doit comptabiliser les actifs et les passifs découlant d'un contrat de location selon un modèle unique alors qu'auparavant, les contrats de location étaient classés comme des contrats de location-financement ou des contrats de location simple.

La Société doit appliquer cette norme de façon rétrospective pour son exercice commençant le 1^{er} avril 2019. La Société n'a pas encore procédé à l'évaluation de l'incidence de ces modifications.

DONNÉES FINANCIÈRES CHOISIES

Le tableau qui suit présente une sélection de données financières trimestrielles :

Exercice	2016				2015			
	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre
Ventes	117 496 \$	96 561 \$	94 518 \$	98 237 \$	106 054 \$	88 368 \$	84 086 \$	86 408 \$
Résultat opérationnel	13 334	9 794	8 684	5 971	(2 490)	(1 815)	4 974	5 892
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	13 334	9 794	8 684	7 451	10 730	6 711	5 737	6 243
BAIIA ⁽¹⁾	20 713	15 666	14 607	11 604	2 679	3 018	9 215	10 009
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	20 713	15 666	14 607	13 084	15 899	11 544	9 978	10 360
Résultat net	9 091	7 010	6 030	4 510	(1 640)	(1 909)	3 273	3 500
Résultat net ajusté ⁽¹⁾	9 091	7 010	6 030	5 519	7 456	4 361	3 839	3 756
<i>En dollars par action</i>								
Bénéfice (perte) par action - de base et dilué	0,25	0,19	0,17	0,13	(0,05)	(0,05)	0,09	0,11
Bénéfice par action ajusté ⁽¹⁾	0,25	0,19	0,17	0,15	0,21	0,12	0,11	0,12
<i>En millions d'actions</i>								
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation	36,2	36,2	36,1	36,0	36,1	36,0	36,0	31,9

⁽¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » de la section traitant des résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

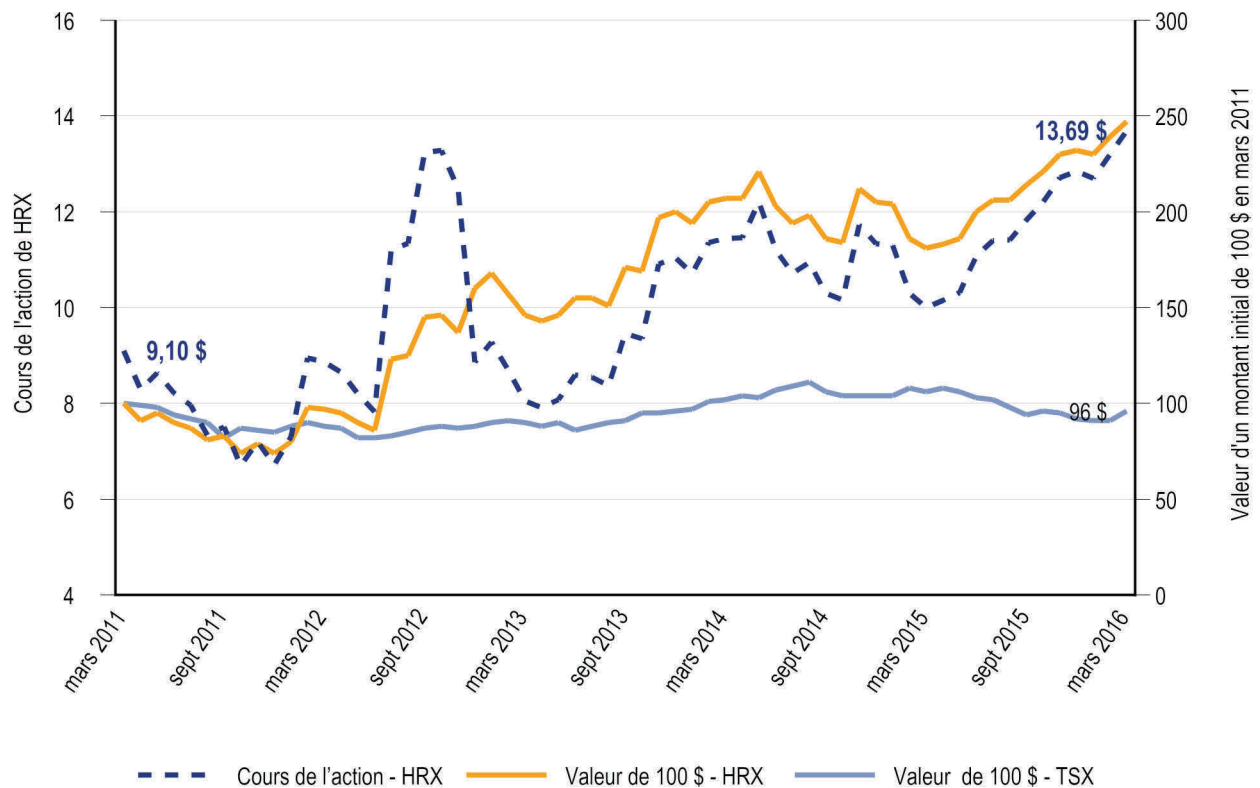
Le tableau qui suit présente une sélection de données financières pour les exercices clos les 31 mars :

	2016	2015	2014
Ventes	406 812 \$	364 916 \$	272 034 \$
BAIIA ⁽¹⁾	62 590	24 921	28 899
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	64 070	47 781	35 800
Résultat net	26 641	3 224	9 236
Résultat net ajusté ⁽¹⁾	27 650	19 412	15 258
Bénéfice par action (\$) - de base et dilué	0,74	0,09	0,29
Bénéfice par action ajusté ⁽¹⁾ (\$) - de base et dilué	0,77	0,55	0,48
Trésorerie et équivalents de trésorerie	19 268	35 098	47 347
Actif total	609 403	575 453	513 967
Passifs financiers à long terme ⁽²⁾	156 267	127 729	158 046

⁽¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » de la section traitant des résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

⁽²⁾ Représente la dette à long terme, y compris la tranche à court terme, les instruments financiers dérivés ainsi que les passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages complémentaires de retraite inclus dans les autres passifs.

Cours de l'action* - HRX et rendement du capital investi



*Note : Héroux-Devtek a versé un dividende spécial de 5,00 \$ par action aux actionnaires inscrits en décembre 2012.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET INFORMATION CONTINUE

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation a été approuvée par le comité d'audit et le conseil d'administration le 24 mai 2016. Des renseignements supplémentaires concernant la Société, notamment la notice annuelle, peuvent être consultés sur le site Web SEDAR à l'adresse www.sedar.com ou sur le site Web de la Société au www.herouxdevtek.com.



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2016

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de la direction	41
Rapport des auditeurs indépendants	42
États financiers consolidés	43
Notes aux états financiers consolidés	48
Note 1 Nature des activités et information sur la Société	48
Note 2 Base d'établissement	48
Note 3 Principales méthodes comptables	48
Note 4 Principales estimations et hypothèses comptables	57
Note 5 Aide gouvernementale	58
Note 6 Coût des ventes et frais de vente et d'administration	59
Note 7 Frais financiers	59
Note 8 Charges non récurrentes	59
Note 9 Bénéfice par action	60
Note 10 Stocks	60
Note 11 Instruments financiers dérivés	61
Note 12 Autres actifs à court terme	61
Note 13 Immobilisations corporelles	62
Note 14 Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	63
Note 15 Goodwill	64
Note 16 Comptes fournisseurs et charges à payer	65
Note 17 Comptes fournisseurs – autres et autres passifs	65
Note 18 Provisions	65
Note 19 Dette à long terme	66
Note 20 Autres passifs	67
Note 21 Capital émis	67
Note 22 Cumul des autres éléments du résultat global	70
Note 23 Impôt sur le résultat	70
Note 24 Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite	72
Note 25 Engagements	75
Note 26 Éventualités	76
Note 27 Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies	76
Note 28 Information géographique	76
Note 29 Rémunération des principaux dirigeants	77
Note 30 Instruments financiers	77
Note 31 Gestion des risques financiers	78
Note 32 Risque lié à la gestion du capital	81

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés et le rapport de gestion ci-joints de Héroux-Devtek Inc. (la «Société») et toute autre information contenue dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la direction et ont été examinés et approuvés par le conseil d'administration. Les états financiers ci-joints ont été dressés par la direction conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS»). Le rapport de gestion a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Les états financiers consolidés et le rapport de gestion renferment certains éléments fondés sur les meilleures estimations et jugements à l'égard de l'incidence prévue des événements et opérations actuels. La direction a établi ces éléments de manière raisonnable, afin d'assurer que les états financiers consolidés et le rapport de gestion donnent une image fidèle, à tous les égards importants. L'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel concorde avec celle des états financiers consolidés. Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans les présents états financiers consolidés sont libellés en dollars canadiens.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de Héroux-Devtek Inc. ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière («CIIF») et des contrôles et des procédures de communication de l'information («CPCI») pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que les états financiers consolidés ont été dressés, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS, et que l'information importante liée à la Société leur a été communiquée et a été présentée de façon appropriée dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion ci-joints. Le chef de la direction et le chef de la direction financière de Héroux-Devtek Inc. ont aussi évalué l'efficacité des CIIF et des CPCI à la fin de l'exercice 2016. En date du 31 mars 2016, la direction est d'avis que les CIIF et les CPCI fournissent une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les états financiers consolidés ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS et que l'information importante liée à la Société a été présentée adéquatement dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion. En outre, selon ces évaluations, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont établi qu'il n'existait aucune faiblesse importante des CIIF et des CPCI.

Conformément au Règlement 52-109, le chef de la direction et le chef de la direction financière de Héroux-Devtek Inc. ont fourni aux Autorités canadiennes en valeurs mobilières une attestation à l'égard des documents d'information annuels de Héroux-Devtek Inc., y compris les états financiers consolidés et le rapport de gestion.

Le conseil d'administration est chargé de veiller à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers consolidés et du rapport de gestion. Le conseil d'administration s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité d'audit. Le comité d'audit est nommé par le conseil d'administration, et tous ses membres sont des administrateurs indépendants possédant des compétences financières.

Le comité d'audit rencontre périodiquement la direction, ainsi que les auditeurs externes, afin d'examiner les états financiers consolidés, le rapport des auditeurs externes et le rapport de gestion, de discuter de questions d'audit et de questions de présentation de l'information financière, de discuter des CIIF et des CPCI, et de s'assurer que chaque partie s'acquitte adéquatement de ses responsabilités. En outre, le comité d'audit est chargé d'examiner la pertinence des conventions comptables ainsi que des estimations et jugements importants qui sous-tendent les états financiers consolidés dressés par la direction, d'examiner les honoraires versés aux auditeurs externes et de faire des recommandations au conseil d'administration à cet égard. Le comité d'audit fait part de ses constatations au conseil d'administration pour qu'il en soit tenu compte lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers consolidés et du rapport de gestion à l'intention des actionnaires.

Les états financiers consolidés ont été audités, au nom des actionnaires, par les auditeurs Ernst & Young, s.r.l./S.E.N.C.R.L., conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les auditeurs externes ont librement et pleinement accès au comité d'audit afin de discuter de leur audit et de questions connexes.



Gilles Labbé, FCPA, FCA
Président et chef de la direction



Stéphane Arsenault, CPA, CA
Chef de la direction financière

Le 24 mai 2016

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

AUX ACTIONNAIRES DE HÉROUX-DEVTEK INC.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Héroux-Devtek Inc., qui comprennent les bilans consolidés aux 31 mars 2016 et 2015, et les états des résultats consolidés, les états du résultat global consolidés, les états des variations des capitaux propres consolidés et les états des flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Héroux-Devtek Inc. aux 31 mars 2016 et 2015, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates conformément aux Normes internationales d'information financière.



Montréal (Québec)
Le 24 mai 2016

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A118111

BILANS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

Aux	Notes	31 mars 2016	31 mars 2015
Actif	19		
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		19 268 \$	35 098 \$
Comptes clients		75 241	71 511
Impôts à recevoir		3 553	3 771
Stocks	10	146 721	130 954
Instruments financiers dérivés	11	4 938	283
Autres actifs à court terme	12	13 416	14 326
		263 137	255 943
Immobilisations corporelles, montant net	5, 13	192 954	142 112
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	5, 8, 14	48 745	50 557
Dépôts – machinerie et équipement	5, 25	189	23 306
Instruments financiers dérivés	11	2 823	4
Actifs d'impôt différé	23	8 302	10 004
Goodwill	15	93 253	93 527
Total de l'actif		609 403 \$	575 453 \$
Passif et capitaux propres			
Passif à court terme			
Comptes fournisseurs et charges à payer	16	64 279 \$	69 182 \$
Comptes fournisseurs – autres et autres passifs	17	4 655	8 196
Provisions	18	21 003	26 241
Avances de clients		3 855	18 326
Facturations progressives		4 755	6 405
Impôts à payer		1 284	220
Instruments financiers dérivés	11	6 493	11 685
Tranche à court terme de la dette à long terme	19	6 334	5 972
		112 658	146 227
Dette à long terme	19	139 950	106 955
Provisions	18	5 990	5 967
Facturations progressives		216	347
Instruments financiers dérivés	11	1 313	5 527
Passifs d'impôt différé	23	5 357	3 331
Autres passifs	20	12 805	13 644
		278 289	281 998
Capitaux propres			
Capital émis	21	75 916	75 304
Surplus d'apport	21	3 283	2 403
Cumul des autres éléments du résultat global	22	18 788	9 056
Résultats non distribués		233 127	206 692
		331 114	293 455
		609 403 \$	575 453 \$

Engagements et éventualités (notes 25 et 26)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,



Louis Morin
Administrateur



Gilles Labbé
Administrateur

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Pour les exercices clos les 31 mars	Notes	2016	2015
Ventes		406 812 \$	364 916 \$
Coût des ventes	5, 6, 10	332 487	305 740
Marge brute		74 325	59 176
Frais de vente et d'administration	5, 6	35 062	29 755
Charges non récurrentes	8	1 480	22 860
Résultat opérationnel		37 783	6 561
Frais financiers	7	5 638	5 860
Résultat avant impôt sur le résultat		32 145	701
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	23	5 504	(2 523)
Résultat net		26 641 \$	3 224 \$
Bénéfice par action – de base et dilué	9	0,74 \$	0,09 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 mars	Notes	2016	2015
Autres éléments du résultat global :			
Éléments pouvant être reclassés en résultat net			
Gains découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	22	470 \$	12 065 \$
Couvertures de flux de trésorerie :			
Pertes sur évaluation des instruments financiers dérivés	22	(877)	(10 053)
Pertes nettes sur instruments financiers dérivés reclassés en résultat net		15 828	619
Impôt différé		(3 997)	2 517
		10 954	(6 917)
Pertes sur les couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger			
Impôt différé	22	(1 829)	(3 151)
		137	291
		(1 692)	(2 860)
Éléments qui ne sont jamais reclassés en résultat net			
Régimes de retraite à prestations définies :			
Pertes sur la réévaluation	24	(281)	(3 368)
Impôt différé		75	899
		(206)	(2 469)
Autres éléments du résultat global		9 526 \$	(181) \$
Résultat global			
Résultat net		26 641 \$	3 224 \$
Autres éléments du résultat global		9 526	(181)
Résultat global		36 167 \$	3 043 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Capital émis	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Capitaux propres
Solde au 31 mars 2015		75 304 \$	2 403 \$	9 056 \$	206 692 \$	293 455 \$
Actions ordinaires :	21					
Émises dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat		541	—	—	—	541
Émises dans le cadre du régime d'options sur actions		71	(59)	—	—	12
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	21	—	939	—	—	939
Résultat net		—	—	—	26 641	26 641
Autres éléments du résultat global		—	—	9 732	(206)	9 526
Solde au 31 mars 2016		75 916 \$	3 283 \$	18 788 \$	233 127 \$	331 114 \$

	Notes	Capital émis	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Capitaux propres
Solde au 31 mars 2014		26 187 \$	1 247 \$	6 768 \$	205 937 \$	240 139 \$
Actions ordinaires :	21					
Émises dans le cadre d'un appel public à l'épargne et de placements privés simultanés		48 428	—	—	—	48 428
Émises dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat		369	—	—	—	369
Émises dans le cadre du régime d'options sur actions		320	(136)	—	—	184
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	21	—	1 292	—	—	1 292
Résultat net		—	—	—	3 224	3 224
Autres éléments du résultat global		—	—	2 288	(2 469)	(181)
Solde au 31 mars 2015		75 304 \$	2 403 \$	9 056 \$	206 692 \$	293 455 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 mars	Notes	2016	2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie liés à ce qui suit :			
Activités d'exploitation			
Résultat net		26 641 \$	3 224 \$
Éléments hors trésorerie :			
Charge d'amortissement et dépréciation d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	8, 13, 14	24 807	26 316
Impôt différé	23	(96)	(5 101)
Gain à la vente d'immobilisations corporelles		(122)	(40)
Frais financiers hors trésorerie	7	3 245	3 656
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	21	939	1 292
Flux de trésorerie d'exploitation		55 414	29 347
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies	27	(48 602)	17 955
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation découlant des activités poursuivies		6 812	47 302
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation découlant des activités abandonnées		—	(1 082)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		6 812	46 220
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	13	(37 604)	(52 292)
Dépôts – machinerie et équipement		(10 119)	(10 438)
Augmentation d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	14	(5 018)	(2 643)
Produits tirés de la cession d'immobilisations corporelles		292	415
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(52 449)	(64 958)
Activités de financement			
Augmentation de la dette à long terme		35 679	22 873
Remboursement de la dette à long terme		(6 932)	(67 772)
Émission d'actions ordinaires	21	553	48 406
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		29 300	3 507
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		507	2 982
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice		(15 830)	(12 249)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		35 098	47 347
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		19 268 \$	35 098 \$
Intérêts et impôts pris en compte dans les activités d'exploitation :			
Intérêts payés		2 438 \$	2 411 \$
Intérêts reçus		45 \$	207 \$
Impôts payés au titre des activités poursuivies		4 321 \$	5 753 \$
Impôts payés au titre des activités abandonnées		— \$	507 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2016 et 2015

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

NOTE 1. NATURE DES ACTIVITÉS ET INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Héroux-Devtek Inc. est constituée en société en vertu des lois du Québec. Son siège social est situé au Complexe St-Charles, 1111, rue St-Charles Ouest, bureau 658, tour Est, Longueuil (Québec) Canada. Héroux-Devtek Inc. et ses filiales (la « Société ») se spécialisent dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation, l'entretien et la révision de trains d'atterrissage, d'actionneurs hydrauliques des commandes de vol et de composantes critiques d'avions. Cela comprend également la fabrication de boîtiers pour systèmes électroniques, d'échangeurs de chaleur et de cabinets pour des systèmes de radar aéroporté, de systèmes électro-optiques et de commandes moteurs des avions dans le cadre de ses activités de Magtron ainsi que de filtres pour fluides dans le cadre de ses activités de Bolton.

La Société exerce ses activités dans un secteur d'exploitation, soit le secteur de l'Aérospatiale.

NOTE 2. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour ce qui est de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des instruments financiers dérivés, qui ont été évalués à la juste valeur.

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration de la Société le 24 mai 2016.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Héroux-Devtek Inc. et de ses filiales, toutes en propriété exclusive. Les principales filiales en propriété exclusive de la Société comprises dans les présents états financiers consolidés sont les suivantes :

Nom	Emplacement géographique
Devtek Aerospace Inc.	Canada
HDI Landing Gear USA Inc.	États-Unis
APPH Limited	Royaume-Uni

Les filiales sont consolidées à partir de la date d'acquisition, c'est-à-dire la date de prise de contrôle par la Société, et continuent d'être consolidées jusqu'à la date de cessation de ce contrôle. Les états financiers des filiales sont préparés pour la même période de présentation de l'information financière que celle de Héroux-Devtek Inc., selon des méthodes comptables uniformes.

Toutes les transactions intersociétés et tous les soldes de comptes intersociétés sont complètement éliminés.

NOTE 3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

A. Devises

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens. Chaque entité de la Société comptabilise les transactions dans sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers consolidés de chaque entité sont évalués au moyen de cette monnaie.

La monnaie fonctionnelle de Héroux-Devtek Inc. et de ses activités au Canada est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle des établissements américains est le dollar américain, et celle des établissements au Royaume-Uni, la livre sterling. La monnaie fonctionnelle d'une entité est déterminée en fonction de l'environnement économique principal dans lequel cette dernière exerce ses activités.

Conversion des transactions et des soldes de comptes

Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date de clôture. Toutes les différences sont incluses dans les états des résultats consolidés.

Les éléments non monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change à la date des transactions.

Conversion des états financiers des établissements à l'étranger

Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger sont convertis en dollars canadiens au taux de change à la date de clôture, et les états des résultats sont convertis au taux de change moyen pour l'exercice. Les différences découlant de la conversion sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et demeurent dans le cumul des autres éléments du résultat global jusqu'à la vente des investissements nets connexes, pour être ensuite comptabilisées dans les états des résultats consolidés.

B. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse.

C. Stocks

Les stocks comprennent les matières premières, la main-d'œuvre directe et les coûts indirects de fabrication connexes.

Les stocks comprennent les matières premières, les produits en cours de fabrication et les produits finis, lesquels sont évalués au moindre du coût (méthode du coût unitaire, à l'exception de certaines matières premières évaluées selon la méthode du coût moyen pondéré) et de la valeur nette de réalisation.

La méthode du coût unitaire est la méthode de coût selon laquelle les coûts de production réels sont imputés à chaque unité produite et comptabilisés dans les états des résultats consolidés à mesure que les unités sont livrées. Les estimations de la valeur nette de réalisation sont fondées sur les données les plus fiables disponibles quant au montant des stocks que la Société prévoit réaliser. Ces estimations tiennent compte des fluctuations de prix ou de coût liées directement à des événements survenant après la date de clôture dans la mesure où de tels événements confirment des conditions existantes à la date de clôture.

D. Immobilisations corporelles

Actifs acquis

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant (voir le point H). Ces coûts peuvent comprendre le coût de remplacement d'une partie importante d'une immobilisation corporelle et, dans cette situation, la valeur comptable de la partie remplacée est décomptabilisée. Les coûts comprennent également des coûts d'emprunt directement imputables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif admissible (voir le point F).

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif comme suit :

- Bâtiments et améliorations locatives – 5 à 50 ans
- Machinerie et équipement – 3 à 25 ans
- Outillage utilisé pour des contrats précis – selon les quantités préétablies dans le contrat, sans toutefois dépasser la moindre des deux valeurs suivantes : dix ans ou la durée d'utilité. Les quantités prévues au contrat sont évaluées au début du stade de production, en tenant compte notamment des commandes fermes et des options. La direction de la Société mène des examens trimestriels et annuels des quantités déterminées par contrat.
- Pièces d'outillage standard et générales – 5 ans
- Matériel roulant – 3 à 10 ans
- Matériel informatique et de bureau – 3 à 5 ans

Un élément des immobilisations corporelles est décomptabilisé à la cession ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa cession. Le gain ou la perte lié à la décomptabilisation de l'actif (calculé comme la différence entre le produit net de la cession et la valeur comptable nette de l'actif) est inclus dans l'état des résultats consolidé de l'exercice au cours duquel l'actif est décomptabilisé. La valeur résiduelle, la durée d'utilité et la méthode d'amortissement de l'actif sont révisées et ajustées annuellement en fin d'exercice, ou lorsque certaines circonstances le justifient. La valeur actuelle du coût prévu du démantèlement de l'actif après son utilisation est comprise dans le coût de l'actif respectif si les critères de comptabilisation d'une provision sont respectés. Voir le point L de la présente note et la note 4, *Principales estimations et hypothèses comptables*, pour de plus amples informations sur la provision au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

Actifs loués

Pour déterminer si un accord est un contrat de location ou contient un tel contrat, il faut se fonder sur la substance de l'accord à la date d'entrée en vigueur et établir si l'exécution de l'accord dépend de l'utilisation d'un ou de plusieurs actifs déterminés ou si l'accord confère le droit d'utiliser l'actif.

Les contrats de location aux termes desquels la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété est transférée à la Société sont considérés comme des contrats de location-financement. Un contrat de location-financement est capitalisé à la date de prise d'effet du contrat à la juste valeur du bien loué ou, si elle est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, calculée selon le taux d'intérêt implicite du contrat de location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre les charges d'intérêts et la réduction de l'obligation liée au contrat de location. Les charges d'intérêts sont comptabilisées dans les états des résultats consolidés. Les actifs loués capitalisés sont comptabilisés dans les catégories d'immobilisations corporelles correspondant à leur nature. Les actifs loués capitalisés sont amortis sur la durée d'utilité estimée de l'actif ou sur la durée du contrat de location, selon la plus courte des deux, s'il n'y a pas de certitude raisonnable que la Société deviendra propriétaire des actifs avant l'expiration du contrat de location.

Les contrats de location aux termes desquels la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété n'est pas transférée à la Société sont considérés comme des contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges lorsqu'ils surviennent.

E. Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée

Les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée comprennent les coûts de développement capitalisés, les relations clients et les contrats ainsi que les logiciels. Ils sont évalués au coût à leur comptabilisation initiale. Le coût des actifs incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur à la date d'acquisition. Suivant la comptabilisation initiale, ils sont inscrits au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant.

Les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée sont amortis sur leur durée d'utilité et soumis à un test de dépréciation lorsqu'il existe un indice que l'actif incorporel pourrait être déprécié. La période et la méthode d'amortissement des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée sont passées en revue chaque fin d'exercice ou lorsque des circonstances particulières le justifient. Tout changement apporté à la durée d'utilité prévue ou au modèle prévu de consommation des avantages économiques futurs associés aux actifs incorporels à durée d'utilité déterminée est comptabilisé comme un changement d'estimation comptable.

Le gain ou la perte découlant de la décomptabilisation d'un actif incorporel correspond à la différence entre le produit net de la cession et la valeur comptable nette de l'actif, et est comptabilisé dans l'état des résultats consolidé.

Coûts de développement

Les coûts de développement liés à un contrat de vente en particulier sont capitalisés à titre d'actifs incorporels lorsque la Société peut démontrer :

- la faisabilité de l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- son intention d'achever l'actif incorporel et de le mettre en service ou de le vendre;
- sa capacité à mettre en service ou à vendre l'actif;
- la façon dont l'actif générera des avantages économiques futurs;
- la disponibilité des ressources pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'actif incorporel;
- sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement.

Les coûts de développement capitalisés (coûts de conception et de fabrication et autres coûts connexes) liés aux contrats de vente sont amortis en fonction des quantités prévues préétablies destinées à la vente. Ils sont présentés déduction faite de l'aide gouvernementale et des contributions des clients connexes.

Les quantités prévues destinées à la vente sont établies selon l'évaluation par la direction au début de la production pour chaque contrat, en tenant compte, entre autres facteurs, des commandes fermes et des options existantes. La direction de la Société mène des examens trimestriels ainsi qu'un examen annuel détaillé, au quatrième trimestre, des quantités établies par contrat, des coûts de développement capitalisés liés aux contrats et de la recouvrabilité de ces coûts.

Suivant la comptabilisation initiale des coûts de développement capitalisés à titre d'actif, l'actif est comptabilisé au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant. L'amortissement commence lorsque le développement est terminé et que l'actif est prêt à être utilisé. Habituellement, la phase de développement s'étend sur une période de 4 à 7 ans. Durant la période de développement, l'actif est soumis à un test de dépréciation annuel.

Relations clients et contrats

Les relations clients et les contrats sont amortis en fonction des ventes sur les durées des relations clients et des ventes sur contrats estimatives connexes, ce qui représente une période d'au plus 15 ans.

Logiciels

Les logiciels sont amortis sur une période de 3 à 5 ans.

F. Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges lorsqu'ils surviennent, sauf lorsqu'ils sont capitalisés à même le coût d'un actif admissible. Les coûts d'emprunt sont capitalisés lorsque la Société :

- engage des dépenses pour l'actif;
- engage des coûts d'emprunt;
- entreprend des activités indispensables à la préparation de l'actif préalablement à son utilisation ou à sa vente prévue, dans la mesure où ces activités sont menées sur une période dépassant le cycle opérationnel normal de la Société (12 mois).

Par contre, la Société cesse de capitaliser les coûts d'emprunt lorsque la quasi-totalité des activités indispensables à la préparation de l'actif admissible préalablement à son utilisation ou à sa vente prévue sont terminées.

G. Regroupement d'entreprises et goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Le coût d'acquisition d'une entreprise correspond à la juste valeur des actifs cédés, des instruments de capitaux propres émis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition. Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels pris en charge sont initialement évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. Les frais liés à l'acquisition associés aux regroupements d'entreprises sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Après la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué au coût moins les pertes de valeur cumulées, le cas échéant. Aux fins du test de dépréciation, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est, à partir de la date d'acquisition, affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie («UGT») de la Société ou à chacun des groupes d'UGT qui devraient bénéficier des synergies du regroupement, indépendamment du fait que d'autres actifs ou passifs de l'entreprise acquise sont attribués à ces unités. Une UGT est le plus petit groupe d'actifs identifiable qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Lorsque le goodwill fait partie d'une UGT et que l'entité cède une partie de l'entreprise au sein de cette unité, le goodwill associé à l'entreprise cédée est inclus dans la valeur comptable de cette entreprise aux fins du calcul du gain ou de la perte lié à la cession de l'entreprise. Le goodwill cédé dans de telles circonstances est évalué en fonction des valeurs relatives de l'entreprise cédée et de la partie de l'UGT conservée.

H. Dépréciation du goodwill et des autres actifs non financiers

Le goodwill est soumis annuellement à un test de dépréciation le 31 mars ou lorsque des circonstances particulières le justifient. Un test de dépréciation de l'exercice précédent peut être utilisé dans le test de dépréciation annuel lorsque des critères précis sont respectés. La dépréciation est établie en évaluant la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle se rapporte le goodwill. La valeur recouvrable d'une UGT est le montant le plus élevé entre la juste valeur d'une UGT diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La Société utilise la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie pour estimer la valeur d'utilité, qui consiste en des flux de trésorerie futurs dérivés du plus récent budget et du plan stratégique, qui couvrent une période de cinq ans, approuvés par la direction et le conseil d'administration de la Société. Ces flux de trésorerie futurs tiennent compte du rendement passé de chaque UGT, de la part de marché et des tendances économiques, des tendances du marché et de l'industrie, ainsi que des stratégies de l'entreprise. Un taux de croissance perpétuel est utilisé pour les flux de trésorerie au-delà de cette période de cinq ans. Le taux de croissance perpétuel est établi en fonction des marchés particuliers auxquels les UGT participent. Le taux d'actualisation utilisé par la Société pour les flux de trésorerie est un taux avant impôt reposant sur le coût moyen pondéré du capital se rapportant à chaque UGT, qui reflète l'évaluation actuelle, par le marché, i) de la valeur temps de l'argent et ii) des risques propres à l'actif. Lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est comptabilisée. Les pertes de valeur liées au goodwill ne peuvent être reprises dans des périodes futures.

Pour les actifs non financiers autres que le goodwill, la Société évalue à chaque date de clôture s'il existe un indice que la valeur comptable pourrait être dépréciée. S'il existe un tel indice, la Société estime le montant recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est le montant le plus élevé entre la juste valeur d'un actif diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité, et est établie pour un actif en particulier, à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Si l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs, la valeur recouvrable est établie par référence à la valeur d'utilité de l'UGT. Lorsque la valeur comptable d'un actif dépasse sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle selon un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les évaluations actuelles, par le marché, de la valeur temps de l'argent et des risques propres à l'actif. Pour calculer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, un modèle d'évaluation approprié est utilisé. Ces calculs sont corroborés par des multiples d'évaluation ou d'autres indicateurs disponibles de la juste valeur.

En ce qui concerne les actifs non financiers autres que le goodwill, une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise si la valeur recouvrable estimée a changé depuis la comptabilisation de la dernière perte de valeur. Cette valeur accrue ne peut dépasser la valeur comptable qui aurait été établie, déduction faite de l'amortissement cumulé, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif dans les exercices antérieurs. Cette reprise est comptabilisée dans l'état des résultats consolidé.

I. Actifs financiers

Comptabilisation initiale

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net («JVBRN»), des prêts et créances («P&C») ou des instruments de couverture efficaces («couvertures»).

Lorsque des actifs financiers sont comptabilisés initialement, ils sont évalués à la juste valeur, plus les coûts de transaction directement attribuables dans le cas d'un actif financier autre qu'à la JVBRN. Les achats et les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de la transaction, soit la date à laquelle la Société s'engage à acheter ou à vendre les actifs.

JVBRN

Les actifs financiers à la JVBRN sont acquis dans le but d'être vendus à brève échéance. Ils comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les instruments financiers dérivés, sauf ceux qui sont désignés comme couvertures. Les actifs financiers à la JVBRN sont comptabilisés à la juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés. La Société détermine si les instruments financiers dérivés incorporés doivent être séparés de leur contrat hôte au moment où elle devient partie au contrat.

P&C

Les P&C sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les P&C comprennent principalement les comptes clients. Les P&C sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les gains et les pertes sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés. Lorsqu'il existe une preuve objective que les P&C ont subi une perte de valeur (comme la probabilité d'une insolvabilité ou d'importantes difficultés financières du débiteur), la valeur de la perte correspond à l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés actualisée au taux d'intérêt effectif de l'actif financier (c.-à-d. le taux d'intérêt effectif calculé à la comptabilisation initiale). La valeur comptable de l'actif est réduite au moyen d'une provision pour créances douteuses, et la perte est comptabilisée dans l'état des résultats consolidé.

Si, dans une période ultérieure, le montant de la perte de valeur diminue et que cette diminution peut être liée objectivement à un événement survenu après la comptabilisation de la perte de valeur, la perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise en ajustant la provision pour créances douteuses. Toute reprise ultérieure d'une perte de valeur est comptabilisée dans l'état des résultats consolidé.

Couvertures

Les couvertures comprennent des contrats de change à terme et des swaps de taux d'intérêt. Elles sont comptabilisées à la juste valeur. La variation de la juste valeur de la partie efficace des couvertures est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans l'état des résultats consolidé.

La Société évalue à chaque date de clôture si un actif financier a subi une perte de valeur.

J. Passifs financiers

Passifs à la juste valeur

Les passifs financiers classés comme des passifs financiers à la JVBRN comprennent des instruments financiers dérivés, sauf ceux qui sont désignés comme couvertures. Ils sont comptabilisés à la juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés. Les gains et pertes sur les couvertures sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Autres passifs financiers

Les dettes et les comptes fournisseurs et charges à payer sont initialement comptabilisés à la juste valeur, moins les coûts de transaction directement attribuables, lorsqu'ils n'ont pas été désignés à la JVBRN.

Ils sont ultérieurement évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Décomptabilisation des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation sous-jacente au passif est acquittée, annulée ou a pris fin.

K. Instruments financiers dérivés et couvertures

Instruments financiers dérivés

La Société utilise des instruments financiers dérivés, comme les contrats de change à terme, les swaps de taux d'intérêt et les swaps sur actions, pour couvrir ses risques associés aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt et aux autres fluctuations de prix. Ces instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date à laquelle un contrat dérivé est passé. Ils sont ultérieurement évalués à la juste valeur. Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à titre d'actifs financiers lorsque la juste valeur est positive, et à titre de passifs financiers lorsqu'elle est négative.

Couvertures de flux de trésorerie

Aux fins de la comptabilité de couverture, toutes les couvertures sont classées comme couvertures de flux de trésorerie sauf en ce qui concerne les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger (voir ci-dessous). La couverture de l'exposition liée à la variabilité des flux de trésorerie est attribuable à un risque associé à un passif comptabilisé ou à une transaction en devises prévue très probable.

Au moment de la mise en place d'une relation de couverture, la Société désigne et consigne officiellement la relation de couverture à laquelle elle souhaite appliquer la comptabilité de couverture ainsi que l'objectif et la stratégie de gestion du risque qui sous-tendent la couverture. Cela comprend l'identification de l'instrument de couverture, de la transaction couverte ou de l'élément couvert, de la nature du risque couvert et de la façon dont l'entité appréciera l'efficacité de la couverture. Ces couvertures devraient être hautement efficaces pour compenser les variations des flux de trésorerie et sont appréciées trimestriellement afin d'établir si elles ont effectivement été hautement efficaces tout au long des périodes désignées.

La variation de la juste valeur de la partie efficace des couvertures est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans l'état des résultats consolidé. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés dans les états des résultats consolidés lorsque la transaction couverte a une incidence sur le résultat, comme c'est le cas lorsque le produit financier couvert ou les frais financiers couverts sont comptabilisés ou lorsqu'une vente prévue se réalise. S'il n'est plus probable que la transaction prévue ou l'engagement ferme se réalise, les montants antérieurement comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global sont reclassés dans les états des résultats consolidés.

Couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger

La Société désigne une partie de la dette à long terme à titre de couverture de ses investissements nets dans des établissements à l'étranger. La partie des gains ou pertes sur l'élément de couverture qui est considérée comme une couverture efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans les états des résultats consolidés. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés dans les états des résultats consolidés à la cession des investissements nets connexes.

L. Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) 1) résultant d'un événement passé, 2) lorsqu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et 3) lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge liée à toute provision est comptabilisée dans l'état des résultats consolidé, diminuée de tout remboursement.

Si la date prévue de règlement dépasse 12 mois à partir de la date de comptabilisation, les provisions sont actualisées à l'aide d'un taux courant avant impôt qui reflète les risques propres au passif. Lorsque les provisions sont actualisées, leur actualisation attribuable à l'écoulement du temps est comptabilisée en tant que frais financiers. Les provisions sont examinées périodiquement et ajustées au besoin.

Contrats déficitaires

Ils représentent des marges négatives anticipées sur des contrats en cours ou dans le carnet de commandes (bons de commande fermes des clients).

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Société constituent essentiellement des coûts de remise en état liés à l'un des sites de fabrication au Canada. La valeur actuelle de ces obligations est évaluée au cours de l'exercice pendant lequel les coûts sont identifiés et lorsqu'il est possible de faire une estimation raisonnable de leur valeur actuelle. La valeur actuelle des obligations correspond à la somme des flux de trésorerie futurs estimatifs actualisés liés aux coûts afférents aux obligations juridiques relatives à la remise en état future. Les coûts de mise hors service d'immobilisations sont capitalisés au titre des immobilisations corporelles et amortis sur leur durée d'utilité. La charge au titre de la désactualisation est comptabilisée dans les états des résultats consolidés à titre de frais financiers à mesure qu'elle survient. Les coûts de démantèlement futurs estimatifs sont passés en revue chaque année et ajustés au besoin. Les variations des coûts futurs estimatifs ou du taux d'actualisation appliqué sont comptabilisées dans l'état des résultats consolidé lorsqu'elles surviennent.

Garantie liée aux produits

Cette provision couvre le coût des défauts connus ou prévus des produits selon les modalités de garantie.

Litiges et autres

En raison de la nature de ses activités, dont l'achat ou la vente d'entreprises, la Société est exposée au risque de litiges techniques et commerciaux. Selon l'information dont elle disposait à la date de clôture, la Société a effectué un examen des risques financiers auxquels elle pourrait être exposée. La provision comptabilisée couvre les risques liés à ces litiges.

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque la Société a mis en œuvre un plan de restructuration détaillé qui a été communiqué de façon suffisamment détaillée pour créer une obligation implicite. Une provision pour restructuration ne comprend que les coûts directement liés au plan de restructuration, et est mesurée selon la meilleure estimation du montant requis pour régler les obligations de la Société.

M. Facturations progressives

Les facturations progressives représentent les montants reçus des clients en contrepartie des coûts engagés à l'égard de contrats précis. Ces montants sont reclassés dans les ventes au moment où les unités connexes sont livrées et facturées aux clients.

N. Frais de financement différés

Les frais de financement différés liés à la dette à long terme sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur une période de cinq ans, ce qui représente la durée de la dette à long terme connexe.

O. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

La Société a des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui fournissent des prestations de retraite à ses employés. Le coût des services rendus au cours de l'exercice et des services passés liés à ces régimes de retraite est comptabilisé dans le coût des ventes et les frais de vente et d'administration au poste «Charges du personnel» dans l'état des résultats consolidé, tandis que les frais d'administration liés à ces régimes de retraite sont inclus dans les frais de vente et d'administration. Les produits d'intérêts ou les charges d'intérêts nets sur le surplus ou le déficit net sont comptabilisés dans les frais financiers.

L'évaluation actuarielle des obligations au titre des prestations définies est fondée sur la méthode des unités de crédit projetées, qui fait appel à la meilleure estimation de la direction concernant l'évolution future des niveaux de salaire, le cas échéant, l'augmentation des autres coûts, l'âge de départ à la retraite des employés, les taux d'actualisation et d'autres facteurs actuariels.

Les passifs au titre des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages complémentaires de retraite compris dans les autres passifs aux bilans consolidés représentent la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies, moins la juste valeur des actifs des régimes.

Les gains actuariels ou les pertes actuarielles résultent de la différence entre le rendement réel des actifs des régimes pour une période et les produits d'intérêts pour cette période ainsi que de modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour calculer les obligations au titre des prestations définies. Les gains actuariels et les pertes actuarielles sont immédiatement comptabilisés en totalité hors de l'état des résultats consolidé, dans les autres éléments du résultat global.

Les coûts des services passés découlant des modifications apportées aux régimes sont comptabilisés en totalité dans l'état des résultats

P. Rémunération fondée sur des actions

Régime d'option sur actions

La Société offre un régime d'options sur actions en vertu duquel des options visant l'achat d'actions ordinaires sont émises en faveur des dirigeants et employés clés. La Société utilise un modèle binomial pour déterminer, au moment de l'attribution, la juste valeur des options sur actions, laquelle est amortie par imputation aux résultats au cours de la période d'acquisition à l'aide du mode d'amortissement graduel. La charge de rémunération connexe est incluse dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée dans le surplus d'apport.

Régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat

La Société offre un régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat qui permet aux membres clés de la direction de souscrire, au moyen de retenues salariales, lesquelles ne peuvent excéder 10 % de leur salaire annuel de base, un certain nombre d'actions ordinaires émises par la Société. Le prix de souscription des actions ordinaires représente 90 % du cours de clôture moyen (fondé sur les cinq jours précédents) de l'action ordinaire de la Société à la Bourse de Toronto («TSE»). Les actions ordinaires ainsi émises sont comptabilisées dans le capital émis. En outre, la Société verse un montant égal à 50 % des cotisations des employés sous forme d'actions ordinaires additionnelles acquises à la TSE au cours du marché. La cotisation de la Société ne peut excéder 4 % du salaire de base annuel des employés. Les actions ordinaires achetées par la Société au nom des employés sont comptabilisées dans les frais de vente et d'administration.

Régime d'unités d'action différées («UAD»)

La Société offre un régime d'UAD en vertu duquel des droits sont attribués aux administrateurs non salariés. Ce régime permet aux participants de recevoir une rémunération à la fin de leur mandat, à titre de membres du conseil d'administration, qui représente un montant en numéraire égal à une fois le cours des actions ordinaires de la Société pour chaque UAD.

Ces UAD sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées, leur valeur correspond à celle des actions sous-jacentes et est réévaluée chaque période de présentation de l'information financière. Chaque administrateur peut également choisir, à chaque exercice, de convertir jusqu'à concurrence de 100 % de ses honoraires annuels d'administrateur en UAD. Les droits afférents à ces UAD sont acquis sur une période d'un an. La charge de rémunération y étant rattachée est incluse dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée dans les comptes fournisseurs et charges à payer jusqu'à l'exercice et au paiement des UAD à la fin du mandat de chacun des administrateurs.

Régime d'unités d'actions liées au rendement («UAR»)

La Société offre un régime d'UAR dans le cadre du régime de rémunération incitative à l'intention des dirigeants et des employés clés. Les UAR sont acquises sur une période de trois ans. Les UAR permettent aux participants de recevoir une rémunération à la date d'expiration ou de cessation d'emploi qui représente un montant en numéraire égal au cours des actions ordinaires de la Société pour chaque UAR dont les droits sont acquis, sous réserve de l'atteinte de certaines cibles financières.

Les UAR sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées, leur valeur correspond à celle des actions sous-jacentes et est réévaluée chaque période de présentation de l'information financière. La charge de rémunération y étant rattachée est incluse dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée dans les comptes fournisseurs et charges à payer jusqu'au paiement ou à l'annulation des UAR à la date d'expiration ou de cessation d'emploi.

Q. Comptabilisation des produits

Les produits sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que les avantages économiques iront à la Société et qu'ils peuvent être évalués de façon fiable. Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue, compte non tenu des droits et des taxes de vente. La comptabilisation des produits est également assujettie aux critères suivants :

Vente de biens

Les produits des activités ordinaires tirés de la vente de biens, qui comprennent les travaux d'entretien et de remise à neuf, sont comptabilisés lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur, le prix de la vente est déterminable et le recouvrement est raisonnablement assuré. En général, ces conditions sont satisfaites à la livraison des biens.

R. Aide gouvernementale

L'aide gouvernementale, qui comprend principalement les crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt, les subventions ainsi que la portion actualisée des prêts des autorités gouvernementales, est comptabilisée lorsqu'il y a une assurance raisonnable qu'elle sera reçue et que toutes les conditions connexes seront respectées. Lorsque l'aide gouvernementale est liée à un élément de charge, elle est comptabilisée en tant que réduction de la charge au cours de la période nécessaire pour faire correspondre systématiquement l'aide gouvernementale aux coûts qu'elle est censée subventionner. Lorsque l'aide gouvernementale est liée à un actif, elle est déduite du coût de l'actif connexe.

Les prêts non remboursables sous conditions des autorités gouvernementales sont comptabilisés à titre d'aide gouvernementale s'il existe une assurance raisonnable que l'entité remplira les conditions relatives à la dispense de remboursement du prêt.

Les avantages découlant des prêts consentis par des autorités gouvernementales assortis d'un taux d'intérêt inférieur à celui du marché correspondent, à la date d'octroi, à la différence entre la trésorerie reçue et le montant auquel les prêts sont initialement comptabilisés dans le bilan consolidé. À la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un prêt à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché est estimée être la valeur actuelle de tous les décaissements futurs de trésorerie, actualisée à l'aide du taux d'intérêt du marché en vigueur pour un instrument similaire ayant une notation semblable.

S. Impôt sur le résultat

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible sont évalués au montant que l'on s'attend à payer aux administrations fiscales ou à recouvrer de celles-ci en utilisant les taux d'impôt et les réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt exigible se rapportant à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les états des résultats consolidés ou l'état du résultat global consolidé.

Impôt différé

L'impôt différé est calculé selon la méthode du report variable pour les différences temporaires existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable aux fins de présentation de l'information financière. Des actifs et des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires déductibles et imposables, sauf :

- lorsque l'actif ou le passif d'impôt différé découle de la comptabilisation initiale du goodwill ou d'un actif ou passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'a d'incidence ni sur le résultat comptable ni sur le résultat imposable;
- en ce qui concerne les différences temporaires imposables liées à des participations dans des filiales, lorsque la Société est en mesure de contrôler la date à laquelle les différences temporaires se résorberont et qu'il est probable que les différences temporaires ne se résorberont pas dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les autres différences temporaires déductibles, les crédits d'impôt reportés en avant ou inutilisés et les pertes fiscales inutilisées, dans la mesure où il est probable qu'un résultat imposable sera réalisé, contre lequel la Société pourra appliquer les différences temporaires déductibles, les crédits d'impôt reportés en avant ou inutilisés et les pertes fiscales inutilisées. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est examinée à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un résultat imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de la totalité ou d'une partie de l'actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont réévalués à chaque date de clôture. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif est réalisé ou le passif réglé, selon les taux d'impôt et les réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt différé associé à des éléments qui ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé directement dans les capitaux propres et non dans les états des résultats consolidés ou les états du résultat global consolidés. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôt exigible contre les passifs d'impôt exigible et si l'impôt différé concerne des impôts prélevés par la même administration fiscale à l'égard de la même entité imposable. Tous les actifs et passifs d'impôt différé sont classés comme étant à long terme.

Taxes de vente

Les ventes, les charges et les actifs sont comptabilisés compte non tenu du montant des taxes de vente, sauf lorsque les taxes de vente payables sur l'achat de biens ou de services ne sont pas recouvrables auprès de l'administration fiscale, auquel cas les taxes de vente sont comptabilisées dans le coût d'acquisition de l'actif ou dans la charge connexe, selon le cas.

Les comptes clients et les comptes fournisseurs sont comptabilisés compte tenu du montant des taxes de vente.

Le montant net des taxes de vente recouvrables auprès de l'administration fiscale, ou payables à celle-ci, est compris dans les autres actifs à court terme ou les comptes fournisseurs et charges à payer dans le bilan consolidé.

T. Bénéfice par action

Le bénéfice par action est déterminé à l'aide du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant l'exercice. Le calcul du bénéfice dilué par action tient compte de l'exercice de tous les éléments dilutifs. Cette méthode suppose que le produit provenant des options sur actions dans le cours serait utilisé pour racheter des actions ordinaires à leur cours moyen pendant l'exercice.

U. Modifications futures des méthodes comptables

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'International Accounting Standards Board («IASB») a finalisé la révision en trois volets de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, en vue de remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*.

Le premier volet, classement et évaluation, établit une approche logique pour le classement des actifs financiers qui reflète les caractéristiques des flux de trésorerie et le modèle économique de l'actif détenu. Cette approche unique, fondée sur des principes, remplace les dispositions existantes axées sur des règles qui sont en général considérées comme trop complexes et difficiles à appliquer.

Le deuxième volet, dépréciation, présente un nouveau modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues selon lequel les pertes de crédit attendues devront être comptabilisées en temps opportun.

Le troisième volet, comptabilité de couverture, représente une refonte importante de la comptabilité de couverture qui aligne le traitement comptable avec les activités de gestion des risques, permettant aux entités de mieux rendre compte de ces activités dans leurs états financiers.

La Société doit appliquer cette norme de façon rétrospective pour son exercice commençant le 1^{er} avril 2018 et procède actuellement à l'évaluation de l'incidence de ces modifications.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2015, l'IAS a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Le principe de base de la nouvelle norme est qu'une société doit comptabiliser ses produits des activités ordinaires afin de refléter le transfert des biens ou des services aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que la société s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. La nouvelle norme se traduira également par une amélioration des informations à fournir sur les produits des activités ordinaires, elle fournira des lignes directrices à l'égard de transactions qui n'étaient pas antérieurement visées d'emblée (notamment, les produits des activités ordinaires tirés de la prestation de services et les modifications de contrats) et améliorera les dispositions d'application pour les contrats à éléments multiples.

La Société doit appliquer cette norme de façon rétrospective pour son exercice commençant le 1^{er} avril 2018 et procède actuellement à l'évaluation de l'incidence de ces modifications.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*. La nouvelle norme représente une révision importante de la façon dont une société comptabilise les contrats de location, elle établit les principes que doivent appliquer les deux parties à un contrat, soit le client (le preneur) et le fournisseur (le bailleur), afin de fournir l'information pertinente à propos des contrats de location de manière à représenter fidèlement ces transactions. Pour atteindre cet objectif, un preneur doit comptabiliser les actifs et les passifs découlant d'un contrat de location selon un modèle unique alors qu'auparavant, les contrats de location étaient classés comme des contrats de location-financement ou des contrats de location simple.

La Société doit appliquer cette norme de façon rétrospective pour son exercice commençant le 1^{er} avril 2019. La Société n'a pas encore procédé à l'évaluation de l'incidence de ces modifications.

NOTE 4. PRINCIPALES ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES

La préparation des états financiers consolidés de la Société exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation des passifs éventuels à la date de clôture. L'incertitude à l'égard de ces hypothèses et estimations pourrait se traduire par la nécessité d'apporter des ajustements importants aux résultats financiers de la Société ou à la valeur comptable des actifs ou des passifs.

Les principales estimations et hypothèses sont les suivantes :

A. Perte de valeur des actifs non financiers

Il y a perte de valeur lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie («UGT») excède sa valeur recouvrable, soit le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente est fondé sur les données disponibles tirées d'accords de vente irrévocables d'actifs similaires signés à l'occasion d'une transaction dans des conditions de concurrence normale et sur les prix de marché observables moins les coûts marginaux imputables à la cession de l'actif. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur un modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie sont dérivés du budget et du plan stratégique de cinq ans de la Société et ne comprennent pas les activités de restructuration envers lesquelles la Société n'est pas encore engagée ni les importants investissements à venir qui pourraient améliorer le rendement de l'UGT qui fait l'objet du test. La valeur recouvrable est très sensible au taux d'actualisation utilisé dans le modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie, aux flux de trésorerie futurs attendus et au taux de croissance perpétuel utilisé aux fins de l'extrapolation. Les principales hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable des UGT, dont une analyse de sensibilité, sont expliquées plus en détail aux notes 8 et 15.

B. Actifs d'impôt différé

Il existe des incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes ainsi qu'au montant et à l'échéancier du résultat fiscal futur. La Société constitue des provisions, fondées sur des estimations raisonnables, pour tenir compte des conséquences possibles des vérifications effectuées par les autorités fiscales. Le montant de ces provisions est fonction de différents facteurs, comme les antécédents découlant de vérifications fiscales et les divergences d'interprétation de la réglementation fiscale par l'entité imposable et l'administration fiscale.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les pertes fiscales non utilisées et les différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable que la Société disposera de résultats imposables auxquels ces pertes et différences temporaires déductibles pourront être imputées. La direction doit porter un jugement afin de déterminer les actifs d'impôt différé qui peuvent être comptabilisés, en fonction du moment probable où la Société disposera de résultats imposables futurs et du montant de ceux-ci ainsi que des stratégies de planification fiscale futures.

C. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé à l'aide d'évaluations actuarielles. Il est nécessaire de formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, les hausses salariales futures et les taux de mortalité afin de procéder à l'évaluation actuarielle. La direction utilise les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de première qualité pour déterminer les taux d'actualisation appropriés. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à une incertitude importante. Les principales hypothèses utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations définies et la charge de retraite, y compris une analyse de sensibilité, sont présentées à la note 24.

D. Coûts de développement capitalisés

Les coûts de développement sont capitalisés conformément à la méthode comptable présentée à la note 3. Dans le cadre de la détermination des montants à capitaliser, la direction pose des hypothèses relatives aux flux de trésorerie attendus des actifs, aux taux d'actualisation à utiliser, à la durée attendue des avantages et aux quantités prévues aux contrats. Aux fins du test de dépréciation, la Société exerce son jugement pour recenser les entrées et sorties de trésorerie. La valeur recouvrable est fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de la vente, habituellement établie à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés. Les autres hypothèses utilisées pour établir la valeur recouvrable comprennent le taux d'actualisation applicable et les flux de trésorerie futurs attendus qui comprennent les coûts d'achèvement des activités de développement.

E. Provisions

La Société a comptabilisé des provisions afin de couvrir des coûts qui pourraient survenir au cours de périodes futures. Afin de déterminer le montant des provisions, des hypothèses et des estimations sont posées relativement aux taux d'actualisation et au coût attendu de règlement de ces passifs.

NOTE 5. AIDE GOUVERNEMENTALE

L'aide gouvernementale déduite du coût des actifs connexes ou portée en réduction des charges se présente comme suit pour les exercices :

	2016	2015
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	357 \$	1 565 \$
Immobilisations corporelles	7 818	1 494
Dépôts – machinerie et équipement	—	2 097
Coût des ventes et frais de vente et d'administration	1 885	3 120

L'aide gouvernementale comprend des crédits d'impôt à la recherche et au développement, d'autres crédits et des subventions.

NOTE 6. COÛT DES VENTES ET FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION

Les principaux éléments de ces charges s'établissent comme suit pour les exercices :

	2016	2015
Matières premières et pièces achetées	132 025 \$	135 440 \$
Charges du personnel	136 607	121 772
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée (notes 13 et 14)	24 807	18 360
Autres	74 110	59 923
	367 549 \$	335 495 \$

Les gains ou pertes de change découlant de la conversion d'éléments monétaires nets libellés en devises sont inclus dans les frais de vente et d'administration de la Société. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, la perte de change s'est élevée à 321 \$, contre un gain de 1 831 \$ en 2015.

NOTE 7. FRAIS FINANCIERS

Les frais financiers se présentent comme suit pour les exercices :

	2016	2015
Intérêts au titre de la désactualisation des prêts des autorités gouvernementales	2 567 \$	2 406 \$
Intérêt sur les obligations nettes au titre des prestations définies (note 24)	297	239
Amortissement des frais de financement différés	319	319
Autres intérêts au titre de la désactualisation et ajustements du taux d'actualisation	62	692
Frais financiers hors trésorerie	3 245	3 656
Charges d'intérêts	2 112	2 050
Commission d'attente	326	361
Produits d'intérêts tirés de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(45)	(207)
	5 638 \$	5 860 \$

NOTE 8. CHARGES NON RÉCURRENTES

Les charges non récurrentes se présentent comme suit pour les exercices :

	2016	2015
Règlement d'un litige	1 480 \$	11 610 \$
Dépréciation d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	—	7 924
Frais de restructuration	—	3 326
	1 480 \$	22 860 \$

Règlement d'un litige

Le 5 février 2014, Goodrich Corporation, membre du groupe UTC Aerospace Systems («UTAS»), a déposé une demande d'arbitrage à l'encontre de la Société auprès de la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale quant à une allégation de violation d'un engagement de non-concurrence prévu dans une entente intervenue entre Goodrich Corporation et Devtek Aerospace Inc., filiale en propriété exclusive de la Société, relativement à la fabrication de pistons.

Le 29 mai 2015, la Société a conclu un règlement définitif à l'égard de ce litige avec UTAS à la suite de la ratification d'un protocole d'accord le 27 mai 2015. Ce règlement a été comptabilisé à l'exercice 2015. L'accord définitif comprenait la prorogation de deux contrats existants avec UTAS pour la fourniture de différentes pièces d'avions. Au 31 mars 2016, un montant restant de 3 448 \$ était inclus dans la provision à court terme (10 133 \$ au 31 mars 2015) à l'égard du règlement du litige. Voir la note 18, *Provisions*, pour de plus amples informations.

La Société a engagé des frais juridiques de 1 480 \$ au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016.

Dépréciation d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée

Le 15 janvier 2015, Bombardier a annoncé une pause dans son programme d'avion d'affaires Learjet 85. Elle a annoncé par la suite, le 28 octobre 2015, l'annulation du programme. La Société était le concepteur et le fournisseur du système complet de trains d'atterrissage de cet appareil; par conséquent, elle a comptabilisé une perte de valeur de 7 924 \$ à l'égard des coûts de développement capitalisés connexes au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015.

Pour déterminer la perte de valeur connexe, la Société a établi un montant recouvrable pour les coûts de développement capitalisés fondé sur la meilleure estimation des flux de trésorerie futurs attendus. Le calcul de ce montant est très sensible au taux d'actualisation utilisé, établi à 7,76 %, et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs.

Frais de restructuration

Le 16 janvier 2014, en raison de la baisse substantielle de la demande sur le marché secondaire des produits destinés à la défense par le gouvernement américain, la Société a annoncé un plan visant l'optimisation et la consolidation de sa capacité de production, tout en améliorant davantage la productivité dans l'ensemble de l'entreprise. Ces initiatives s'inscrivaient dans la stratégie opérationnelle de la Société axée sur des centres d'excellence spécialisés. En outre, par suite de l'acquisition d'APPH en février 2014, la Société a engagé des frais de restructuration liés à l'intégration des activités d'APPH, de son personnel et de son infrastructure technologique avec ses propres activités antérieures à l'acquisition. Ces initiatives étaient en grande partie achevées au 31 mars 2015.

Par conséquent, au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, la Société a comptabilisé des frais de restructuration de 3 326 \$, soit des prestations de cessation d'emploi de 2 126 \$ et d'autres coûts connexes de 1 200 \$ liés à l'optimisation et à la consolidation de la capacité de production. Au 31 mars 2016, une tranche non payée de 288 \$ de ces frais de restructuration est présentée dans les provisions à court terme (1 447 \$ au 31 mars 2015) et une tranche non payée de 290 \$, dans les autres passifs (360 \$ au 31 mars 2015). Voir les notes 18 et 24 pour de plus amples informations.

NOTE 9. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente les éléments utilisés pour calculer le bénéfice de base et dilué par action pour les exercices :

	2016	2015
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	35 978 071	34 901 780
Effet dilutif des options sur actions de la Société	141 220	114 616
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation	36 119 291	35 016 396
Options exclues du calcul du bénéfice dilué par action ¹	—	598 845

¹⁾ Exclues en raison de leur effet antidilutif.

NOTE 10. STOCKS

Aux	31 mars 2016	31 mars 2015
Matières premières	70 038 \$	62 193 \$
Produits en cours	74 165	66 923
Produits finis	2 518	1 838
	146 721 \$	130 954 \$

Le montant des stocks comptabilisés à titre de coût des ventes pour l'exercice clos le 31 mars 2016 s'est élevé à 271 298 \$ (249 757 \$ en 2015).

Les pertes de valeur liées aux stocks se présentent comme suit pour les exercices :

	2016	2015
Pertes de valeur constatées à titre de coût des ventes	10 841 \$	7 758 \$
Reprises de pertes de valeur d'exercices antérieurs comptabilisées à titre de réduction du coût des ventes	10 809	5 964

Pour l'exercice 2016, les reprises de pertes de valeur d'exercices antérieurs comprennent les montants imputés à la provision pour stocks de 5 936 \$ (1 153 \$ en 2015) relativement à des produits livrés ou ayant fait l'objet d'une radiation au cours de l'exercice, à l'égard desquels une provision pour perte de valeur a été requise et comptabilisée au cours d'exercices antérieurs pour les ramener à leur valeur nette de réalisation. Elles comprennent aussi le résultat de la réévaluation, à chaque date de clôture, de la valeur nette de réalisation des stocks en fonction des contrats de vente et des coûts de fabrication connexes. La réévaluation tient compte des variations du prix de vente et du nombre d'unités à livrer en vertu des contrats conclus, de même que de la baisse des coûts de production résultant de l'amélioration des processus de fabrication.

NOTE 11. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Aux	31 mars 2016	31 mars 2015
Actifs à court terme		
Contrats de change à terme et instruments financiers dérivés incorporés	2 884 \$	283 \$
Swap sur actions	2 054	—
	4 938 \$	283 \$
Actifs à long terme		
Contrats de change à terme	2 823 \$	4 \$
	2 823 \$	4 \$
Passifs à court terme		
Contrats de change à terme et instruments financiers dérivés incorporés	6 227 \$	11 374 \$
Swaps de taux d'intérêt	266	311
	6 493 \$	11 685 \$
Passifs à long terme		
Contrats de change à terme	847 \$	5 149 \$
Swaps de taux d'intérêt	466	378
	1 313 \$	5 527 \$

NOTE 12. AUTRES ACTIFS À COURT TERME

Aux	31 mars 2016	31 mars 2015
Crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir	3 423 \$	5 099 \$
Taxes de vente à recevoir	2 354	3 358
Frais payés d'avance	3 478	3 757
Autres	4 161	2 112
	13 416 \$	14 326 \$

NOTE 13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains	Bâtiments et aménagements des locaux loués	Machinerie, équipement et outillage	Autres	Construction en cours	Total
Coût :						
Au 31 mars 2015	6 497 \$	47 719 \$	182 007 \$	10 692 \$	30 827 \$	277 742 \$
Acquisitions	—	28 828	58 379	2 809	(14 300)	75 716
Aide gouvernementale (note 5)	—	(722)	(4 370)	(11)	(2 715)	(7 818)
Mises hors service et cessions	—	(279)	(5 152)	(306)	—	(5 737)
Incidence des variations des taux de change	33	114	371	—	636	1 154
Au 31 mars 2016	6 530 \$	75 660 \$	231 235 \$	13 184 \$	14 448 \$	341 057 \$
Amortissement cumulé :						
Au 31 mars 2015	— \$	21 128 \$	109 013 \$	5 489 \$	— \$	135 630 \$
Charge d'amortissement	—	2 815	13 545	1 546	—	17 906
Mises hors service et cessions	—	(256)	(5 020)	(291)	—	(5 567)
Incidence des variations des taux de change	—	44	87	3	—	134
Au 31 mars 2016	— \$	23 731 \$	117 625 \$	6 747 \$	— \$	148 103 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2016	6 530 \$	51 929 \$	113 610 \$	6 437 \$	14 448 \$	192 954 \$

	Terrains	Bâtiments et aménagements des locaux loués	Machinerie, équipement et outillage	Autres	Construction en cours	Total
Coût :						
Au 31 mars 2014	2 953 \$	43 786 \$	154 956 \$	8 909 \$	1 278 \$	211 882 \$
Acquisitions	3 331	2 732	24 155	1 639	29 325	61 182
Aide gouvernementale (note 5)	—	(213)	(1 248)	(33)	—	(1 494)
Construction en cours	—	92	977	209	(1 278)	—
Mises hors service et cessions	—	(91)	(373)	(203)	—	(667)
Incidence des variations des taux de change	213	1 413	3 540	171	1 502	6 839
Au 31 mars 2015	6 497 \$	47 719 \$	182 007 \$	10 692 \$	30 827 \$	277 742 \$
Amortissement cumulé :						
Au 31 mars 2014	— \$	18 600 \$	96 375 \$	4 602 \$	— \$	119 577 \$
Charge d'amortissement	—	2 335	11 571	1 003	—	14 909
Perte de valeur	—	—	32	—	—	32
Mises hors service et cessions	—	(76)	(20)	(196)	—	(292)
Incidence des variations des taux de change	—	269	1 055	80	—	1 404
Au 31 mars 2015	— \$	21 128 \$	109 013 \$	5 489 \$	— \$	135 630 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2015	6 497 \$	26 591 \$	72 994 \$	5 203 \$	30 827 \$	142 112 \$

Les acquisitions d'immobilisations corporelles présentées ci-dessus peuvent être rapprochés comme suit pour les exercices :

	2016	2015
Acquisitions bruts	75 716 \$	61 182 \$
Aide gouvernementale (note 5)	(7 818)	(1 494)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	67 898	59 688
Variation des acquisitions non payés inclus dans les comptes fournisseurs – autres et autres passifs à la fin de l'exercice (note 17)	2 942	(4 402)
Dépôts reclassés dans les immobilisations corporelles une fois achevés ¹	(33 236)	(2 994)
Acquisitions selon les états des flux de trésorerie	37 604 \$	52 292 \$

¹) Comprennent la machinerie financée en vertu de contrats de location-financement aux termes desquels des dépôts ont été effectués.

Au 31 mars 2016, le coût de la machinerie, de l'équipement et de l'outillage comprenait des actifs acquis aux termes de contrats de location-financement d'un montant de 45 645 \$ (23 088 \$ au 31 mars 2015) dont l'amortissement cumulé s'élevait à 12 577 \$ (10 537 \$ au 31 mars 2015).

Au 31 mars 2016, la construction en cours comprenait le coût lié à la machinerie et à l'équipement en cours d'installation à cette date.

Au 31 mars 2016, le coût des immobilisations corporelles encore utilisées et entièrement amorties était de 81 789 \$ (66 317 \$ au 31 mars 2015).

NOTE 14. ACTIFS INCORPORELS À DURÉE D'UTILITÉ DÉTERMINÉE

	Coûts de développement capitalisés	Logiciels	Relations clients et contrats	Total
Coût :				
Au 31 mars 2015	33 966 \$	13 720 \$	26 097 \$	73 783 \$
Acquisitions	1 723	3 652	—	5 375
Aide gouvernementale (note 5)	(324)	(33)	—	(357)
Mises hors service et cessions	—	(1 010)	—	(1 010)
Incidence des variations des taux de change	—	(118)	(36)	(154)
Au 31 mars 2016	35 365 \$	16 211 \$	26 061 \$	77 637 \$
Amortissement cumulé :				
Au 31 mars 2015	9 213 \$	11 797 \$	2 216 \$	23 226 \$
Charge d'amortissement	909	1 073	4 919	6 901
Mises hors service et cessions	—	(1 010)	—	(1 010)
Incidence des variations des taux de change	—	5	(230)	(225)
Au 31 mars 2016	10 122 \$	11 865 \$	6 905 \$	28 892 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2016	25 243 \$	4 346 \$	19 156 \$	48 745 \$

	Coûts de développement capitalisés	Logiciels	Relations clients et contrats	Total
Coût :				
Au 31 mars 2014	33 501 \$	12 234 \$	25 080 \$	70 815 \$
Acquisitions	2 030	1 368	—	3 398
Aide gouvernementale (note 5)	(1 565)	—	—	(1 565)
Mises hors service et cessions	—	(33)	—	(33)
Incidence des variations des taux de change	—	151	1 017	1 168
Au 31 mars 2015	33 966 \$	13 720 \$	26 097 \$	73 783 \$
Amortissement cumulé :				
Au 31 mars 2014	672 \$	10 818 \$	186 \$	11 676 \$
Charge d'amortissement	617	879	1 955	3 451
Dépréciation (note 8)	7 924	—	—	7 924
Mises hors service et cessions	—	(33)	—	(33)
Incidence des variations des taux de change	—	133	75	208
Au 31 mars 2015	9 213 \$	11 797 \$	2 216 \$	23 226 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2015	24 753 \$	1 923 \$	23 881 \$	50 557 \$

NOTE 15. GOODWILL

Le goodwill a évolué comme suit au cours des exercices :

	2016	2015
Solde au début de l'exercice	93 527 \$	84 378 \$
Acquisition d'entreprises ¹	—	6 579
Incidence des variations des taux de change	(274)	2 570
Solde à la fin de l'exercice	93 253 \$	93 527 \$

¹ Liée à des ajustements postérieurs à l'acquisition de APPH Limited et de APPH Wichita Inc. au cours de l'exercice 2014.

La valeur comptable nette du goodwill était affectée aux UGT suivantes aux :

	31 mars 2016	31 mars 2015
Aérospatiale – Trains d'atterrissage	89 357 \$	89 621 \$
Aérospatiale – Autres produits	3 896	3 906
Goodwill	93 253 \$	93 527 \$

La Société a effectué un test de dépréciation (valeur d'utilité) au cours de l'exercice 2015. Au cours de l'exercice 2016, la Société a conclu que tous les critères relatifs à l'utilisation de la valeur recouvrable d'une période antérieure étaient satisfaits et a reporté les valeurs recouvrables de l'exercice 2015 dans le test de dépréciation au 31 mars 2016. Par conséquent, les hypothèses utilisées sont les mêmes que celles utilisées au cours de l'exercice précédent.

Les hypothèses clés suivantes ont été utilisées pour déterminer les valeurs recouvrables dans le cadre des tests de dépréciation effectués au 31 mars 2015 :

	Taux d'actualisation avant impôt	Taux de croissance perpétuel
Aérospatiale – Trains d'atterrissage	17,1 %	2,6 %
Aérospatiale – Autres produits	15,5 % et 16,8 %	2,0 %

Sensibilité des montants recouvrables

Le tableau suivant présente, pour chaque UGT, les changements du taux d'actualisation ou du taux de croissance perpétuel utilisés dans les derniers tests qui auraient été nécessaires afin de recouvrer la valeur comptable de chaque UGT au 31 mars 2015 :

	Hausse du taux d'actualisation avant impôt	Baisse du taux de croissance perpétuel
Aérospatiale – Trains d'atterrissage	3,1 %	4,7 %
Aérospatiale – Autres produits	15,8 % et 22,5 %	52,0 %

NOTE 16. COMPTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

Aux	31 mars 2016	31 mars 2015
Comptes fournisseurs ¹	40 047 \$	45 365 \$
Charges à payer ²	24 232	23 817
Comptes fournisseurs et charges à payer	64 279 \$	69 182 \$

¹ Les comptes fournisseurs sont généralement réglés dans un délai de 30 à 60 jours.

² Les charges à payer comprennent principalement des charges salariales à payer.

NOTE 17. COMPTES FOURNISSEURS – AUTRES ET AUTRES PASSIFS

Aux	31 mars 2016	31 mars 2015
Machinerie et équipement non payés	3 460 \$	6 402 \$
Produits différés	642	904
Autres	553	890
Comptes fournisseurs – autres et autres passifs	4 655 \$	8 196 \$

NOTE 18. PROVISIONS

	Contrats déficitaires	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	Garantie liée aux produits	Litiges et autres	Total
Au 31 mars 2015	86 \$	5 967 \$	8 895 \$	17 260 \$	32 208 \$
Constituées pendant l'exercice	1 463	—	1 592	3 177	6 232
Charges d'intérêts au titre de la désactualisation (note 7)	—	111	—	—	111
Utilisées	(139)	(39)	(665)	(9 338)	(10 181)
Reprises	—	—	(445)	(778)	(1 223)
Ajustements du taux d'actualisation (note 7)	—	(49)	—	—	(49)
Incidence des variations des taux de change	(7)	—	(39)	(59)	(105)
Au 31 mars 2016	1 403	5 990	9 338	10 262	26 993
Moins : tranche à court terme	1 403	—	9 338	10 262	21 003
Tranche à long terme	— \$	5 990 \$	— \$	— \$	5 990 \$

NOTE 19. DETTE À LONG TERME

Aux	31 mars 2016	31 mars 2015
Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie («facilité de crédit»)	70 745 \$	56 731 \$
Prêts des autorités gouvernementales	53 774	51 172
Obligations en vertu de contrats de location-financement	22 721	6 299
Frais de financement différés, montant net	(956)	(1 275)
	146 284	112 927
Moins : tranche à court terme	6 334	5 972
Dettes à long terme	139 950 \$	106 955 \$

Facilité de crédit

Les modalités pertinentes de la facilité de crédit et les montants prélevés sur celle-ci sont comme suit :

Aux	31 mars 2016	31 mars 2015
Limite, en dollars canadiens ou l'équivalent, en dollars américains, en euros ou en livres sterling ¹	200 000 \$	200 000 \$
Montants prélevés en dollars américains		
Montant	42 000 \$ US	32 000 \$ US
Taux	LIBOR + 1,4 %	LIBOR + 1,1 %
Taux effectif	1,8 %	1,3 %
Montant prélevé en dollars canadiens		
Montant	16 200 \$	16 200 \$
Taux	AB ² + 1,4 %	AB + 1,1 %
Taux effectif	2,3 %	2,2 %

¹ Comprend une clause accordéon qui permet d'augmenter la facilité de crédit jusqu'à un montant de 275 millions de dollars tout au long de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs.

² AB : acceptations bancaires.

La facilité de crédit vient à échéance le 16 mars 2019 et elle est garantie par la totalité des actifs de la Société et de ses filiales.

Prêts auprès des autorités gouvernementales

Les prêts des autorités gouvernementales représentent de l'aide gouvernementale pour l'acquisition d'équipement ou d'outillage particuliers, pour la modernisation ou l'agrandissement des installations de la Société ou pour les coûts de développement capitalisés ou passés en charges pour des programmes aérospatiaux. Ces prêts ont été contractés en vertu de certains programmes du gouvernement fédéral et de programmes industriels du gouvernement provincial afin de promouvoir le développement de l'industrie.

Ces prêts comportent différentes conditions de remboursement, notamment en fonction de la croissance des ventes de la Société, de la vente de produits pour certains types d'avions déterminés à l'intérieur de délais précis, de calendriers de remboursement fixes ou de l'échéance. Les hypothèses sous-jacentes aux remboursements de prêts sont examinées au moins une fois par année.

Les prêts des autorités gouvernementales ne portent habituellement pas intérêt ou sont assortis d'un taux inférieur à celui du marché. Ces prêts sont présentés à leur valeur actualisée selon un taux de marché correspondant chaque fois qu'ils sont reçus, et une charge au titre de la désactualisation est comptabilisée dans les états des résultats consolidés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et présentée dans les frais financiers.

Les taux d'intérêt effectifs pour ces prêts se situaient dans une fourchette de 3,4 % à 7,2 % au 31 mars 2016 (3,7 % à 7,2 % au 31 mars 2015).

Contrats de location-financement

Les obligations en vertu de contrats de location-financement portaient intérêt à des taux fixes variant de 2,4 % à 6,5 % aux 31 mars 2016 et 2015, venaient à échéance entre mai 2016 et février 2023, avaient une période d'amortissement d'environ 7 ans, et étaient garanties par les immobilisations corporelles connexes, déduction faite des intérêts de 2 178 \$ (518 \$ au 31 mars 2015).

Clauses restrictives

La dette à long terme est assujettie au respect de certaines clauses restrictives, générales et financières, en ce qui concerne notamment l'endettement, les flux de trésorerie et les capitaux propres de la Société et de certaines filiales. La Société a respecté toutes ces clauses restrictives au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016.

Remboursements minimaux

Les remboursements minimaux de la dette à long terme au cours des cinq prochains exercices se présentent comme suit :

Exercices	Contrats de location-financement	Prêts des autorités gouvernementales	Facilité de crédit	Total
2017	3 887 \$	3 223 \$	1 357 \$	8 467 \$
2018	4 039	5 724	1 357	11 120
2019	4 039	5 893	72 043	81 975
2020	3 931	7 105	—	11 036
2021	3 847	8 530	—	12 377
Au-delà de 5 ans	5 156	37 234	—	42 390
Sous-total	24 899	67 709	74 757	167 365
Moins : Intérêts	2 178	13 935	4 012	20 125
Solde de la dette ¹	22 721 \$	53 774 \$	70 745 \$	147 240 \$

¹) Avant le montant net des frais de financement différés.

NOTE 20. AUTRES PASSIFS

Aux	31 mars 2016	31 mars 2015
Produits différés	4 135 \$	4 369 \$
Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite (note 24)	8 670	9 275
Autres passifs	12 805 \$	13 644 \$

NOTE 21. CAPITAL ÉMIS

Autorisé	
Actions ordinaires avec droit de vote, sans valeur nominale	Nombre illimité
Actions privilégiées de premier rang pouvant être émises en séries, sans valeur nominale	Nombre illimité
Actions privilégiées de second rang pouvant être émises en séries, sans valeur nominale	Nombre illimité

Il n'y a aucune action privilégiée en circulation.

Les variations des actions ordinaires émises et entièrement libérées se présentent comme suit pour les exercices :

	2016		2015	
	Nombre	Capital émis	Nombre	Capital émis
Solde au début de l'exercice	35 949 445	75 304 \$	31 620 482	26 187 \$
Émises au comptant dans le cadre d'un appel public à l'épargne et de placements privés simultanés	—	—	4 255 871	48 428
Émises au comptant à l'exercice des options sur actions	5 800	71	35 000	320
Émises au comptant dans le cadre du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat	51 690	541	38 092	369
Solde à la fin de l'exercice	36 006 935	75 916 \$	35 949 445	75 304 \$

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, la Société a émis 4 255 871 actions ordinaires à un prix de 11,75 \$ l'action pour un produit brut de 50,0 millions de dollars dans le cadre d'un appel public à l'épargne et de placements privés simultanés. Le produit net de 47,9 millions de dollars reçu par la Société, déduction faite des commissions de prise ferme et des autres frais d'émission de 1,6 million de dollars et 0,5 million de dollars, respectivement, a été affecté au remboursement de la dette en vertu de la facilité de crédit. Des impôts différés de 0,6 million de dollars liés aux frais d'émission ont également été comptabilisés.

Rémunération fondée sur des actions

A. Régime d'options sur actions

La Société attribue des options sur actions à un prix de souscription représentant le cours de clôture moyen des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto pour les cinq jours de Bourse précédant la date d'attribution. Les droits des options attribuées dans le cadre du régime sont acquis sur une période de quatre ans, excepté pour certains employés clés de la direction pour lesquels la période d'acquisition des droits est de un an à trois ans après la date d'attribution. Les options peuvent être exercées sur une période ne dépassant pas sept ans après la date d'attribution.

L'évolution du nombre d'options sur actions en cours et de la charge de rémunération connexe se présente comme suit pour les exercices :

	2016		2015	
	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	747 346	9,84 \$	686 001	9,39 \$
Attribuées	145 500	10,71	96 345	11,35
Exercées	(5 800)	2,19	(35 000)	5,27
Annulées ou frappées d'extinction	(7 501)	11,71	—	—
Solde à la fin de l'exercice	879 545	10,02 \$	747 346	9,84 \$
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions		939 \$		1 292 \$

Le prix moyen pondéré des actions visées par les options sur actions exercées au cours de l'exercice 2016 était de 12,23 \$ (11,00 \$ en 2015).

Les options sur actions attribuées sont comme suit pour les exercices :

	2016	2015
Nombre d'options sur actions attribuées	145 500	96 345
Juste valeur moyenne pondérée par option sur actions	3,25 \$	4,02 \$
Juste valeur totale	473 \$	387 \$
Durée prévue	3,2 ans	4,5 ans
Volatilité prévue	41 %	40 %
Taux d'extinction prévu	— %	< 4,8 %
Distribution de dividende prévue	Aucune	Aucune
Taux d'intérêt composé sans risque	0,5 %	1,7 %

Au 31 mars 2016, 2 808 257 actions ordinaires étaient réservées aux fins d'émission d'options sur actions, dont 1 633 981 actions n'avaient pas encore été émises, contre 1 639 781 actions au 31 mars 2015.

Au 31 mars 2016, 879 545 options sur actions étaient émises et en cours comme suit :

Prix d'exercice	Options en cours			Options sont les droits sont acquis	
	Nombre	Durée moyenne pondérée en années	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
1,31 \$ à 4,09 \$	142 700	2,05	2,52 \$	142 700	2,52 \$
10,71 \$ à 11,71 \$	736 845	5,22	11,47	317 398	11,65
	879 545	5,39	10,02 \$	460 098	8,82 \$

B. Régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat

L'évolution des actions ordinaires et de la charge connexe liées au régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat se présente comme suit pour les exercices :

	2016	2015
<i>Nombre d'actions ordinaires</i>		
Émises	51 690	38 092
Attribuées aux employés participants	19 783	15 700
Charge liée aux actions ordinaires attribuées	228 \$	170 \$

Au 31 mars 2016, 340 000 actions étaient réservées aux fins d'émission dans le cadre du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat, dont 151 003 actions n'avaient pas encore été émises, contre 202 693 actions au 31 mars 2015.

C. Régime d'unités d'action différées («UAD») et Régime d'unités d'actions liées au rendement («UAR»)

L'évolution des UAD en cours et de la charge connexe se présente comme suit pour les exercices :

	2016	2015
<i>Nombre d'UAD</i>		
Solde au début de l'exercice	83 158	64 825
Émises	41 175	18 333
Solde de clôture des UAD en cours	124 333	83 158
Charge au titre des UAD	777 \$	108 \$
Juste valeur des UAD en cours, à la fin de l'exercice	1 578 \$	801 \$

L'évolution des UAR en cours et de la charge connexe se présente comme suit pour les exercices :

	2016	2015
<i>Nombre d'UAR</i>		
Solde au début de l'exercice	115 879	—
Émises	37 424	115 879
Annulées ou frappées d'extinction	(1 911)	—
Solde de clôture des UAR en cours	151 392	115 879
Charge au titre des UAR	885 \$	952 \$
Juste valeur des UAR en cours, à la fin de l'exercice	1 837 \$	952 \$

NOTE 22. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Les variations dans le cumul des autres éléments du résultat global se présentent comme suit :

	Écarts de change au titre des établissements à l'étranger	Couvertures de flux de trésorerie	Couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	Total
Solde au 31 mars 2015	25 221 \$	(11 597) \$	(4 568) \$	9 056 \$
Autres éléments du résultat global	470	10 954	(1 692)	9 732
Solde au 31 mars 2016	25 691 \$	(643) \$	(6 260) \$	18 788 \$

	Écarts de change au titre des établissements à l'étranger	Couvertures de flux de trésorerie	Couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	Total
Solde au 31 mars 2014	13 156 \$	(4 680) \$	(1 708) \$	6 768 \$
Autres éléments du résultat global	12 065	(6 917)	(2 860)	2 288
Solde au 31 mars 2015	25 221 \$	(11 597) \$	(4 568) \$	9 056 \$

NOTE 23. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt sur le résultat se présente comme suit pour les exercices :

	2016	2015
États des résultats consolidés		
Charge d'impôt exigible	5 600 \$	2 578 \$
Recouvrement d'impôt différé	(96)	(5 101)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat présenté(e) dans les états des résultats consolidés	5 504 \$	(2 523) \$
États des variations des capitaux propres consolidés		
Recouvrement se rapportant à des éléments imputés ou crédités directement aux résultats non distribués	(75) \$	(899) \$
Charge (recouvrement) se rapportant à des éléments imputés ou crédités directement aux autres éléments du résultat global	3 847	(2 545)
Recouvrement se rapportant à des éléments imputés ou crédités directement au capital émis (note 21)	—	(576)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat présenté directement dans les capitaux propres	3 772 \$	(4 020) \$

Le calcul de la charge d'impôt sur le résultat se présente comme suit pour les exercices :

	2016	2015
Impôt sur le résultat aux taux combinés d'impôt fédéral et provincial prévus par la loi de 26,7 %	8 590 \$	187 \$
Écart de taux d'imposition – filiales à l'étranger	(3 826)	(3 032)
Différences permanentes	822	467
Autres éléments	(82)	(145)
Charge (recouvrement) d'impôt	5 504 \$	(2 523) \$

La charge (le recouvrement) d'impôt sur le résultat comprend un montant de 82 \$ (145 \$ en 2015) à l'égard de la résolution favorable de questions d'ordre fiscal ainsi qu'une réduction des passifs d'impôt différé du fait de changements relatifs à des questions de vérification fiscale.

Les principaux actifs d'impôt différé et passifs d'impôt différé découlant des différences temporaires sont les suivants :

Aux	31 mars 2016	31 mars 2015
Actifs d'impôt différé		
Provisions non déductibles	4 107 \$	6 068 \$
Stocks	6 463	5 705
Débiteurs	53	119
Instruments financiers dérivés	232	4 222
Prêts auprès des autorités gouvernementales	1 585	1 032
Avantages d'impôt différé découlant de pertes fiscales	14 454	5 461
Total des actifs d'impôt différé	26 894 \$	22 607 \$
Passifs d'impôt différé		
Crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt	(2 594) \$	(2 085) \$
Immobilisations corporelles	(16 602)	(8 044)
Relations clients et contrats	(4 753)	(5 805)
Total des passifs d'impôt différé	(23 949) \$	(15 934) \$
Actifs d'impôt différé nets	2 945 \$	6 673 \$

Les actifs d'impôt différé nets sont compris dans les postes suivants des bilans consolidés :

	31 mars 2016	31 mars 2015
Actifs d'impôt différé	8 302 \$	10 004 \$
Passifs d'impôt différé	(5 357)	(3 331)
Actifs d'impôt différé nets	2 945 \$	6 673 \$

Des actifs d'impôt différé nets de 5 653 \$ ont été comptabilisés au 31 mars 2016 (néant au 31 mars 2015) dans des territoires qui ont subi des pertes au cours de l'exercice écoulé ou de l'exercice précédent. Compte tenu du niveau de résultat imposable historique ou des projections de résultat imposable futur, la direction de la Société est d'avis qu'il est probable que la Société réalisera les économies liées à ces différences temporaires déductibles et ces pertes autres qu'en capital reportées en avant.

Aux 31 mars 2016 et 2015, il n'y avait aucun report en avant de pertes opérationnelles ni d'autres différences temporaires pour lesquelles des actifs d'impôt différé connexes n'avaient pas été comptabilisés dans les états financiers consolidés.

La Société avait les pertes autres qu'en capital disponibles pour report en avant suivantes :

Aux	31 mars 2016	31 mars 2015
Canada	2 556 \$	5 974 \$
États-Unis	33 043	—
Royaume-Uni	11 338	22 507
	46 937 \$	28 481 \$

Au 31 mars 2016, la Société prévoyait recouvrer des actifs d'impôt différé de 11 088 \$ et régler des passifs d'impôt différé de 1 922 \$ dans les 12 prochains mois.

L'impôt différé n'est pas comptabilisé sur les résultats non distribués des filiales lorsque la Société est en mesure de contrôler le calendrier de versement et qu'il est probable qu'il n'y aura aucun versement dans un avenir prévisible. Aux 31 mars 2016 et 2015, les différences temporaires associées aux investissements dans les filiales pour lesquels un passif d'impôt différé n'a pas été comptabilisé étaient de 10 234 \$ (10 277 \$ en 2015).

NOTE 24. PRESTATIONS DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

Description des régimes de retraite

La Société a des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui fournissent des prestations de retraite à ses employés. Dans le cas des régimes de retraite à prestations définies, les prestations de retraite sont fondées soit sur les années de service et un montant fixe, soit sur les années de service et le salaire moyen final, ou bien sur les modalités d'ententes individuelles.

Les prestations fournies par les régimes d'avantages complémentaires de retraite sont définies par des contrats individuels qui prévoient principalement des prestations d'assurance vie et d'assurance soins de santé. Puisque les montants liés à ces prestations ne sont pas importants, ils ne sont pas inclus dans les chiffres qui suivent.

Total des paiements en numéraire

Pour l'exercice 2016, le total des paiements en numéraire relatifs aux avantages du personnel, composé des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite à prestations définies capitalisés et des paiements en numéraire directement versés aux bénéficiaires pour ses régimes à prestations définies non capitalisés, s'est élevé à 2 672 \$ (2 415 \$ en 2015), alors que les cotisations versées à ses régimes à cotisations définies se sont établies à 2 383 \$ (2 636 \$ en 2015).

Régimes à prestations définies

La Société mesure la juste valeur des actifs des régimes aux fins comptables au 31 mars de chaque exercice, alors que les obligations découlant de ses régimes à prestations définies sont évaluées au 31 décembre de chaque exercice et projetées au 31 mars pour tous les régimes, sauf un pour lequel la date d'évaluation est le 31 mars.

Les régimes à prestations définies exposent la Société à des risques actuariels comme :

- Le risque lié à l'espérance de vie
 - La valeur actualisée des obligations au titre du régime à prestations définies est calculée en partie en fonction de l'espérance de vie estimée des participants au régime. Une augmentation de l'espérance de vie entraîne une hausse des obligations de la Société.
- Le risque de change
 - Une tranche importante des actifs des régimes est investie dans des actions étrangères, par conséquent, un accroissement de la valeur du dollar canadien par rapport à la monnaie dans laquelle ces actions étrangères sont libellées entraînerait une hausse des obligations de la Société.
- Le risque de taux d'intérêt
 - Une diminution des taux d'intérêt du marché entraînerait une diminution du taux d'actualisation utilisé pour calculer la valeur actualisée des obligations au titre du régime à prestations définies, ce qui se traduirait par une hausse de ces obligations. Cette hausse serait en partie compensée par une augmentation connexe de la valeur des obligations détenues par les régimes.
- Le risque d'investissement
 - Le risque d'investissement correspond au risque que le rendement des actifs des régimes soit moins élevé que le taux d'intérêt des obligations des sociétés utilisé pour calculer le taux d'actualisation. À l'heure actuelle, la composition des régimes est équilibrée et comprend 61 % de fonds d'actions, 31 % de titres de créance et 8 % d'autres fonds. Compte tenu de la nature à long terme des obligations au titre des régimes à prestations définies, la Société juge approprié qu'une tranche raisonnable des actifs des régimes soit investie dans des titres de capitaux propres et d'autres fonds afin de dégager un rendement à long terme des actifs des régimes.

Le rapprochement de la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes et des montants comptabilisés dans les bilans consolidés se présente comme suit :

Aux	31 mars 2016	31 mars 2015
Valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies des régimes capitalisés	57 530 \$	57 380 \$
Juste valeur des actifs des régimes	51 385	51 200
Situation de capitalisation des régimes – déficit	(6 145) \$	(6 180) \$
Valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies des régimes non capitalisés	(2 525)	(3 095)
Montant comptabilisé dans les autres passifs à long terme	(8 670) \$	(9 275) \$

Le total de la charge au titre des régimes à prestations définies qui a été comptabilisée dans les états des résultats consolidés est comme suit pour les exercices :

	2016	2015
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 377 \$	1 094 \$
Intérêt sur les obligations nettes au titre des prestations définies (note 7)	297	239
Prestations de cessation d'emploi (note 8)	—	109
Frais d'administration	112	183
Total de la charge au titre des régimes à prestations définies comptabilisée dans les états des résultats consolidés	1 786 \$	1 625 \$

Le montant total comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est comme suit pour les exercices :

	2016	2015
Réévaluations		
Gain (perte) découlant des modifications apportées aux hypothèses démographiques	19 \$	(205) \$
Gain (perte) découlant des modifications apportées aux hypothèses financières	2 518	(6 118)
Pertes liées aux écarts actuariels	(417)	(78)
Rendement des actifs des régimes, compte non tenu des produits d'intérêts liés aux actifs des régimes	(2 401)	3 033
Autre perte globale	(281) \$	(3 368) \$

Le rendement réel de la juste valeur des actifs des régimes est comme suit pour les exercices :

	2016	2015
Rendement réel de la juste valeur des actifs des régimes	(544) \$	5 060 \$

La variation de la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies est la suivante pour les exercices :

	2016	2015
Obligations au titre des prestations définies au début de l'exercice	60 475 \$	52 712 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 377	1 094
Charges d'intérêts	2 154	2 266
Cotisations des participants aux régimes	587	643
(Gain) perte découlant des modifications apportées aux hypothèses démographiques	(19)	205
(Gain) perte découlant des modifications apportées aux hypothèses financières	(2 518)	6 118
Pertes liées aux écarts actuariels	417	78
Prestations payées	(2 418)	(2 750)
Prestations de cessation d'emploi	—	109
Obligations au titre de prestations définies à la fin de l'exercice	60 055 \$	60 475 \$

La juste valeur des actifs des régimes se présente comme suit :

Aux	31 mars 2016	31 mars 2015
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	51 200 \$	46 015 \$
Produits d'intérêts liés aux actifs des régimes	1 857	2 027
Rendement des actifs des régimes, compte non tenu des produits d'intérêts liés aux actifs des régimes	(2 401)	3 033
Cotisations de l'employeur	2 672	2 415
Cotisations des participants aux régimes	587	643
Prestations payées	(2 418)	(2 750)
Frais d'administration	(112)	(183)
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	51 385 \$	51 200 \$

Les actifs des régimes sont les suivants :

Aux	31 mars 2016	31 mars 2015
Titres de capitaux propres	61 %	63 %
Titres de créance	31 %	31 %
Autres	8 %	6 %
Total	100 %	100 %

Principales hypothèses

Les principales hypothèses moyennes pondérées utilisées à la date de clôture sont les suivantes pour les exercices :

	2016	2015
Obligations au titre des prestations définies aux 31 mars :		
Taux d'actualisation	3,90 %	3,60 %
Taux d'augmentation des salaires	3,50 %	3,50 %
Espérance de vie moyenne, en fonction d'un départ à la retraite à 65 ans :		
Homme, 45 ans à la date de clôture	87	88
Femme, 45 ans à la date de clôture	89	90
Homme, 65 ans à la date de clôture	86	86
Femme, 65 ans à la date de clôture	88	88

Le tableau ci-après résume l'incidence des modifications apportées à ces hypothèses actuarielles sur la charge de retraite et les obligations au titre des prestations définies au 31 mars 2016 et pour l'exercice clos à cette date.

Augmentation (diminution)	Charge de retraite	Obligations au titre des prestations définies
	%	%
Taux d'actualisation		
Augmentation de 0,5 %	(18,6)	(6,2)
Diminution de 0,5 %	19,7	7,2
Taux de rémunération		
Augmentation de 0,5 %	0,1	—
Diminution de 0,5 %	(0,1)	—
Espérance de vie moyenne		
Augmentation de 1 an	5,6	2,3
Diminution de 1 an	(5,7)	(2,3)

Flux de trésorerie futurs de la Société liés aux prestations de retraite

On estime à 1 950 \$ le total des cotisations en numéraire qui devraient être versées dans ces régimes au cours de l'exercice 2017.

La durée des obligations au titre des prestations définies au 31 mars 2016 s'établissait à 10,4 ans (11,5 ans au 31 mars 2015). L'échéance prévue des prestations de retraite non actualisées en vertu du régime de retraite des employés syndiqués se présente comme suit :

Aux	31 mars 2016	31 mars 2015
Moins de 1 an	1 751 \$	1 510 \$
De 1 an à 2 ans	1 761	1 567
De 2 à 5 ans	5 570	5 067
Plus de 5 ans	99 412	91 037
Total	108 494 \$	99 181 \$

Régimes de retraite à cotisations définies

Les coûts liés aux régimes de retraite à cotisations définies se présentent comme suit pour les exercices :

	2016	2015
Coûts liés aux régimes de retraite à cotisations définies	2 383 \$	2 636 \$

NOTE 25. ENGAGEMENTS

Contrats de location de bâtiments

La Société a conclu des contrats pour la location de bâtiments utilisés pour les activités et l'administration. Au 31 mars 2016, le montant total des engagements s'élevait à 14 236 \$, à l'exclusion des clauses d'indexation. Les paiements annuels minimaux au titre de la location pour les cinq prochains exercices s'élèvent à :

2017	2018	2019	2020	2021	Par la suite
1 556 \$	1 433 \$	1 288 \$	1 010 \$	994 \$	7 955 \$

Engagements au titre de l'acquisition de machinerie et d'équipement

La Société a émis des bons de commande relativement à de la machinerie et à de l'équipement qui n'ont pas encore été livrés aux installations de la Société. Au 31 mars 2016, ces bons de commande totalisaient 5 902 \$ (34 845 \$ au 31 mars 2015), déduction faite des dépôts connexes de 189 \$ (23 306 \$ au 31 mars 2015), figurant aux bilans de la Société.

Garanties

La Société conclut des conventions qui prévoient des engagements d'indemnisation et des garanties envers les contreparties relativement à certaines opérations comme des cessions d'entreprises et la vente d'actifs.

Ces engagements d'indemnisation et ces garanties pourraient obliger la Société à indemniser des contreparties pour les coûts engagés et les pertes subies par suite de divers événements, incluant des violations de déclarations et de garanties, des atteintes à la propriété intellectuelle, des pertes ou des dommages relatifs à la propriété, des responsabilités environnementales, des changements aux règlements et aux lois (y compris les législations fiscales) ou à leur interprétation, des écarts de valeur ou des litiges dont les contreparties pourraient faire l'objet.

Au moment de la vente de la totalité ou d'une partie d'une entreprise ou d'actifs, en plus d'une indemnisation possible liée à l'inexécution d'une clause restrictive et à une violation de déclarations et de garanties, la Société pourrait avoir à verser des indemnisations au titre de réclamations résultant de son exploitation passée de l'entreprise. La nature de ces engagements d'indemnisation empêche la Société d'estimer le montant potentiel maximal qu'elle pourrait être tenue de payer en vertu des garanties, puisque ces événements ne se sont pas encore produits. Au 31 mars 2016, la durée de ces engagements d'indemnisation pouvait se prolonger jusqu'à l'exercice 2024. Au 31 mars 2016, la Société avait comptabilisé une provision de 5 327 \$ (5 600 \$ au 31 mars 2015) qu'elle a classée comme provision à court terme (note 18) étant donné que la date de règlement n'était pas encore connue.

NOTE 26. ÉVENTUALITÉS

Dans le cadre du cours normal de ses activités, la Société est partie à des litiges et à des procédures de réclamation. De l'avis de la direction, tout règlement découlant de ces litiges n'aurait pas d'incidence importante sur la situation financière ni sur les résultats opérationnels de la Société.

NOTE 27. VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS HORS TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS POURSUIVIES

La variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies¹ se présente comme suit pour les exercices :

	2016	2015
Comptes clients	(3 730) \$	(9 103) \$
Impôts à recevoir	218	(3 263)
Stocks	(15 767)	3 723
Autres actifs à court terme	910	491
Comptes fournisseurs et charges à payer, comptes fournisseurs – autres et autres passifs	(9 675)	5 500
Provisions	(5 276)	10 565
Facturations progressives	(1 781)	(958)
Avances de clients	(14 471)	8 917
Impôts à payer	1 064	37
Incidence des variations des taux de change ²	(94)	2 046
	(48 602) \$	17 955 \$

¹ Au cours de l'exercice 2013, la Société s'est départie de la quasi-totalité de ses activités relatives aux gammes de produits Aérostructure et Industriels.

² Reflète l'incidence totale des fluctuations du taux de change au cours de l'exercice sur les éléments hors trésorerie présentés ci-dessus pour les filiales à l'étranger de la Société.

NOTE 28. INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

La répartition géographique des actifs de la Société se présente comme suit :

	31 mars 2016				31 mars 2015			
	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Total	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Total
Immobilisations corporelles, montant net	108 798 \$	72 661 \$	11 495 \$	192 954 \$	81 437 \$	47 136 \$	13 539 \$	142 112 \$
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	27 293	3 594	17 858	48 745	26 451	4 593	19 513	50 557
Goodwill	13 838	9 761	69 654	93 253	13 838	9 519	70 170	93 527

Les ventes d'après l'emplacement géographique des clients se présentent comme suit pour les exercices :

	2016	2015
Canada	82 341 \$	85 668 \$
États-Unis	222 712	180 440
Royaume-Uni	46 139	49 947
Autres pays	55 620	48 861
	406 812 \$	364 916 \$

NOTE 29. RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

La charge de rémunération des principaux dirigeants se présente comme suit pour les exercices :

	2016	2015
Avantages à court terme et autres avantages	3 721 \$	3 524 \$
Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite	302	310
Rémunération fondée sur des actions	1 014	1 432
Total de la rémunération versée aux principaux dirigeants	5 037 \$	5 266 \$

NOTE 30. INSTRUMENTS FINANCIERS

Hiérarchie de la juste valeur

Les actifs financiers et les passifs financiers évalués à la juste valeur aux bilans consolidés sont répartis dans les trois niveaux d'une hiérarchie de la juste valeur. Ces trois niveaux sont définis en fonction du caractère observable des principales données de l'évaluation, comme suit :

Niveau 1 : cours (non ajusté) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : données concernant l'actif ou le passif, autres que les cours du marché inclus dans les données de niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement;

Niveau 3 : données non observables concernant l'actif ou le passif.

Le classement des instruments financiers ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur se présentaient comme suit :

Aux:	31 mars 2016			31 mars 2015		
	Hiérarchie de la juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Hiérarchie de la juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 2	19 268 \$	19 268 \$	Niveau 2	35 098 \$	35 098 \$
Instruments financiers dérivés ¹⁾	Niveau 2	5 707	5 707	Niveau 2	287	287
Swap sur actions	Niveau 1	2 054	2 054	Niveau 1	—	—
		27 029 \$	27 029 \$		35 385 \$	35 385 \$
Passifs financiers						
Instruments financiers dérivés	Niveau 2	7 806 \$	7 806 \$	Niveau 2	17 212 \$	17 212 \$
Dettes à long terme, y compris la tranche à court terme	Niveau 2	147 240	155 125	Niveau 2	114 202	123 885
		155 046 \$	162 931 \$		131 414 \$	141 097 \$

¹⁾ Compte non tenu du swap sur actions.

Instruments financiers dérivés – La juste valeur des instruments financiers dérivés comptabilisés aux bilans consolidés est calculée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et actualisent ces montants en fonction des modalités contractuelles des instruments financiers dérivés et des données observables des marchés externes, comme les taux des swaps de taux d'intérêt et les taux de change à la fin de la période (données de niveau 2).

Dettes à long terme – La juste valeur de la dette à long terme a été établie en calculant la valeur actualisée de la dette à long terme à l'aide du taux qui serait négocié dans le contexte économique prévalant à la date de fin d'exercice.

Pour l'exercice 2016, un gain avant impôt de 34 \$ (perte de 173 \$ en 2015) a été comptabilisé à l'égard d'instruments financiers dérivés désignés à la JVBRN, en plus des produits d'intérêts présentés à la note 7 des états financiers consolidés.

NOTE 31. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Société est partie à des instruments financiers et, de ce fait, est particulièrement exposée à des risques de marché, de crédit, de concentration de crédit et de liquidité.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de fluctuation de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs des instruments financiers découlant des variations des cours du marché, que ces dernières soient causées par des facteurs spécifiques à des instruments financiers en particulier ou à son émetteur, ou par des facteurs qui touchent l'ensemble des instruments financiers similaires négociés sur le marché. La Société est particulièrement exposée aux risques de marché suivants :

Risque de change

La Société conclut des opérations en devises au Canada et exerce des activités aux États-Unis et au Royaume-Uni, ce qui l'expose au risque de fluctuation des taux de change.

Dans le but d'atténuer le risque lié aux fluctuations des taux de change, la Société a recours à des instruments dérivés pour couvrir ce risque, essentiellement lié au dollar américain et découlant de ses activités au Canada et au Royaume-Uni.

La politique de gestion du risque de change de la Société exige la couverture de 50 % à 100 % de l'exposition aux devises connue, essentiellement au cours des deux exercices financiers suivants, des entrées de fonds prévues provenant de ventes libellées en dollars américains réalisées par ses établissements du Canada et du Royaume-Uni et se rapportant à des contrats de vente, déduction faite des sorties de fonds prévues, en dollars américains, effectuées par ses établissements du Canada et du Royaume-Uni découlant essentiellement de l'achat de matières premières et de certaines autres matières.

Au 31 mars 2016, conformément à cette politique, la Société détenait des contrats de change à terme en vue de vendre 165,2 millions de dollars américains à un taux de change moyen pondéré de 1,2900 (dollar canadien par rapport au dollar américain, « \$ CA/\$ US »). Au 31 mars 2015, ces contrats s'élevaient à 119,0 millions de dollars américains à un taux de change pondéré de 1,1297 \$ CA/\$ US. Au 31 mars 2016, ces contrats venaient à échéance à diverses dates entre avril 2016 et mars 2020, la majorité échéant au cours des deux prochains exercices.

Au 31 mars 2016, une appréciation de 1 % du dollar canadien en regard des autres devises, toutes les autres variables demeurant stables par ailleurs, aurait eu une incidence sur le résultat net consolidé et les autres éléments du résultat global comme suit :

	Incidence du dollar américain	Incidence de la livre sterling
Diminution du résultat net	(215) \$	(2) \$
Augmentation (diminution) des autres éléments du résultat global	535	(1 331)

La sensibilité au taux de change présentée ci-dessus représente la somme des expositions nettes au risque de change des instruments financiers de la Société, incluant les contrats de change à terme à la date du bilan consolidé.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt principalement à cause de son taux d'intérêt variable sur sa facilité de crédit à long terme (voir la note 19). De plus, les fluctuations du taux d'intérêt pourraient également avoir une incidence sur les produits d'intérêts de la Société qui sont générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

La politique portant sur les taux d'intérêt de la Société exige de conserver une combinaison appropriée de dettes portant intérêt à des taux fixes et variables afin de réduire l'incidence nette des variations des taux d'intérêt. Par conséquent, la direction peut utiliser des dérivés afin de conserver un ratio de la dette portant intérêt à des taux fixes se situant entre 40 % et 70 % de la dette à long terme, compte non tenu des prêts des autorités gouvernementales.

Les swaps de taux d'intérêt suivants ont été utilisés à cette fin au cours des exercices 2016 et 2015 :

Montant nominal	Taux fixe	Mis en place	Échéance
5 000 \$ US	1,65 %	Mars 2014	Décembre 2018
10 000 \$ US	2,38 %	Décembre 2015	Décembre 2018
10 000 \$ US	2,04 %	Mars 2011	Décembre 2015

Les swaps de taux d'intérêt mentionnés ci-dessus excluent la marge bancaire additionnelle (voir la note 19). Les flux de trésorerie liés aux swaps de taux d'intérêt devraient survenir pendant les périodes ou cours desquelles ils devraient influencer sur le résultat net.

L'incidence d'une variation des taux d'intérêt de 100 points de base («pdb») sur les résultats financiers de la Société pour l'exercice 2016 aurait été comme suit :

	Augmentation de 100 pdb	Diminution de 100 pdb
Incidence sur le résultat net liée à la dette à long terme à taux variable	(165) \$	165 \$
Incidence sur le résultat global liée aux contrats de swap de taux d'intérêt	511	(525)

L'analyse de sensibilité aux taux d'intérêt présentée ci-dessus est calculée en fonction du passif à taux variable à la fin de l'exercice, et suppose que toutes les autres variables sont demeurées stables.

Autre risque de prix

Les flux de trésorerie de la Société pourraient varier du fait de la fluctuation du cours de ses actions ordinaires transigées à la Bourse de Toronto en raison du solde des UAD et des UAR en cours (voir la note 21). Afin d'atténuer ce risque, le 22 juin 2015, la Société a conclu un swap sur actions avec une institution financière.

Aux termes de ce swap, lors du règlement, la Société obtient un paiement pour toute plus-value du cours des actions, tandis qu'elle effectue un paiement à l'institution financière pour toute moins-value du cours des actions. L'incidence nette du swap sur actions neutralise en partie les variations du cours des actions de la Société qui influent sur la valeur des UAD et des UAR incluses dans les frais de vente et d'administration de la Société.

Au 31 mars 2016, le swap sur actions visait 150 000 actions ordinaires de la Société à un prix de 11,45 \$. Ce swap constitue un instrument dérivé qui n'est pas désigné dans une relation de couverture et vient à échéance en juin 2017.

Risques de crédit et de concentration de crédit

Les risques de crédit et de concentration de crédit représentent les risques liés à la contrepartie lorsque les parties avec lesquelles la Société conclut des ententes ou des contrats sont incapables de respecter leurs engagements.

Le risque de crédit est principalement lié à la possibilité que des clients soient incapables de respecter leurs engagements à l'égard des comptes clients de la Société, et que des institutions financières soient incapables de respecter leurs engagements à l'égard de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des instruments financiers dérivés de la Société.

Le risque de concentration de crédit tient au fait que la Société a réalisé environ 55 % de ses ventes en 2016 auprès de seulement six clients (60 % en 2015). Plus précisément, la Société a deux clients représentant respectivement 14 % et 13 % de ses ventes consolidées en 2016 (15 % et 13 % en 2015).

Comptes clients

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont limités, puisque la Société fait habituellement affaire avec de grandes entreprises ou des organismes gouvernementaux, à l'exception des ventes à de petites entreprises privées, qui représentaient dans leur ensemble environ 4,3 % à l'exercice 2016 (2 % en 2015) des ventes consolidées de la Société.

Au 31 mars 2016, hormis l'importante radiation d'un compte client au cours de l'exercice 2010 par suite de la faillite d'un client coté en Bourse aux États-Unis, la Société n'avait pas effectué, par le passé, de radiation importante de comptes clients, et le délai moyen de recouvrement était à un niveau acceptable pour le secteur dans lequel la Société évolue.

La qualité de crédit des comptes clients fait l'objet d'une analyse régulière.

Les variations de la provision pour créances douteuses s'établissent comme suit pour l'exercice clos le 31 mars 2016 :

	2016
Solde au début de l'exercice	228 \$
Reprises	(195)
Incidence des variations des taux de change	2
Solde à la fin de l'exercice	35 \$

Les comptes clients de la Société se présentent comme suit :

Aux	31 mars 2016	31 mars 2015
Non en souffrance	65 579 \$	64 188 \$
En souffrance – moins de 90 jours	8 365	7 076
En souffrance – plus de 90 jours	1 297	247
Ayant subi une dépréciation	35	228
	75 276	71 739
Provision pour créances douteuses	(35)	(228)
Solde à la fin de l'exercice	75 241 \$	71 511 \$

Trésorerie, équivalents de trésorerie et instruments financiers dérivés

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont restreints du fait que la Société fait affaire uniquement avec des institutions financières de première qualité, comme des banques à charte canadiennes et leurs filiales ou succursales américaines ou une succursale canadienne d'une banque américaine, conformément à la politique en matière de placement de la Société. Par conséquent, la Société ne prévoit pas que les contreparties manqueront à leurs obligations contractuelles.

Au 31 mars 2016, l'exposition maximale au risque de crédit lié aux instruments financiers était comme suit (voir la note 30) :

	JVBRN	Éléments de couverture ¹	Prêts et créances
Trésorerie et équivalents de trésorerie	19 268 \$	— \$	— \$
Comptes clients	—	—	75 241
Instruments financiers dérivés	136	7 625	—

¹⁾ Correspond à la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés dans une relation de couverture.

Risque de liquidité

La Société est exposée au risque de ne pas être en mesure d'honorer ses engagements financiers dans les délais établis, aux termes de ces engagements et à un prix raisonnable. Elle gère donc son risque de liquidité en établissant des prévisions de flux de trésorerie d'exploitation et liés aux activités d'investissement et de financement prévues. La haute direction participe aussi activement à la revue et à l'approbation des contrats de vente à long terme et des dépenses en immobilisations prévues.

Au 31 mars 2016, l'analyse des échéances des passifs financiers était comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Comptes fournisseurs et charges à payer	64 279 \$	— \$	— \$	— \$	64 279 \$
Comptes fournisseurs – autres et autres passifs	4 655	—	—	—	4 655
Avances de clients	3 855	—	—	—	3 855
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme (note 19)	8 467	93 095	23 413	42 390	167 365
Instruments financiers dérivés	6 493	1 313	—	—	7 806

NOTE 32. RISQUE LIÉ À LA GESTION DU CAPITAL

Les objectifs généraux de la direction de la Société, quant à sa gestion du capital, s'inscrivent dans la préservation de la capacité de la Société de poursuivre son exploitation et de fournir des avantages aux autres parties prenantes, et de procurer un rendement du capital investi adéquat à ses actionnaires en déterminant le prix de ses produits et services compte tenu du niveau de risque d'exploitation de la Société.

Ainsi, la Société détermine le montant du capital nécessaire compte tenu du niveau de risque. Cette structure de capital est ajustée en temps opportun en fonction des changements du contexte économique et des risques des actifs sous-jacents.

Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la Société peut, par exemple :

- émettre de nouvelles actions ordinaires;
- racheter des actions ordinaires;
- vendre certains actifs pour réduire l'endettement;
- rembourser du capital aux actionnaires.

Le ratio de la dette nette/capitaux propres, soit la dette nette divisée par les capitaux propres, joue un rôle déterminant dans la gestion et le suivi du capital de la Société.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, la Société a suivi la même stratégie de gestion du capital qu'à l'exercice précédent, c'est-à-dire celle de maintenir, en général, un ratio de la dette nette/capitaux propres suffisant, de manière à s'assurer d'avoir accès à un financement à coût raisonnable et acceptable.

Le ratio de la dette nette/capitaux propres était comme suit :

Aux	31 mars 2016	31 mars 2015
Tranche à court terme de la dette à long terme	6 334 \$	5 972 \$
Dette à long terme	139 950	106 955
Frais de financement différés, montant net	956	1 275
Moins : trésorerie et équivalents de trésorerie	19 268	35 098
Dette nette	127 972 \$	79 104 \$
Capitaux propres	331 114	293 455
Ratio de la dette nette/capitaux propres	0,39:1	0,27:1

La Société n'est pas soumise à des exigences relatives au capital émanant des organismes de réglementation.



www.herouxdevtek.com

INFORMATION AUX ACTIONNAIRES

ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

Le jeudi 4 août 2016 à 10 heures
Salon Pierre de Coubertin
L'hôtel Omni Mont-Royal
1050, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec)
Canada

AGENT DE TRANSFERT ET REGISTRAIRE SOCIÉTÉ DE FIDUCIE

Computershare du Canada
1500, rue Université, 7e étage
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
514 982-7555 /
1-800-564-6253

AUDITEURS

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
800, boul. René Lévesque Ouest,
Bureau 1900
Montréal (Québec)
Canada H3B 1X9
514 875-6060

BOURSE DE VALEURS MOBILIÈRES

Las actions sont côtées à la Bourse de Toronto
Symbole au téléscripneur : HRX

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

450 679-3330
ir@herouxdevtek.com

MAISONBRISON COMMUNICATIONS

514 731-0000
info@maisonbrison.com
www.maisonbrison.com

HÉROUX-DEVTEK INC.

1111, rue Saint-Charles Ouest
Bureau 658, tour Est
Complexe Saint-Charles
Longueuil (Québec)
Canada J4K 5G4
450 679-3330
www.herouxdevtek.com

CONCEPTION ET RÉDACTION PAR

MaisonBrisson Communications

If you wish to receive an English version of this report,
please contact Investor Relations.



Héroux-Devtek inc. (TSX : HRX) est une entreprise internationale qui se spécialise dans la conception, la mise au point, la fabrication ainsi que la réparation et l'entretien de systèmes et de composants de trains d'atterrissage et d'actionnement destinés au marché de l'aérospatiale. Troisième plus importante entreprise de trains d'atterrissage à l'échelle mondiale, la Société fournit de nouveaux systèmes et composants aux secteurs commercial et de la défense de l'industrie aérospatiale, de même que des produits et services sur le marché secondaire. La Société fabrique également des systèmes hydrauliques, des systèmes de filtration des fluides et des boîtiers pour systèmes électroniques. La Société a son siège social à Longueuil, au Québec, et possède des installations dans le Grand Montréal (Longueuil, Laval et Saint-Hubert), à Kitchener, Cambridge et Toronto en Ontario, à Springfield et à Strongsville dans l'Ohio, à Wichita au Kansas, à Everett dans l'état de Washington et à Runcorn, Nottingham et Bolton au Royaume-Uni.

www.herouxdevtek.com